

## Revue financière

14	Rapport de gestion	51	Transactions avec des parties liées
14	Mesures non conformes aux IFRS	52	Méthodes comptables critiques et estimations
15	Vue d'ensemble des activités	56	Instruments financiers
17	Faits saillants de l'exercice 2019	58	Modifications futures des méthodes comptables et des estimations
21	Conjoncture du marché au cours de l'exercice 2019	59	Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière
22	Perspectives pour l'exercice 2020	59	Gestion des risques
23	Aperçu financier	63	Politique en matière de dividendes
30	Informations financières trimestrielles	63	Déclaration de dividende
35	Résultats par secteur d'activité	64	Renseignements supplémentaires
45	Aperçu des exercices précédents – exercice 2018 par rapport à l'exercice 2017	65	Rapport de l'auditeur indépendant
45	Situation financière	67	États financiers consolidés et notes
46	Arrangements hors bilan	0	Informations supplémentaires
47	Situation de trésorerie et sources de financement	0	Glossaire
47	Actions privilégiées		
48	Données sur les actions en circulation		
49	Régimes de paiement fondés sur des actions		

### MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document peut contenir des « énoncés prospectifs » (au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les convictions, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, des résultats, des circonstances, la performance ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques, y compris la situation commerciale et économique, et la croissance, les résultats opérationnels, la performance et les perspectives et possibilités d'affaires de Groupe Canaccord Genuity. Ces énoncés prospectifs reflètent les convictions actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que « peut », « sera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « éventuel », « continuer », « cibler », « avoir l'intention de », « entendre », « pouvoir » ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. Les informations désignées comme étant des « perspectives », notamment celles de la rubrique intitulée « Perspectives pour l'exercice 2020 », contiennent de l'information prospective. De par leur nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'il évalue ces énoncés, le lecteur devrait expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com), de même que les facteurs dont il est question aux rubriques « Gestion des risques » du présent rapport de gestion et « Facteurs de risque » de la notice annuelle qui abordent le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique, le risque informatique et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique « Perspectives pour l'exercice 2020 » du rapport de gestion annuel et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société et dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com). La liste qui précède n'est pas exhaustive de tous les facteurs de risque possibles qui peuvent influencer sur les résultats réels. Le lecteur doit également tenir compte du fait que la liste des principaux facteurs et hypothèses qui précède n'est pas exhaustive.

Bien que les renseignements prospectifs figurant dans le présent document soient fondés sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans ce document peuvent être considérés comme des « perspectives financières » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent document. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

## Rapport de gestion

Exercice 2019 clos le 31 mars 2019 – ce document est daté du 5 juin 2019.

Le rapport de gestion suivant de Groupe Canaccord Genuity Inc. vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans la situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 mars 2019 par rapport à l'exercice précédent, en mettant l'accent sur l'exercice le plus récent. Sauf indication contraire ou si le contexte l'exige, « Société » ou « Groupe Canaccord Genuity » renvoie à Groupe Canaccord Genuity Inc. et à ses filiales directes et indirectes. « Marchés des capitaux Canaccord Genuity » désigne le secteur du financement de sociétés et des marchés des capitaux de la Société. Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 mars 2019 et 2018, à partir de la page 67 du présent rapport. L'information financière de la Société est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2019 et 2018 sont préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS).

### Mesures non conformes aux IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par la Société comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS présentées incluent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire après dilution, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants.

Le capital de la Société est représenté par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et privilégiés et, par conséquent, la direction se sert du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) comme mesure de la performance. La Société utilise également comme mesure de la performance la valeur comptable par action ordinaire après dilution, qui correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription, de l'émission d'actions ordinaires liées aux contreparties différées dans le cadre d'acquisitions, du règlement en actions au gré de la Société d'un billet payable émis en contrepartie d'une acquisition et de la conversion des débetures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires qui seraient alors en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont des options, des bons de souscription, d'autres régimes de paiements fondés sur des actions, des contreparties différées liées aux acquisitions, des débetures convertibles et du billet payable, le cas échéant, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées ou assorties d'un engagement de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

Les actifs sous administration (ASA) et les actifs sous gestion (ASG) représentent des mesures des actifs des clients non conformes aux IFRS qui sont communes aux activités de gestion de patrimoine. Les ASA – Canada, les ASG – Australie et les ASG – Royaume-Uni et Europe représentent la valeur de marché des biens du client qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions et des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients, de même que la valeur de marché globale des positions acheteur et vendeur sur titres. Les ASG au Canada comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de programmes qui sont généralement appelés *Programme de conseils en placement CT* et *Programme de gestion des placements des particuliers CT*. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. La méthode qu'emploie la Société pour calculer les ASA – Canada, les ASG – Canada, les ASG – Australie et les ASG – Royaume-Uni et Europe peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celle d'autres sociétés. La direction utilise ces mesures pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Les ASG – Canada sont également administrés par la Société et sont inclus dans les ASA – Canada.

Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Les éléments importants correspondent aux frais de restructuration, à l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, à la dépréciation du goodwill et d'autres actifs, aux éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non, les profits et pertes liés aux cessions d'activités, y compris la comptabilisation de profits de change réalisés à la cession d'établissements à l'étranger, certaines charges comptables liées à la modification apportée au régime d'intéressement à long terme (RILT) de la Société comptabilisées à compter du 31 mars 2018, certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition de Hargreave Hale et comptabilisés dans les frais de développement, une perte liée à l'extinction des débetures convertibles inscrite aux fins comptables, ainsi que certains éléments de charges habituellement compris dans les frais de développement qui, de l'avis de la direction, reflètent une charge unique autre que d'exploitation. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettent une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de la Société et favorisent une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments importants, puisque les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de la Société; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de la Société. Par conséquent, la direction estime que les mesures du rendement financier de la Société conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

## Vue d'ensemble des activités

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, la Société est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Groupe Canaccord Genuity exploite des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey, à l'île de Man et en Australie. Marchés des capitaux Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux de la Société, exerce ses activités en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient.

Groupe Canaccord Genuity Inc. est coté sous le symbole CF à la Bourse de Toronto. Les actions privilégiées de série A de Canaccord Genuity sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. et les actions privilégiées de série C de Canaccord Genuity sont inscrites sous le symbole CF.PR.C. Les débentures subordonnées de premier rang non garanties convertibles de la Société portant intérêt à 6,25 % sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.DA.A.

### À PROPOS DE GROUPE CANACCORD GENUITY INC.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Marchés des capitaux Canaccord Genuity (financement de sociétés et activités sur les marchés des capitaux) et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placement, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de la Société. Le secteur administratif de la Société est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

#### Marchés des capitaux Canaccord Genuity

Marché des capitaux Canaccord Genuity est la division internationale des marchés des capitaux de Groupe Canaccord Genuity Inc., qui offre aux institutions et aux sociétés des services centrés sur les idées en financement de sociétés, en fusions et acquisitions, en recherche, en ventes et en négociation en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient. Nous nous sommes engagés à fournir des services de premier ordre à nos clients tout au cours du cycle de vie de leur entreprise et à créer l'étalon-or des banques d'investissement indépendantes – une banque orientée marché et client, qui offre souplesse en termes de ressources et de portée, et qui possède une solide connaissance du secteur.

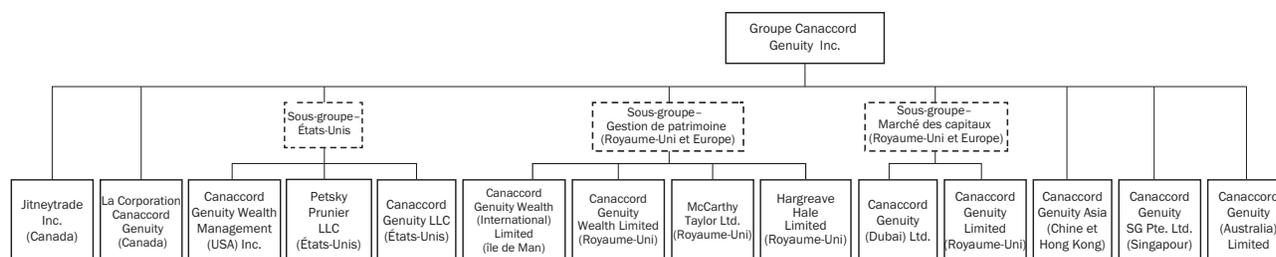
#### Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. La division de gestion de patrimoine de la Société a maintenant des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, au Royaume-Uni, à Jersey, à Guernesey, à l'île de Man et en Australie.

#### Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Groupe Canaccord Genuity, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les services opérationnels et de soutien de la Société, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des affaires juridiques, des finances et de toutes les autres fonctions administratives de Groupe Canaccord Genuity Inc.

#### Structure de la Société



L'organigramme présente les principales sociétés en exploitation de Groupe Canaccord Genuity au 31 mars 2019.

Avec prise d'effet le 10 août 2018, la Société détient 80 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. et de Canaccord Genuity (Australia) Limited (50 % au 31 mars 2018); toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 85 % au 31 mars 2019, en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (58 % au 31 mars 2018).

## ACTIVITÉS COMMERCIALES

Nos activités sont assujetties à la conjoncture générale sur les marchés des obligations et des actions mondiaux.

Le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires peut aussi avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de la Société. La majeure partie des produits tirés des transactions de prise ferme et de consultation sont comptabilisés lorsque la transaction est conclue. Ainsi, les résultats trimestriels peuvent également être touchés par le calendrier de la comptabilisation de ces transactions dans nos activités sur les marchés des capitaux.

La Société a pris des mesures pour réduire son risque à l'égard des variations sur les marchés des actions et des économies locales en diversifiant non seulement sa couverture sectorielle, mais également sa présence à l'échelle internationale. Afin de diversifier les sources récurrentes de produits des activités ordinaires et de compenser la volatilité inhérente aux activités sur les marchés des capitaux, la Société a pris des mesures pour accroître l'envergure de ses activités de gestion de patrimoine mondiale. Grâce à sa diversification dans les grands centres financiers, la Société a toujours bénéficié de la vigueur des marchés des actions dans certaines régions et a pu améliorer sa capacité à identifier et à gérer les possibilités dans les centres régionaux et dans nos secteurs cibles.

## INCIDENCE DES SOUBRESAUTS DES MARCHÉS DES CAPITAUX

À titre de maison de courtage, la Société tire ses produits des activités ordinaires surtout des commissions sur ventes, de la prise ferme et des honoraires de consultation, et des activités de négociation. Par conséquent, les activités de la Société sont très sensibles à la situation sur les marchés financiers et à la conjoncture économique, principalement en Amérique du Nord et en Europe et, jusqu'à un certain point, en Asie et en Australie. Les initiatives de prospection internationales à long terme de Groupe Canaccord Genuity menées ces dernières années ont jeté des bases solides pour la diversification de ses produits des activités ordinaires. Grâce à sa stratégie d'investissement disciplinée, la Société demeure concurrentielle dans le paysage financier d'aujourd'hui en constante évolution.

Au cours de l'exercice 2019, les activités sur les marchés des capitaux de la Société ont été axées sur les secteurs suivants : soins de santé et sciences de la vie, technologie, industries, produits financiers, métaux et mines, produits diversifiés, produits de consommation et de détail, immobilier et développement durable. La couverture de ces secteurs englobait le financement de sociétés, les services de fusions et acquisitions et de consultation, et les activités touchant les actions institutionnelles, comme la vente, la négociation et la recherche.

## Faits saillants de l'exercice 2019

### SIÈGE SOCIAL

- Le 1<sup>er</sup> juin 2018, la Société a créé un régime d'options sur actions liées au rendement qui a été approuvé à l'assemblée générale annuelle tenue le 2 août 2018. Le 14 juin 2018, la Société a attribué 5 620 000 options aux termes du régime d'options sur actions liées au rendement. Le prix d'exercice est de 6,73 \$ par action et se fonde sur la juste valeur du marché par action ordinaire à la date d'attribution. En outre, la Société a attribué 600 000 options le 16 août 2018 avec un prix d'exercice de 7,067 \$. Les options sur actions liées au rendement ont une durée de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées au rendement sur le marché (cours de l'action), et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à trois fois le prix d'exercice.
- Le 6 juin 2018, la Société a conclu l'acquisition de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. (collectivement, Jitneytrade) directement et par l'acquisition de Finlogik Capital Inc. Jitneytrade Inc. est un courtier à accès direct et un négociateur de contrats à terme et d'options sur actions au Canada. Finlogik Inc. propose au marché canadien des solutions à valeur ajoutée en technologie financière.
- Le 10 août 2018, la Société a conclu l'acquisition d'une participation en actions supplémentaire de 30 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited dont les activités sont axées sur les marchés des capitaux et la gestion de patrimoine en Australie. La transaction a augmenté la participation de la Société dans Canaccord Genuity (Australia) Limited pour la faire passer de 50 % à 80 %. La contrepartie d'acquisition de 37,0 millions \$ (38,5 millions \$ AU) comprenait un montant de 14,4 millions \$ (15,0 millions \$ AU) au comptant, un billet payable de 5,8 millions \$ (6,0 millions \$ AU) et l'émission de 2 331 132 actions ordinaires d'un capital de 16,8 millions \$ (17,5 millions \$ AU). Les actions sont assujetties à une convention d'entiercement de trois ans et libérées chaque année.
- Le 22 août 2018, la Société a réalisé la clôture de son placement par voie de prise ferme de débentures subordonnées de premier rang non garanties convertibles, mobilisant ainsi un produit brut de 59 225 000 \$ (débentures offertes). Parallèlement, la Société a réalisé la clôture de son placement privé sans courtier avec un important gestionnaire d'actifs canadien, mobilisant un produit brut de 73 500 000 \$, lequel, combiné avec le produit brut issu des débentures offertes, représente un montant en capital total de 132 725 000 \$ (conjointement avec les débentures offertes, les débentures convertibles). Le produit du placement privé sans courtier a servi à rembourser les débentures convertibles émises en 2016 d'un montant en capital de 60 000 000 \$ et une prime de 13 500 000 \$ pour un total de 73 500 000 \$. Les débentures convertibles portent intérêt au taux annuel de 6,25 %, les intérêts étant payables semestriellement le dernier jour de décembre et de juin de chaque année à compter du 31 décembre 2018. Les débentures convertibles peuvent être converties, au gré du porteur, en actions ordinaires de la Société au prix de conversion de 10,00 \$ par action ordinaire. Les débentures convertibles viendront à échéance le 31 décembre 2023 et pourront être rachetées par la Société dans certaines circonstances à compter du 31 décembre 2021.
- Le 10 août 2018, la Société a annoncé le dépôt d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui lui permet de racheter, du 15 août 2018 au 14 août 2019, des actions ordinaires de la Société, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles canadiens. Grâce à cette démarche, la Société peut racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. Le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées est de 5 677 589, ce qui représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société lors du dépôt de l'OPRCNA. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, 152 200 actions ont été achetées et annulées dans le cadre de l'OPRCNA en vigueur du 15 août 2017 au 14 août 2018. De plus, 1 226 800 actions ont également été achetées et annulées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019.
- Le 3 décembre 2018, la Société a lancé sa nouvelle marque, qui fait désormais partie intégrante de l'ensemble de ses communications, de ses produits et de ses expériences. Cette nouveauté reflète les changements transformateurs apportés à l'échelle de la Société, celle-ci faisant des progrès considérables au chapitre de sa stratégie visant à améliorer l'alignement à l'échelle de ses activités et à transformer la composition de ses activités pour produire des résultats toujours plus prévisibles et durables.
- Le 29 janvier 2019, la Société a conclu l'acquisition de McCarthy Taylor Ltd. dans le cadre de ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe. Cet ajout s'inscrit dans l'objectif de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) qui consiste à élargir sa présence nationale et son offre de services de placement et de planification patrimoniale entièrement intégrés.
- Le 13 février 2019, la Société a annoncé l'acquisition de la totalité d'un petit cabinet de services-conseils en fusions et acquisitions de premier plan, Petsky Prunier LLC. (Petsky Prunier), établi à New York, dans le cadre d'un achat d'actifs pour une contrepartie initiale de 40 millions \$ (30 millions \$ US) au comptant et de 20 millions \$ (15 millions \$ US) en actions ordinaires de la Société qui seront émises sur une période de trois ans. Une contrepartie éventuelle additionnelle pouvant atteindre 53,2 millions \$ (40 millions \$ US) sera versée au comptant sur une période de quatre ans, sous réserve de l'atteinte de certaines cibles de produits au cours de ladite période. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, Petsky Prunier a généré des produits des activités ordinaires de 43,0 millions \$ US. Tous les associés clés de Petsky Prunier ont conclu des contrats d'emploi avec la Société.

Cette acquisition cadre avec l'objectif de la Société visant l'expansion de sa base de coûts fixes dans cette région et la diversification de ses sources de produits, à l'appui de l'élargissement de la gamme de produits et de services offerts aux clients en vue de saisir une part de marché plus importante dans ses secteurs dominants, tout particulièrement ceux du marché intermédiaire de la technologie et des soins de santé et sciences de la vie.

- Andrew (Andy) Viles a été nommé vice-président exécutif et chef de contentieux de Groupe Canaccord Genuity Inc. En cette qualité, il assurera la coordination et la surveillance unifiée des fonctions du contentieux, du cadre réglementaire et de la conformité pour l'ensemble des activités de Groupe Canaccord Genuity et dans toutes les régions où il exerce ses activités. M. Viles s'est joint à Canaccord Genuity en 2003 et occupait jusqu'à tout récemment le poste de chef de la conformité de la division nord-américaine des marchés des capitaux. Il continuera d'assumer les fonctions de chef des affaires juridiques de l'entité américaine pour le compte de laquelle il gère toutes les questions d'ordre juridique visant les États-Unis, notamment celles liées aux activités de financement de sociétés. Avant de rejoindre les rangs de Canaccord Genuity, M. Viles était un des associés des services aux entreprises du cabinet d'avocats national Goodwin Procter LLP. En tant qu'avocat chevronné, spécialisé en valeurs mobilières, il a acquis une expérience considérable en matière de services de consultation sur les fusions et acquisitions, les restructurations d'entreprises, le financement de sociétés et les transactions sur les marchés des capitaux. M. Viles détient un baccalauréat ès arts du Bates College à Lewiston, dans le Maine, et un doctorat en jurisprudence de la Boston University School of Law. Il est membre du Barreau du Massachusetts et de l'American Bar Association.
- Le 31 mars 2019, la Société a annoncé la restructuration de ses activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni, en vue de renforcer sa capacité à mener ses activités de façon à ce qu'elles génèrent des profits de façon continue. Cette initiative a permis à la Société de réduire considérablement l'effectif de son secteur des marchés des capitaux au Royaume-Uni. Dans le cadre du plan de restructuration, la Société a inscrit une charge de 11,8 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2019.
- Le 1<sup>er</sup> mai 2019, la Société a annoncé la conclusion de son acquisition de Thomas Miller Wealth Management Limited (TMWML) et des activités de gestion des placements des particuliers de Thomas Miller Investment (Isle of Man) Limited, par l'entremise de son secteur de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe. TMWML offre des services de planification financière et de gestion des placements aux particuliers, aux fiducies, aux organismes de bienfaisance et aux sociétés du Royaume-Uni. La contrepartie de l'acquisition était constituée d'une contrepartie initiale en espèces de 18,5 millions £ (31,8 millions \$ CA) et d'une contrepartie supplémentaire éventuelle pouvant atteindre 9,5 millions £ (16,8 millions \$ CA) qui sera payable sur une période de trois ans après la conclusion de l'acquisition, sous réserve de l'atteinte de cibles de rendement fondées sur les produits des activités ordinaires et les actifs des clients. Dans le cadre de cette acquisition, un montant supplémentaire de 17,0 millions £ (30,0 millions \$ CA) a été prélevé sur la facilité de crédit bancaire existante de la Société.

## MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

Marché des capitaux Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 704,3 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants, a enregistré un résultat net avant impôt sur le résultat de 80,4 millions \$<sup>1</sup>.

- Marchés des capitaux Canaccord Genuity a été chef de file pour 176 transactions à l'échelle internationale, chacune dépassant 1,5 million \$ CA, mobilisant ainsi un produit total de 7,0 milliards \$ CA au cours de l'exercice 2019. Sur ces transactions :
  - le secteur du Canada a été chef de file pour 110 transactions, qui ont recueilli 2,8 milliards \$ CA;
  - le secteur du Royaume-Uni, de l'Europe et de Dubaï a été chef de file pour 10 transactions, qui ont totalisé 1,6 milliard \$ CA;
  - le secteur des États-Unis a été chef de file pour 24 transactions, qui ont totalisé 1,9 milliard \$ CA;
  - le secteur de l'Australie a été chef de file pour 32 transactions, qui ont récolté 669,9 millions \$ CA.
- Au cours de l'exercice 2019, Marchés des capitaux Canaccord Genuity a participé à un total de 344 transactions à l'échelle internationale, chacune dépassant 1,5 million \$ CA, mobilisant ainsi un produit brut de 31,1 milliards \$ CA. Sur ces transactions :
  - le secteur du Canada a participé à 224 transactions, qui ont recueilli 14,3 milliards \$ CA;
  - le secteur des États-Unis a participé à 63 transactions, qui ont totalisé 14,2 milliards \$ CA;
  - le secteur du Royaume-Uni, de l'Europe et de Dubaï a participé à 16 transactions, qui ont totalisé 1,7 milliard \$ CA;
  - le secteur de l'Australie a participé à 41 transactions, qui ont récolté 906,0 millions \$ CA.
- Au cours de l'exercice 2019, les transactions de financement de sociétés importantes pour Marché des capitaux Canaccord Genuity ont compris les suivantes :
  - Une transaction de 302,1 millions £ pour The Renewables Infrastructure Group Limited à la Bourse de Londres
  - Une transaction de 51,4 millions \$ US pour Vireo Health International, Inc. à la Bourse des valeurs canadiennes
  - Un placement privé de 48,3 millions \$ US pour GreenLane Holdings
  - Une transaction de 20,0 millions \$ AU pour Bellevue Gold Limited à la Bourse d'Australie
  - Une transaction de 520,1 millions \$ CA pour Curaleaf Holdings Inc. à la Bourse des valeurs canadiennes
  - Une transaction de 314,2 millions \$ US pour Acreage Holdings Inc. à la Bourse des valeurs canadiennes
  - Une transaction de 305,0 millions \$ US pour BioPharma Credit plc à la Bourse de Londres
  - Une transaction de 218,1 millions \$ US pour Harvest Health & Recreation Inc. à la Bourse des valeurs canadiennes
  - Une transaction de 120,2 millions \$ CA pour Tilt Holdings Inc. à la Bourse des valeurs canadiennes
  - Une transaction de 108,5 millions £ pour Triple Point Social Housing REIT plc à la Bourse de Londres
  - Une transaction de 107,3 millions \$ CA pour Cresco Labs, LLC à la Bourse des valeurs canadiennes
  - Une transaction de 85,1 millions \$ US pour Canaccord Genuity Growth Corp. à la Bourse des valeurs canadiennes
  - Une transaction de 76,0 millions \$ CA pour The Green Organic Dutchman Holdings Ltd. à la Bourse de Toronto
  - Une transaction de 60,6 millions \$ AU pour Redbubble Limited à la Bourse d'Australie
  - Une transaction de 110,4 millions \$ US pour Y-mAbs Therapeutics, Inc. au Nasdaq
  - Un premier appel public à l'épargne de 115,1 millions \$ CA pour Charlotte's Web Holdings, Inc. à la Bourse des valeurs canadiennes
  - Une transaction de 78,0 millions \$ US pour STAAR Surgical Company au Nasdaq

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

- Une transaction de 80,3 millions \$ CA pour Green Thumb Industries
- Une transaction de 75,0 millions \$ AU pour Audinate Group Limited à la Bourse d'Australie
- Une transaction de 70,0 millions \$ AU pour Nearmap Ltd. à la Bourse d'Australie
- Une transaction de 40,0 millions \$ AU pour Dacian Gold Limited
- Une transaction de 143,0 millions \$ CA pour MedMen Enterprises Inc. à la Bourse des valeurs canadiennes
- Un premier appel public à l'épargne de 132,3 millions \$ CA pour The Green Organic Dutchman Holdings Ltd. à la Bourse de Toronto
- Une transaction de 115,0 millions \$ US pour Sientra Inc. au Nasdaq
- Une transaction de 100,4 millions \$ CA pour CannTrust Holdings Inc. à la Bourse de Toronto
- Une transaction de 52,6 millions \$ US pour T2 Biosystems Inc. au Nasdaq
- Un premier appel public à l'épargne de 70,0 millions \$ AU pour Marley Spoon AG à la Bourse d'Australie
- Un placement de 25,0 millions \$ AU pour Alliance Mineral Assets Ltd à la SGX
- Au Canada, Marché des capitaux Canaccord Genuity a participé à la mobilisation de 1,0 milliard \$ pour des émissions d'obligations gouvernementales et d'obligations de sociétés au cours de l'exercice 2019.
- Marché des capitaux Canaccord Genuity a généré des produits tirés des services de consultation de 140,7 millions \$ au cours de l'exercice 2019, en hausse de 18,4 millions \$, ou 15,0 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent.
- Au cours de l'exercice 2019, les transactions de fusions et acquisitions et de consultation importantes ont compris les suivantes :
  - Conseiller de Natura Naturals Holdings dans le cadre de sa vente à Tilray Inc. pour un montant jusqu'à concurrence de 82 millions \$ CA
  - Conseiller de CareATC dans le cadre de la recapitalisation de sa croissance avec LLR PartnersUS
  - Conseiller de HICL Infrastructure PLC à l'égard du plan d'arrangement permettant le transfert de domicile vers le Royaume-Uni
  - Conseiller de MediaAlpha dans le cadre du placement minoritaire important de Insignia Capital Group
  - Conseiller de Strong-Bridge Envision dans le cadre de sa vente à HCL Technologies
  - Conseiller de Michelin dans le cadre de son acquisition de Camso Inc. pour un montant de 1,7 milliard \$ US
  - Conseiller de Small World dans le cadre de sa vente à Equistone Partners Europe
  - Conseiller de Tawana Resources NL dans le cadre de sa fusion avec Alliance MineralAssets Ltd.
  - Conseiller de ICC Labs Inc. dans le cadre de sa vente à Aurora Cannabis Inc. pour un montant de 290 millions \$ CA
  - Conseiller de Reis, Inc. dans le cadre de son acquisition par Moody's Corporation
  - Conseiller d'Amplio Energy dans le cadre de la vente de son portefeuille d'énergie solaire italien à un consortium constitué de Plenum Partners, d'Equitix et d'Access Capital Partners
  - Conseiller d'Eurazeo PME dans le cadre de la vente de Vignal Lighting Group à EMZ Partners
  - Conseiller de Tenzil Networks, Inc. dans le cadre de l'obtention d'une participation majoritaire dans Rubicon Technology Partners
  - Conseiller de Jenkins Shipping dans le cadre de sa vente à Alcuin Capital Partners
  - Conseiller de Tessi dans le cadre de la vente de CPoR pour un montant de 100 millions €
  - Conseiller de Sherrill Inc. dans le cadre de son acquisition par Platte River Equity
  - Conseiller de ABCann Global Corporation dans le cadre de son acquisition de Canna Farms Limited pour un montant de 133 millions \$ CA
  - Conseiller de Connance dans le cadre de sa vente à Waystar Health, société de portefeuille de Bain Capital Private Equity
  - Conseiller de DHX Media dans le cadre de sa vente d'une participation minoritaire dans Peanuts à Sony Music pour un montant de 185 millions \$
  - Conseiller de Fluence dans le cadre de son acquisition par OSRAM Licht
  - Conseiller de kSaria dans le cadre de sa vente à Behrman Capital
  - Conseiller de MedReleaf Corp. dans le cadre de sa vente à Aurora Cannabis Inc. pour un montant de 3,2 milliards \$ CA
  - Conseiller de South32 dans le cadre de son acquisition de Arizona Mining
  - Conseiller de la CDPQ dans le cadre de son acquisition d'une participation minoritaire importante dans le Groupe Fives, aux côtés d'Investissements PSP et de Ardian, évaluée à un montant de 1,5 milliard €
  - Conseiller de Reeher LLC dans le cadre de sa vente à Blackbaud Inc.
  - Conseiller de Acasta Enterprises Inc. dans le cadre de sa vente de JemPak Corporation à Henkel AG & Co. pour un montant de 118 millions \$ CA
  - Conseiller de Kratos Defense & Security Solutions dans le cadre de la vente de sa division de la sécurité publique à Securitas

### GESTION DE PATRIMOINE (MONDIAL)

- À l'échelle mondiale, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 461,8 millions \$ à l'exercice 2019 et, compte non tenu des éléments importants, a dégagé un résultat net avant impôt de 75,4 millions \$<sup>1</sup>.
- Les actifs sous administration au Canada et les actifs sous gestion au Royaume-Uni et en Europe et en Australie totalisaient 65,7 milliards \$ au 31 mars 2019, soit une augmentation de 7,3 % par rapport à 61,3 milliards \$ à la fin de l'exercice précédent.

### GESTION DE PATRIMOINE (AMÉRIQUE DU NORD)

- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) a généré des produits des activités ordinaires de 206,8 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et avant impôt, a dégagé un résultat net avant impôt de 26,8 millions \$ à l'exercice 2019.
- Les actifs sous administration au Canada totalisaient 20,7 milliards \$ au 31 mars 2019, en hausse de 32,8 % en regard de 15,6 milliards \$ à la fin de l'exercice précédent<sup>2</sup>.
- Les actifs sous gestion au Canada (discrétionnaires) totalisaient 4,2 milliards \$ au 31 mars 2019, en hausse de 49,9 % en regard de 2,8 milliards \$ à la fin de l'exercice précédent<sup>2</sup>. Ces actifs sont inclus dans les actifs totaux sous administration.
- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait 155 équipes de conseillers<sup>3</sup> au 31 mars 2019, soit 13 équipes de plus qu'au 31 mars 2018.

### GESTION DE PATRIMOINE (ROYAUME-UNI ET EUROPE)

*L'apport de McCarthy Taylor depuis le 29 janvier 2019 est pris en compte dans les résultats d'exploitation de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) ci-après.*

- Les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont généré des produits des activités ordinaires de 255,0 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants, ont affiché un résultat net avant impôt de 48,5 millions \$ à l'exercice 2019<sup>1</sup>.
- Les actifs sous gestion (discrétionnaires et non discrétionnaires) atteignaient 44,2 milliards \$ (25,4 milliards £) au 31 mars 2019, en baisse de 1,5 % en regard de 44,9 milliards \$ (24,8 milliards £) au 31 mars 2018<sup>2</sup>. En monnaie locale (livre sterling), les actifs sous gestion au 31 mars 2019 avaient augmenté de 2,6 % par rapport à ceux au 31 mars 2018<sup>2</sup>.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

3) Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints, qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

## Conjoncture du marché au cours de l'exercice 2019

### CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Les tensions commerciales à l'échelle mondiale, la hausse des taux d'intérêt et la robustesse du dollar américain ont amplifié la volatilité des marchés boursiers mondiaux, notamment au cours du troisième trimestre de l'exercice 2019. À la lumière du fléchissement de la croissance mondiale, d'un contexte d'inflation relativement serein et de la forte pression exercée sur les marchés financiers, la Réserve fédérale américaine et d'autres banques centrales ont abandonné leur position ferme. L'espoir d'un apaisement des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine a également profité aux marchés boursiers vers la fin de l'exercice 2019. Par conséquent, ceux-ci se sont redressés au T4/19, après avoir clôturé en repli assez généralisé au T3/19. Au cours du quatrième trimestre, l'indice S&P 500, l'indice S&P/TSX et les marchés émergents ont progressé respectivement de 13,6 %, 13,3 % et 9,9 %. Somme toute, à l'exercice 2019, les marchés américain et canadien ont affiché des rendements positifs (respectivement 9,5 % et 8,1 %), tandis que les marchés émergents, quant à eux, ont été malmenés (-1,6 %).

### FINANCEMENT DE SOCIÉTÉS ET CONSULTATION

Les prix des produits de base ont majoritairement repris du mieux depuis le troisième trimestre de l'exercice 2019, bien que le cours des actions de sociétés du secteur des ressources demeure peu élevé par rapport aux niveaux historiques. À notre avis, les activités de fusions et acquisitions pourraient tirer parti de la faiblesse perçue des évaluations des titres des sociétés minières et du secteur de l'énergie. Les actions de croissance de notre marché de prédilection, soit celui des sociétés à petite et moyenne capitalisation, sont autrement plutôt axées sur le marché national. Malgré la volatilité des marchés, ces actions semblent moins vulnérables aux risques géopolitiques et macroéconomiques accrus à l'échelle mondiale que les actions de sociétés à grande capitalisation. Dans l'ensemble, les activités de financement ont maintenu leur cadence au cours de l'exercice 2019. La remontée du cours des actions de sociétés à petite capitalisation au T4/19 laisse entrevoir un contexte favorable à nos activités de mobilisation de capitaux et de consultation.

	T4/18		T1/19		T2/19		T3/19		T4/19		
	30 mars 2018	(D'un exercice à l'autre)	29 juin 2018	(D'un exercice à l'autre)	28 sept. 2018	(D'un exercice à l'autre)	31 déc. 2018	(D'un exercice à l'autre)	29 mars 2019	(D'un exercice à l'autre)	(D'un trimestre à l'autre)
Valeur de l'indice à la fin du trimestre											
Indice des actions de sociétés mondiales à petite capitalisation S&P IFCI	306,1	21,7 %	277,6	8,3 %	259,8	-6,7 %	238,4	-21,0 %	262,4	-14,3 %	10,1 %
Indice des actions de sociétés mondiales à grande capitalisation S&P IFCI	261,1	22,1 %	239,1	5,8 %	236,3	-2,1 %	218,6	-15,5 %	238,3	-8,7 %	9,0 %

Nos activités de mobilisation de capitaux et de consultation visent principalement les sociétés à petite et à moyenne capitalisation de secteurs de croissance précis de l'économie mondiale. Ces secteurs peuvent enregistrer une croissance ou un ralentissement, peu importe les conditions plus larges de l'économie et du marché, et la réglementation gouvernementale peut également avoir une incidence importante sur la capitalisation des petites entreprises. La volatilité des conditions d'affaires pour ces secteurs ou celle du marché des titres de ces sociétés dans les régions où nous exerçons nos activités sont des facteurs qui peuvent nuire à nos résultats financiers et, au final, à la valeur de marché de nos actions. Les produits tirés des services de consultation sont principalement tributaires de la réalisation des mandats de fusion, d'acquisition ou de restructuration. La faiblesse de la conjoncture économique et des marchés des capitaux mondiaux et les incertitudes concernant le Brexit et les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine pourraient gêner les activités de fusions et acquisitions et de mobilisation de capitaux visant le marché des sociétés à petite et moyenne capitalisation, mais, par contre, faire fructifier nos activités de restructuration.

## NÉGOCIATION

Le volume de négociation des actions de sociétés à petite et moyenne capitalisation sur de nombreux marchés où nous menons des activités a augmenté comparativement à celui de l'exercice précédent. La volatilité accrue des marchés au cours du troisième trimestre de l'exercice a notamment stimulé nos activités de placement pour compte. À plus long terme, le volume de négociation devrait être favorisé par la dynamique du marché vers la fin du cycle, ce qui pourrait inciter les clients à faire activement le tour des secteurs cycliques et défensifs. Cela étant dit, nous nous attendons toujours à ce que la mise en œuvre des règles de la directive MiFID II dans certains territoires où nous menons nos activités se traduise éventuellement par une incidence négative sur le volume de négociation à moyen et à long terme.

Valeur moyenne au cours du trimestre/ de l'exercice

	T4/18		T1/19		T2/19		T3/19		T4/19		Exercice 2019		
	(d'un 30 mars 2018 à l'autre)	%	(d'un 29 juin 2018 à l'autre)	%	(d'un 28 sept. 2018 à l'autre)	%	(d'un 31 déc. 2018 à l'autre)	%	(d'un 29 mars 2019 à l'autre)	%	(d'un trimestre à l'autre)	(d'un 29 mars 2019 à l'autre)	%
Russell 2000	1 554,1	13,0 %	1 608,2	15,7 %	1 698,4	19,9 %	1 496,8	-1,0 %	1 509,0	-2,9 %	0,8 %	1 578,1	7,5 %
Indice S&P 400 à moyenne capitalisation	1 914,1	12,2 %	1 932,6	11,7 %	2 011,4	15,2 %	1 824,1	-1,6 %	1 845,1	-3,6 %	1,2 %	1 903,2	5,1 %
FTSE 100	7 354,7	1,1 %	7 544,7	2,1 %	7 553,0	2,3 %	6 991,6	-6,5 %	7 061,3	-4,0 %	1,0 %	7 287,4	-1,5 %
MSCI EU à moyenne capitalisation	1 104,5	10,0 %	1 115,8	4,5 %	1 123,5	4,9 %	1 012,0	-8,7 %	1 027,2	-7,0 %	1,5 %	1 069,6	-1,7 %
S&P/TSX	15 746,2	1,3 %	15 872,1	2,6 %	16 303,8	7,4 %	15 042,0	-5,9 %	15 621,7	-0,8 %	3,9 %	15 707,6	0,7 %

### GESTION DE PATRIMOINE MONDIALE

Le rendement robuste des marchés au quatrième trimestre de l'exercice 2019 a plus que contrebalancé la volatilité observée au cours du troisième trimestre. Les actions mondiales ont affiché des rendements positifs au cours de l'exercice (+3,2 %), les marchés américain (+9,5 %) et canadien (+8,1 %) menant le bal. La faiblesse du dollar canadien (-3,4 %) a également favorisé le rendement des avoirs internationaux des portefeuilles des investisseurs. De surcroît, les portefeuilles équilibrés ont été avantagés par les rendements positifs dégagés par les bons du Trésor (+5,5 %) au cours de l'exercice 2019. Malgré un contexte économique et politique défavorable aux actions, le total des ASG liés à nos activités de gestion de patrimoine a néanmoins progressé au cours de l'exercice 2019.

	T4/18 – Variation (d'un trimestre à l'autre)	T1/19 – Variation (d'un trimestre à l'autre)	T2/19 – Variation (d'un trimestre à l'autre)	T3/19 – Variation (d'un trimestre à l'autre)	T4/19 – Variation (d'un trimestre à l'autre)	Exercice 2018 – Variation	Exercice 2019 – Variation
Rendement total (hors monnaies étrangères)							
S&P 500	-0,8 %	3,4 %	7,7 %	-13,5 %	13,6 %	14,0 %	9,5 %
S&P/TSX	-4,5 %	6,8 %	-0,6 %	-10,1 %	13,3 %	1,7 %	8,1 %
MSCI MARCHÉS ÉMERGENTS	0,8 %	-3,4 %	0,1 %	-7,3 %	9,9 %	22,4 %	-1,6 %
MSCI MONDE	-0,8 %	0,7 %	4,4 %	-12,7 %	12,3 %	15,4 %	3,2 %
INDICE S&P GS COMMODITY	2,2 %	8,0 %	1,3 %	-22,9 %	15,0 %	13,8 %	-3,0 %
OBLIGATIONS DU TRÉSOR							
AMÉRICAIN À 10 ANS	-2,4 %	-0,6 %	-1,5 %	4,6 %	3,0 %	-1,1 %	5,5 %
\$ CA/\$ US	-2,4 %	-1,8 %	1,8 %	-5,4 %	2,2 %	3,2 %	-3,4 %
\$ CA/€	-5,0 %	3,5 %	2,4 %	-4,2 %	4,5 %	-10,7 %	6,1 %

### Perspectives pour l'exercice 2020

Nous assistons au troisième ralentissement de la croissance mondiale du cycle économique en cours en raison de l'intensification des tensions commerciales. La Réserve fédérale américaine et d'autres banques centrales ont abandonné leur position ferme, et tout porte à croire qu'une politique monétaire et fiscale de relance sera mise en œuvre pour neutraliser les turbulences liées aux conflits commerciaux et protéger la croissance. L'échéancier des mesures prévues par les banques centrales demeure incertain, prolongeant ainsi la période de volatilité pour les actifs à risque. Advenant une flambée des tensions commerciales ou même le déclenchement d'une véritable guerre économique, les marchés financiers pourraient être en proie à une récession plus tard cette année ou au cours de l'année civile 2020. En l'occurrence, il sera impératif que les décideurs agissent en amont pour relancer l'économie, surtout dans un scénario d'inversion des courbes des taux de rendement obligataires.

Pour l'instant, l'éventualité d'une récession économique mondiale au cours de l'exercice 2020 demeure assez faible. La liquidité des marchés du crédit n'est toujours pas touchée et la tension financière est contenue. Fait important, au cours de notre histoire, nos activités de fusions et acquisitions et de consultation ont souvent eu tendance à prendre de la vigueur vers la fin d'un cycle économique type. Nous prévoyons que nos activités de placement pour compte devraient poursuivre leur croissance à un rythme modéré, du fait que certains investisseurs en sont à réévaluer la composition de leur actif et le degré d'exposition à la rotation sectorielle à cette étape du cycle. Enfin, le rendement enregistré par notre secteur de gestion de patrimoine variera sans doute au gré des marchés. Toutefois, nous

misons sur le dynamisme soutenu de nos stratégies de recrutement et de croissance pour résister et faire contrepoids à certains des vents contraires qui secouent les marchés financiers.

## Aperçu financier

### PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES<sup>1, 2, 8</sup>

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2019	2018	2017	Variation entre l'exercice 2019 et l'exercice 2018
<b>Groupe Canaccord Genuity Inc. (GCGI)</b>				
<b>Produits des activités ordinaires</b>				
Commissions et honoraires	556 475 \$	461 937 \$	396 741 \$	94 538 \$ 20,5 %
Financement de sociétés	294 241	282 195	196 129	12 046 4,3 %
Honoraires de consultation	142 228	122 372	130 749	19 856 16,2 %
Négociation à titre de contrepartiste	125 830	113 921	119 040	11 909 10,5 %
Intérêts	51 008	27 875	16 847	23 133 83,0 %
Autre	20 785	14 577	20 040	6 208 42,6 %
<b>Total des produits des activités ordinaires</b>	<b>1 190 567</b>	<b>1 022 877</b>	<b>879 546</b>	<b>167 690 16,4 %</b>
<b>Charges</b>				
Rémunération au rendement	599 867	526 614	454 998	73 253 13,9 %
Charges salariales	116 758	99 239	85 698	17 519 17,7 %
Autres charges indirectes <sup>3</sup>	356 240	298 250	284 966	57 990 19,4 %
Frais de restructuration <sup>4</sup>	13 070	7 643	—	5 427 71,0 %
Frais connexes aux acquisitions	3 064	6 732	—	(3 668) (54,5) %
Perte sur extinction de débetures convertibles	8 608	—	—	8 608 négl.
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	48 355	—	(48 355) 100,0 %
Quote-part de la perte d'une entreprise associée <sup>5</sup>	304	298	—	110 780 2,0 %
<b>Total des charges</b>	<b>1 097 911</b>	<b>987 131</b>	<b>825 662</b>	<b>110 780 11,2 %</b>
<b>Résultat avant impôt sur le résultat</b>	<b>92 656 \$</b>	<b>35 746 \$</b>	<b>53 884 \$</b>	<b>56 910 \$ 159,2 %</b>
<b>Résultat net</b>	<b>71 582 \$</b>	<b>17 077 \$</b>	<b>43 186 \$</b>	<b>54 505 \$ négl.</b>
<b>Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI</b>	<b>70 530 \$</b>	<b>13 024 \$</b>	<b>38 103 \$</b>	<b>57 506 \$ négl.</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	1 052 \$	4 053 \$	5 083 \$	(3 001) \$ (74,0) %
Résultat par action ordinaire – de base	0,58 \$	0,04 \$	0,29 \$	0,54 \$ négl.
Résultat par action ordinaire après dilution	0,48 \$	0,03 \$	0,27 \$	0,45 \$ négl.
Dividendes par action ordinaire	0,20 \$	0,15 \$	0,10 \$	0,05 \$ 33,3 %
Dividendes par action privilégiée de série A	0,9712 \$	0,9712 \$	1,173 \$	0,00 \$ 0,0 %
Dividendes par action privilégiée de série C	1,2482 \$	1,2482 \$	1,4375 \$	0,00 \$ 0,0 %
Valeur comptable par action ordinaire après dilution <sup>6</sup>	6,25 \$	5,71 \$	5,08 \$	0,54 \$ 9,5 %
<b>Compte non tenu des éléments importants<sup>7</sup></b>				
Total des produits des activités ordinaires	1 190 567 \$	1 022 877 \$	878 353 \$	167 690 \$ 16,4 %
Total des charges	1 054 981 \$	912 270 \$	817 096 \$	142 711 \$ 15,6 %
Résultat avant impôt sur le résultat	135 586 \$	110 607 \$	61 257 \$	24 979 \$ 22,6 %
Résultat net	107 355 \$	81 657 \$	49 196 \$	25 698 \$ 31,5 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	106 303 \$	77 604 \$	43 903 \$	28 699 \$ 37,0 %
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	1 052 \$	4 053 \$	5 293 \$	(3 001) \$ (74,0) %
Résultat par action ordinaire après dilution	0,80 \$	0,59 \$	0,32 \$	0,21 \$ 35,6 %
<b>Données tirées de l'état de la situation financière</b>				
Total de l'actif	4 749 294 \$	4 020 736 \$	5 203 516 \$	728 558 \$ 18,1 %
Total du passif	3 870 934	3 165 813 \$	4 426 873 \$	705 121 \$ 22,7 %
Participations ne donnant pas le contrôle	1 997	13 571	11 858	(11 574) (85,3) %
Total des capitaux propres	876 363	841 352	764 785	35 011 4,2 %
Nombre d'employés	2 135	1 956	1 700	179 9,2 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne la valeur comptable par action ordinaire après dilution, les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2019 (42 % du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 9 août 2018 et 15 % suivant l'acquisition d'une participation supplémentaire de 30 % dans les activités australiennes le 10 août 2018; 42 % au 31 mars 2018).

3) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.

4) Les frais de restructuration comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi et à certains coûts immobiliers engagés dans le cadre de la restructuration de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni. Les frais de restructuration comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi découplant de la clôture de certaines transactions de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, à des réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à des coûts immobiliers liés à l'acquisition de Hargreave Hale.

5) Représente la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Growth Corp. et dans Canaccord Genuity Acquisition Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2019 et la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Acquisition Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2018.

6) La valeur comptable par action ordinaire après dilution correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription, de l'émission d'actions ordinaires liée aux contreparties différées dans le cadre d'acquisitions, du règlement d'un billet payable en actions au gré de la Société, et de la conversion des débetures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont des options, des bons de souscription, d'autres régimes de paiements fondés sur des actions, des contreparties différées liées aux acquisitions, des billets payables et

des débetures convertibles, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées ou assorties d'un engagement de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renonciations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

- 7) Le résultat net et le résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants, tiennent compte des ajustements après impôt découlant de ces éléments. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » ci-après.
- 8) Les données comprennent les résultats d'exploitation de Hargreave Hale Limited depuis le 18 septembre 2017, les résultats d'exploitation de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. depuis le 6 juin 2018, les résultats d'exploitation de McCarthy Taylor Ltd. depuis le 29 janvier 2019 et les résultats d'exploitation de Petsky Prunier LLC. depuis le 13 février 2019.
- négl. : négligeable (les pourcentages de plus de 300 % sont indiqués comme négl.)

## PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS<sup>1</sup>

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars				
	2019	2018	2017	Variation entre l'exercice 2019 et l'exercice 2018	
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	<b>1 190 567 \$</b>	1 022 877 \$	879 546 \$	167 690 \$	16,4 %
Total des charges selon les IFRS	<b>1 097 911 \$</b>	987 131 \$	825 662 \$	110 780 \$	11,2 %
<i>Produits des activités ordinaires</i>					
<i>Éléments importants comptabilisés par Marchés des capitaux</i>					
<i>Canaccord Genuity</i>					
Profits de change réalisés à la cession des activités à Singapour	—	—	1 193	—	—
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	<b>1 190 567</b>	1 022 877	878 353	167 690	16,4 %
<i>Charges</i>					
<i>Éléments importants comptabilisés par Marchés des capitaux</i>					
<i>Canaccord Genuity</i>					
Amortissement des immobilisations incorporelles	<b>2 496</b>	2 317	3 304	179	7,7 %
Frais connexes aux acquisitions	<b>1 976</b>	—	—	1 976	négl.
Frais de restructuration <sup>2</sup>	<b>13 070</b>	4 704	—	8 366	177,8 %
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	42 399	—	(42 399)	(100,0) %
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>					
Amortissement des immobilisations incorporelles	<b>11 153</b>	8 273	5 262	2 880	34,8 %
Frais de restructuration <sup>2</sup>	—	2 939	—	(2 939)	négl.
Frais connexes aux acquisitions	<b>1 088</b>	6 732	—	(5 644)	(83,8) %
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	4 058	—	(4 058)	(100,0) %
Frais de développement <sup>4</sup>	<b>245</b>	—	—	245	négl.
Paiements incitatifs liés à l'acquisition <sup>3</sup>	<b>4 294</b>	1 541	—	2 753	178,7 %
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>					
Perte sur débetures convertibles	<b>8 608</b>	—	—	8 608	négl.
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	1 898	—	(1 898)	(100,0) %
Total des éléments importants	<b>42 930</b>	74 861	8 566	(31 931)	(42,7) %
Total des charges compte non tenu des éléments importants	<b>1 054 981</b>	912 270	817 096	142 711	15,6 %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	<b>135 586 \$</b>	110 607 \$	61 257 \$	24 979 \$	22,6 %
Charge d'impôt sur le résultat – ajusté	<b>28 231</b>	28 950	12 061	(719)	(2,5) %
Résultat net – ajusté	<b>107 355 \$</b>	81 657 \$	49 196 \$	25 698 \$	31,5 %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté	<b>96 899</b>	68 011	32 825	28 888	42,5 %
Résultat par action ordinaire – de base, ajusté	<b>1,01 \$</b>	0,73 \$	0,36 \$	0,28 \$	38,4 %
Résultat par action ordinaire – après dilution, ajusté	<b>0,80 \$</b>	0,59 \$	0,32 \$	0,21 \$	35,6 %

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les frais de restructuration comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi et à des coûts immobiliers liés à la restructuration de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni. Les frais de restructuration comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la clôture de certaines transactions de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, à des réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à des coûts immobiliers liés à l'acquisition de Hargreave Hale.

3) Les coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition de Hargreave Hale sont déterminés en fonction de l'atteinte de cibles financières et d'autres critères de rendement et comptabilisés dans les frais de développement.

4) Frais liés à des coûts directement attribuables au développement d'un logiciel en interne employé dans le cadre de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni.

négl. : négligeable (les pourcentages de plus de 300 % sont indiqués comme négl.)

## CHANGE

Les produits des activités ordinaires et les charges de nos établissements à l'étranger sont initialement comptabilisés dans leur monnaie fonctionnelle respective, puis convertis en dollars canadiens aux cours de change moyens en vigueur durant la période. Pour la période de douze mois close le 31 mars 2019 par rapport à la période correspondante close le 31 mars 2018, la livre sterling s'est appréciée en moyenne de 1,2 % par rapport au dollar canadien, alors que le dollar américain s'est apprécié en moyenne de 2,3 % par rapport au dollar canadien au cours de l'exercice 2019 comparativement à l'exercice 2018. Cette fluctuation des taux de change moyens a contribué à une partie de la variation de postes de produits des activités ordinaires et de charges évaluée en dollars canadiens comparativement aux périodes correspondantes précédentes et doit être prise en considération lors de l'examen de l'analyse de nos résultats consolidés et de ceux de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) qui suit.

## RÉGIONS

Depuis le T3/17, les résultats d'exploitation de nos activités en Australie sont présentés comme une région séparée. Avant le T3/17, l'Australie était incluse dans la région Autres établissements à l'étranger. Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15,0 % (42 % avant la date de clôture du 10 août 2018 et pour l'exercice clos le 31 mars 2018) a été comptabilisée à des fins comptables depuis la date de clôture le 10 août 2018 de l'acquisition par la Société d'une participation supplémentaire de 30 %.

Depuis le T3/17 également, nos activités à Dubaï, qui étaient auparavant comprises dans les Autres établissements à l'étranger, sont incluses dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe. Notre région Autres établissements à l'étranger comprend dorénavant nos activités en Asie, dont nos nouvelles activités à Singapour entamées au cours de l'exercice 2019, et celles en Chine et à Hong Kong, et englobait également nos anciennes activités à la Barbade et nos activités de consultation et de mobilisation de capitaux à Singapour avant leur vente ou leur fermeture.

Ces reclassements témoignent de la contribution croissante de l'Australie et de l'association entre le Royaume-Uni et Dubaï. Aux fins des analyses présentées dans le présent rapport, les activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï sont indiquées comme étant « au Royaume-Uni ».

Sont pris en compte dans Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) les résultats d'exploitation de Hargreave Hale Limited (Hargreave Hale) depuis la date de clôture du 18 septembre 2017 et les résultats d'exploitation de McCarthy Taylor Ltd. (McCarthy) depuis la date de clôture du 29 janvier 2019. Les résultats d'exploitation de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. (collectivement, Jitneytrade) sont pris en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada depuis la date de clôture du 6 juin 2018. De plus, les résultats d'exploitation de Petsky Prunier LLC. (Petsky Prunier) sont pris en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis depuis la date de clôture du 13 février 2019.

## GOODWILL

Au 31 mars 2019, la Société a comptabilisé un goodwill d'un montant de 370,2 millions \$ dans son état de la situation financière et a inclus aux immobilisations incorporelles une immobilisation incorporelle à durée indéterminée d'un montant de 154,5 millions \$. Pour déterminer si un test de dépréciation doit être effectué, la Société prend en considération des facteurs tels que sa capitalisation boursière, les conditions du marché et la conjoncture économique générale ainsi que les conditions du marché dans les secteurs clés où elle exerce des activités et l'incidence que ces facteurs pourraient avoir sur les activités de la Société.

À partir des estimations faites par la direction en ce qui a trait aux produits des activités ordinaires et à la performance opérationnelle, des taux de croissance et d'autres hypothèses qui sont habituellement formulées à l'égard des modèles de flux de trésorerie actualisés, la Société a déterminé que le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée affectés à ses unités d'exploitation de la division de Gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, ou le goodwill affecté à Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada et aux États-Unis, n'avaient pas subi de perte de valeur. Cette évaluation faite par la direction au 31 mars 2019 pourrait néanmoins être révisée en fonction de changements économiques ou d'un contexte économique incertain. Si le contexte commercial devait changer et que la Société n'était pas en mesure de réaliser ses prévisions internes, celle-ci pourrait conclure à la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée et devoir comptabiliser au cours de périodes futures une charge de dépréciation relative au goodwill affecté aux unités d'exploitation de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe ou au goodwill affecté à Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada et aux États-Unis. Si des changements défavorables étaient apportés aux principales hypothèses utilisées aux fins des tests de dépréciation à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée, le montant recouvrable estimatif d'une partie ou de l'ensemble des UGT applicables pourrait devenir inférieur à leur valeur comptable, ce qui pourrait donner lieu à la comptabilisation de charges de dépréciation. Le montant de toute charge de dépréciation pourrait influencer sur une partie ou la totalité des montants comptabilisés au titre du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée. Les charges de dépréciation seraient établies en fonction de l'incidence de tout changement apporté aux principales hypothèses, y compris toute répercussion de ces changements sur le résultat d'exploitation estimatif et d'autres facteurs. En outre, même s'il est possible qu'aucun changement ne soit apporté aux estimations liées à la performance utilisées par la Société pour déterminer si les immobilisations incorporelles à durée indéterminée ont subi une perte de valeur relativement à la marque Genuity, dans le cas où la Société modifie sa façon d'utiliser une immobilisation, elle pourrait devoir comptabiliser une charge de dépréciation.

## PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires sont générés par six activités : les commissions et les honoraires liés aux activités de placement pour compte et de gestion de patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et les produits divers.

Les produits des activités ordinaires pour l'exercice 2019 se sont établis à 1,2 milliard \$, en hausse de 16,4 %, ou 167,7 millions \$, par rapport à ceux de l'exercice 2018. Pour le deuxième exercice d'affilée, les produits des activités ordinaires consolidés ont dépassé 1,0 milliard \$. L'augmentation enregistrée au titre des produits des activités ordinaires au cours de l'exercice précédent était essentiellement attribuable à une hausse des produits tirés de nos activités de gestion de patrimoine mondiale de 91,5 millions \$ ainsi qu'à une hausse de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis.

Du fait d'une augmentation des activités de mobilisation de capitaux dans nos secteurs cibles, les produits des activités ordinaires du secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity ont augmenté de 66,8 millions \$, ou 10,5 %, comparativement à ceux de l'exercice 2018. Au cours de l'exercice 2019, nos activités aux États-Unis, qui ont profité d'une augmentation des activités de mobilisation de capitaux et de consultation ainsi que de la hausse du volume de négociation au cours de l'exercice, ont généré des produits des activités ordinaires de 303,6 millions \$, soit une augmentation de 67,6 millions \$, ou 28,7 %, comparativement à ceux inscrits au cours de l'exercice précédent. Notre entreprise canadienne a participé à de nombreuses transactions dans le secteur du cannabis, ce qui s'est traduit par une augmentation des produits tirés du financement de sociétés et des honoraires de consultation comptabilisés au cours de l'exercice. La réalisation de notre acquisition de Jitneytrade au T1/19 a également contribué considérablement à la hausse des produits tirés des commissions et des honoraires dans nos activités au Canada, en regard de ceux enregistrés au cours de l'exercice 2018. Dans l'ensemble, les produits des activités ordinaires tirés de nos activités au Canada ont atteint 260,7 millions \$, soit une hausse de 44,6 millions \$, ou 20,6 %, par rapport à ceux inscrits au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018. La hausse a été contrebalancée par la baisse enregistrée par nos activités au Royaume-Uni et en Australie. Nos activités au Royaume-Uni ont subi les contrecoups de l'incertitude du marché, ce qui s'est traduit par une diminution des produits des activités ordinaires de 19,7 millions \$, ou 15,3 %, par rapport à ceux de l'exercice 2018. Nos activités en Australie ont connu une baisse de 25,7 millions \$, ou 45,0 %, en regard des produits inscrits à l'exercice 2018, laquelle est attribuable en partie aux profits exceptionnellement élevés comptabilisés sur certaines positions liées aux bons de souscription et aux titres détenus se rapportant aux activités de financement de sociétés à l'exercice 2018 et au cours des périodes précédentes.

Conformément à notre orientation stratégique visant à accroître l'apport de nos activités de gestion de patrimoine mondiale, les produits tirés des activités de gestion de patrimoine ont connu une hausse de 91,5 millions \$, ou 24,7 %, en comparaison de ceux de l'exercice 2018. Les produits tirés de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont connu une croissance de 53,6 millions \$, ou 26,6 %, comparativement à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2018, ce qui s'explique surtout par la prise en compte des produits des activités ordinaires pour un exercice complet tirés des activités de Hargreave Hale par suite de son acquisition à la fin du T2/18. Nos activités de gestion de patrimoine au Canada ont également généré des produits des activités ordinaires de 206,8 millions \$ au cours de l'exercice 2019, en hausse de 37,9 millions \$, ou 22,5 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Les produits tirés des commissions et des honoraires proviennent principalement des activités de négociation pour les particuliers et des ventes et activités de négociation institutionnelles. Les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté de 94,5 millions \$, ou 20,5 %, par rapport à ceux de l'exercice 2018 pour s'établir à 556,5 millions \$ à l'exercice 2019. Comme il a déjà été mentionné, la croissance soutenue de nos activités de gestion de patrimoine a été le principal inducteur de l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires. En outre, la conclusion de l'acquisition de Jitneytrade au T1/19 a contribué à la hausse des produits tirés des commissions et des honoraires dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada.

Les produits tirés des activités de financement de sociétés ont augmenté de 12,0 millions \$, ou 4,3 %, pour s'établir à 294,2 millions \$ pour l'exercice 2019, en regard de 282,2 millions \$ à l'exercice 2018. Nos activités aux États-Unis ont affiché une hausse de 32,7 millions \$, ou 79,5 %, et nos activités au Canada ont affiché une hausse de 9,5 millions \$, ou 7,6 %, par rapport à celles de l'exercice 2018, en raison de l'intensification des activités dans nos secteurs cibles. Cette hausse a été contrebalancée en grande partie par les baisses respectives de 9,8 millions \$, ou 35,5 %, et 23,5 millions \$, ou 57,2 %, enregistrées au titre de nos activités au Royaume-Uni et en Australie. Comme il a déjà été mentionné, nos activités au Royaume-Uni ont subi les contrecoups du ralentissement des activités de financement de sociétés en raison de l'incertitude qui a régné au sein du marché au cours de l'exercice 2019. La diminution des produits tirés du financement de sociétés dans le cadre de nos activités en Australie découle en partie du fléchissement des activités de financement et des profits latents considérables comptabilisés sur certaines positions liées aux titres détenus et aux bons de souscription se rapportant aux activités de financement de sociétés à l'exercice 2018, qui ont été en partie repris au cours de l'exercice 2019.

S'établissant à 142,2 millions \$ à l'exercice 2019, les produits tirés des honoraires de consultation ont présenté une hausse de 19,9 millions \$, ou 16,2 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent. Cette hausse est essentiellement attribuable à une augmentation du nombre de mandats de consultation réalisés dans le cadre de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et au Canada. Conformément à notre priorité visant la croissance de nos activités de consultation aux États-Unis, ce sont nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis qui ont dégagé l'augmentation la plus importante, soit 16,0 millions \$, ou 48,4 %. La conclusion de l'acquisition de Petsky Prunier au cours du T4/19 a également contribué modestement aux produits tirés des honoraires de consultation à l'exercice 2019. Les produits tirés des honoraires de consultation au Canada ont progressé de 9,5 millions \$, ou 23,9 %, par rapport à ceux inscrits au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018. Ces hausses ont été compensées respectivement par des baisses de 6,2 millions \$, ou 12,9 %, et 0,9 million \$, ou 58,6 %, dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Australie, comparativement aux produits correspondants de l'exercice précédent, en raison d'une diminution du nombre de mandats de consultation réalisés dans ces deux secteurs.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste ont bondi de 11,9 millions \$ pour s'établir à 125,8 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2019, du fait surtout de la hausse des produits des activités ordinaires générés par nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis liée à la volatilité accrue sur le marché.

Les produits d'intérêts se sont inscrits à 51,0 millions \$ pour l'exercice 2019, en hausse de 23,1 millions \$, ou 83,0 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent, à la faveur de la hausse des produits tirés de nos activités au Canada découlant de l'augmentation du nombre de prêts sur marges et de l'accroissement des activités de prêt de titres. La hausse des activités de financement de sociétés au Canada pendant l'exercice s'est soldée par une augmentation des occasions de prêts et des produits d'intérêts. Les produits divers se sont établis à 20,8 millions \$, soit une augmentation de 6,2 millions \$, ou 42,6 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent, en raison de la hausse des profits de change et de l'augmentation des produits tirés de Pinnacle Correspondent Services.

## CHARGES

### Charges en pourcentage des produits des activités ordinaires

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2019	2018	Variation entre l'exercice 2019 et l'exercice 2018
Rémunération au rendement	50,4 %	51,5 %	(1,1) p.p.
Charges salariales	9,8 %	9,7 %	0,1 p.p.
Autres charges indirectes <sup>1</sup>	29,9 %	29,2 %	0,7 p.p.
Frais de restructuration <sup>2, 3</sup>	1,1 %	0,7 %	0,4 p.p.
Frais connexes aux acquisitions <sup>2</sup>	0,3 %	0,7 %	(0,4) p.p.
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme <sup>2, 3</sup>	0,0 %	4,7 %	(4,7) p.p.
Perte sur extinction de débentures convertibles	0,7 %	0,0 %	0,7 p.p.
Quote-part de la perte d'une entreprise associée <sup>4</sup>	0,0 %	0,0 %	négl.
<b>Total</b>	<b>92,2 %</b>	<b>96,5 %</b>	<b>(4,3) p.p.</b>

1) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.

2) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

3) Les frais de restructuration comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi et à des coûts immobiliers engagés dans le cadre de la restructuration de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni. Les frais de restructuration comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la clôture de certaines transactions de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, à des réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à des coûts immobiliers liés à l'acquisition de Hargreave Hale.

4) Représente la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Growth Corp. et dans Canaccord Genuity Acquisition Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2019 et la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Acquisition Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2018.

p.p. : points de pourcentage

négl. : négligeable

Les charges de l'exercice 2019 ont été de 1,1 milliard \$, en hausse de 11,2 %, ou 110,8 millions \$, comparativement à celles de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup>, le total des charges s'est établi à 1,05 milliard \$, en hausse de 142,7 millions \$, ou 15,6 %, par rapport à celui de l'exercice 2018. Le total des charges compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup> en pourcentage des produits des activités ordinaires a légèrement diminué de 0,6 point de pourcentage par rapport à l'exercice clos le 31 mars 2018.

### Charge de rémunération

La charge de rémunération au rendement s'est fixée à 599,9 millions \$, en hausse de 73,3 millions \$, ou 13,9 %, par rapport à celle de l'exercice précédent, ce qui est conforme à l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération au rendement en pourcentage du total des produits des activités ordinaires a représenté 50,4 % pour l'exercice 2019, en baisse de 1,1 point de pourcentage comparativement à 51,5 % pour l'exercice précédent. S'établissant à 116,8 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2019, les charges salariales ont été de 17,5 millions \$, ou 17,7 %, plus élevées qu'à l'exercice 2018. L'augmentation est en grande partie attribuable aux coûts supplémentaires découlant de l'accroissement de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, dont la prise en compte des résultats d'exploitation de Hargreave Hale pour un exercice complet, par suite de son acquisition à la fin du T2/18. Les charges salariales liées à nos activités de gestion de patrimoine au Canada ont également augmenté de 2,8 millions \$, ou 24,5 %, par rapport à celles de l'exercice 2018, en raison de l'augmentation des effectifs. Malgré la hausse des coûts fixes du personnel, la charge de rémunération totale (charge de rémunération au rendement et charges salariales) a représenté 60,2 % au cours de l'exercice 2019, soit une diminution de 1,0 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice précédent.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

## AUTRES CHARGES INDIRECTES

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2019	2018	Variation entre l'exercice 2019 et l'exercice 2018
Frais de négociation	83 577 \$	68 209 \$	22,5 %
Locaux et matériel	41 719	39 605	5,3 %
Communications et technologie	64 930	56 346	15,2 %
Intérêts	25 453	18 437	38,1 %
Frais d'administration	100 768	83 982	20,0 %
Amortissement <sup>1</sup>	24 280	24 007	1,1 %
Frais de développement	15 513	7 664	102,4 %
<b>Total des autres charges indirectes</b>	<b>356 240 \$</b>	<b>298 250 \$</b>	<b>19,4 %</b>

1) Comprend l'amortissement des immobilisations incorporelles pour les exercices clos les 31 mars 2019 et 2018. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

Afin de soutenir l'augmentation de nos effectifs, l'intensification des activités sur les marchés des capitaux, dont nos activités de négociation à titre de contrepartiste, et l'expansion de nos activités de gestion de patrimoine du fait de l'acquisition de Hargreave Hale, toutes les autres charges indirectes ont augmenté par rapport à celles de l'exercice clos le 31 mars 2018.

Les autres charges indirectes, qui figurent dans le tableau précédent, ont augmenté de 356,2 millions \$, ou 19,4 %, au cours de l'exercice 2019, représentant 29,9 % des produits des activités ordinaires par rapport à 29,2 % à l'exercice 2018. Les frais de négociation, les frais liés aux communications et à la technologie, la charge d'intérêts, les frais d'administration et les frais de développement figurent au nombre des hausses les plus importantes enregistrées au titre des charges indirectes.

Les frais de négociation ont grimpé de 15,4 millions \$, ou 22,5 %, comparativement à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2018, en raison surtout de la hausse des coûts notés dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis, ce qui est conforme à l'augmentation des produits connexes. La réalisation de notre acquisition de Jitneytrade au T1/19 a également contribué à la hausse des frais de négociation enregistrés dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada. Bien que généralement conformes à l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires, les frais de négociation aux États-Unis ont également été touchés par les frais de conversion de certificats américains d'actions étrangères et les frais de règlement et de compensation engagés à l'échelle internationale, qui ne varient pas nécessairement en fonction des produits des activités ordinaires.

Les frais liés aux communications et à la technologie ont grimpé de 8,6 millions \$, ou 15,2 %, à l'exercice 2019, par rapport à ceux de l'exercice précédent. En raison de l'augmentation de nos effectifs par suite de l'accroissement de nos activités de gestion de patrimoine, les frais liés aux communications et à la technologie de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ainsi qu'en Amérique du Nord ont augmenté respectivement de 4,6 millions \$ et 1,2 million \$ par rapport à l'exercice 2018. La prise en compte des charges d'exploitation liées à Hargreave Hale pour un exercice complet 2019 a également contribué à cette hausse, la conclusion de l'acquisition ayant eu lieu à la fin du T2/18. Nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont aussi inscrit une hausse de 1,5 million \$, ou 20,1 %, sur le plan des frais liés aux communications et à la technologie, attribuable à la croissance dans ce secteur d'activité.

Les frais d'administration, qui comprennent les réserves, les frais de promotion et de déplacement, les frais de bureau, les honoraires professionnels et les dons, ont augmenté de 16,8 millions \$, ou 20,0 %, en comparaison de ceux comptabilisés à l'exercice 2018. Nos activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord ont enregistré une hausse de 6,0 millions \$, ou 71,9 %, sur ce plan par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'augmentation des frais liés aux conférences et des frais de bureaux pour encourager la croissance de ces activités et des frais de transfert liés aux comptes de nouveaux clients. Les frais d'administration liés à nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont également augmenté de 1,9 million \$, ou 11,3 %, en regard de ceux inscrits pour l'exercice clos le 31 mars 2018, compte tenu principalement des réserves supplémentaires comptabilisées au titre de certaines questions d'ordre juridique en cours et de la prise en compte d'un exercice complet d'activités de Hargreave Hale au cours de l'exercice 2019. Au cours de l'exercice 2019, les frais d'administration liés aux activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et au Canada ont, quant à eux, augmenté respectivement de 2,4 millions \$ et 0,7 million \$ par rapport à ceux de l'exercice précédent, ce qui s'explique surtout par les honoraires professionnels supplémentaires engagés pour soutenir la croissance dans ces régions. L'acquisition de Jitneytrade a également contribué à la hausse des frais d'administration dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada.

S'établissant à 25,5 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2019, la charge d'intérêts a augmenté de 7,0 millions \$, ou 38,1 %, comparativement à celle de l'exercice 2018. Dans notre secteur Non sectoriel et autres, la comptabilisation accélérée de la charge d'intérêts liée au rachat de 60,0 millions \$ de débetures subordonnées de premier rang non garanties émises en octobre 2016 au cours du T2/19 et, dans le cadre de ce rachat, l'augmentation des débetures convertibles en circulation découlant de l'émission de débetures convertibles au cours du T2/19 ont constitué une partie de l'augmentation de 4,8 millions \$ enregistrée dans ce secteur. En outre, la charge d'intérêts a également augmenté de 1,0 million \$ dans nos activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord, par rapport à celle de l'exercice précédent, en raison des intérêts plus élevés liés aux comptes clients découlant de l'augmentation des soldes de trésorerie dans les comptes clients détenus au cours de la période ainsi que des hausses des taux d'intérêt survenues au cours de l'exercice.

Les frais de développement ont augmenté de 7,8 millions \$, ou 102,4 %, pour s'établir à 15,5 millions \$ à l'exercice 2019, essentiellement en raison des coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition de Hargreave Hale. De surcroît, des coûts relatifs aux mesures incitatives à l'intention des nouveaux employés comptabilisés dans nos activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord ont également contribué à l'augmentation des frais de développement.

Des frais de restructuration de 13,1 millions \$ enregistrés pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ont été engagés dans le cadre de la restructuration de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni au T1/19 et au T4/19. Ceux-ci comprenaient des indemnités de cessation d'emploi et certains coûts immobiliers liés à la restructuration.

Dans le cadre de l'acquisition de Jitneytrade, la Société a engagé des frais connexes aux acquisitions de 1,2 million \$ au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019. En outre, la Société a inscrit 1,1 million \$ au titre des frais connexes aux acquisitions liés à l'acquisition de McCarthy Taylor et à l'acquisition de Thomas Miller annoncée en mai 2019 dans ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe. Au chapitre de ses activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis, la Société a inscrit des frais connexes aux acquisitions de 0,8 million \$ liés à l'acquisition de Petsky Prunier.

### **IMPÔT SUR LE RÉSULTAT**

La charge d'impôt sur le résultat a été de 21,1 millions \$ pour l'exercice 2019, reflétant un taux d'impôt effectif de 22,7 %, comparativement à un taux d'impôt effectif de 52,2 % à l'exercice précédent. La différence dans le taux d'impôt effectif est principalement attribuable à la non-comptabilisation de certains actifs d'impôt différé de nos établissements à l'étranger au cours des exercices précédents et de certains ajustements apportés aux provisions pour impôt comptabilisées au cours de périodes précédentes.

### **RÉSULTAT NET**

Le résultat net de l'exercice 2019 s'est établi à 71,6 millions \$ comparativement à celui de 17,1 millions \$ dégagé à l'exercice 2018, soit une augmentation de 54,5 millions \$, ou 319,2 %, laquelle découle essentiellement de la hausse des produits des activités ordinaires et de la charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du RILT à l'exercice 2018, comme il est décrit dans le rapport de gestion et les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2018. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires s'est établi à 61,1 millions \$ pour l'exercice 2019, comparativement à 3,4 millions \$ pour celui de l'exercice 2018. Le résultat par action ordinaire après dilution a été de 0,48 \$ à l'exercice 2019, comparativement à un résultat par action ordinaire après dilution de 0,03 \$ à l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup>, le résultat net pour l'exercice 2019 s'est chiffré à 107,4 millions \$, ou un résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de 96,9 millions \$, par rapport à un résultat net de 81,7 millions \$ ou un résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de 68,0 millions \$ à l'exercice 2018. Le résultat par action après dilution, compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup>, s'est établi à 0,80 \$ pour l'exercice 2019, par rapport à 0,59 \$ à l'exercice précédent.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

## Informations financières trimestrielles<sup>1, 2</sup>

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les huit derniers trimestres jusqu'au 31 mars 2019. Ces informations ne sont pas auditées, mais reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons d'un trimestre à l'autre des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2019				Exercice 2018			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
<b>Produits des activités ordinaires</b>								
Commissions et honoraires	137 578 \$	143 115 \$	139 402 \$	136 380 \$	135 148 \$	125 709 \$	96 125 \$	104 955 \$
Financement de sociétés	60 316	98 978	67 426	67 521	95 514	112 629	33 356	40 696
Honoraires de consultation	32 220	40 698	44 396	24 914	40 930	31 957	30 589	18 896
Négociation à titre de contrepartiste	35 197	30 776	28 949	30 908	36 047	29 138	22 849	25 887
Intérêts	13 733	12 703	15 326	9 246	10 045	6 861	5 793	5 176
Autre	5 764	5 330	4 537	5 154	4 396	3 148	2 835	4 198
<b>Total des produits des activités ordinaires</b>	<b>284 808</b>	<b>331 600</b>	<b>300 036</b>	<b>274 123</b>	<b>322 080</b>	<b>309 442</b>	<b>191 547</b>	<b>199 808</b>
<b>Total des charges</b>	<b>279 265</b>	<b>290 991</b>	<b>275 414</b>	<b>252 241</b>	<b>324 379</b>	<b>262 559</b>	<b>198 613</b>	<b>201 580</b>
Résultat net avant impôt sur le résultat	5 543	40 609	24 622	21 882	(2 299)	46 883	(7 066)	(1 772)
Résultat net	2 456 \$	32 458 \$	18 019 \$	18 649 \$	(9 703) \$	36 598 \$	(7 258) \$	(2 560) \$
Résultat par action – de base <sup>4</sup>	0,00 \$	0,31 \$	0,11 \$	0,16 \$	(0,15) \$	0,35 \$	(0,11) \$	(0,05) \$
Résultat par action – après dilution <sup>4</sup>	0,00 \$	0,25 \$	0,09 \$	0,14 \$	(0,15) \$	0,29 \$	(0,11) \$	(0,05) \$
<b>Compte non tenu des éléments importants<sup>3</sup></b>								
Résultat net	16 610 \$	36 843 \$	28 867 \$	25 035 \$	37 312 \$	39 182 \$	3 548 \$	1 615 \$
Résultat par action – de base <sup>4</sup>	0,15 \$	0,35 \$	0,27 \$	0,23 \$	0,36 \$	0,38 \$	0,01 \$	(0,01) \$
Résultat par action – après dilution <sup>4</sup>	0,12 \$	0,28 \$	0,23 \$	0,19 \$	0,28 \$	0,31 \$	0,01 \$	(0,01) \$

- 1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.
- 2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2019 (42 % du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 9 août 2018 et 15 % suivant l'acquisition d'une participation supplémentaire de 30 % dans les activités australiennes le 10 août 2018; 42 % au 31 mars 2018).
- 3) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter au tableau « Informations financières trimestrielles compte non tenu des éléments importants » ci-après.
- 4) En raison de l'arrondissement des montants du RPA trimestriel et du RPA depuis le début de l'exercice ou du calcul de l'effet dilutif des engagements d'émission d'actions sur ces montants, la somme des résultats par action ordinaire trimestriels pourrait ne pas correspondre au résultat par action pour l'exercice.

INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES, COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS<sup>1, 2</sup>

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2019				Exercice 2018			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	284 808 \$	331 600 \$	300 036 \$	274 123 \$	322 080 \$	309 442 \$	191 547 \$	199 808 \$
Total des charges selon les IFRS	279 265	290 991	275 414	252 241	324 379	262 559	198 613	201 580
<b>Produits des activités ordinaires</b>								
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	284 808	331 600	300 036	274 123	322 080	309 442	191 547	199 808
<b>Charges</b>								
<i>Éléments importants comptabilisés par</i>								
<i>Marchés des capitaux Canaccord Genuity</i>								
Amortissement des immobilisations incorporelles	639	639	639	579	579	579	579	580
Frais de restructuration <sup>3</sup>	11 754	—	—	1 316	—	—	4 256	448
Frais connexes aux acquisitions	803	—	—	1 173	—	—	—	—
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	—	—	—	42 399	—	—	—
<i>Éléments importants comptabilisés par</i>								
<i>Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>								
Amortissement des immobilisations incorporelles	2 801	2 745	2 751	2 856	2 867	2 820	1 262	1 324
Frais de restructuration	—	—	—	—	939	—	2 000	—
Frais connexes aux acquisitions	918	170	—	—	184	—	4 364	2 184
Frais de développement <sup>5</sup>	—	245	—	—	—	—	—	—
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	—	—	—	4 058	—	—	—
Paiements incitatifs liés à l'acquisition <sup>4</sup>	(237)	1 490	1 498	1 543	1 541	—	—	—
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>								
Perte sur débetures convertibles <sup>6</sup>	—	—	8 608	—	—	—	—	—
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	—	—	—	1 898	—	—	—
Total des éléments importants	16 678	5 289	13 496	7 467	54 465	3 399	12 461	4 536
Total des charges compte non tenu des éléments importants	262 587	285 702	261 918	244 774	269 914	259 160	186 152	197 044
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	22 221 \$	45 898 \$	38 118 \$	29 349 \$	52 166 \$	50 282 \$	5 395 \$	2 764 \$
Charge d'impôt sur le résultat – ajusté	5 611	9 055	9 251	4 314	14 854	11 100	1 847	1 149
Résultat net – ajusté	16 610 \$	36 843 \$	28 867 \$	25 035 \$	37 312 \$	39 182 \$	3 548 \$	1 615 \$
Résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires	14 466 \$	34 491 \$	26 291 \$	21 651 \$	33 003 \$	34 665 \$	970 \$	(627) \$
Résultat par action – de base, ajusté <sup>7</sup>	0,15 \$	0,35 \$	0,27 \$	0,23 \$	0,36 \$	0,38 \$	0,01 \$	(0,01) \$
Résultat par action – après dilution, ajusté <sup>7</sup>	0,12 \$	0,28 \$	0,23 \$	0,19 \$	0,28 \$	0,31 \$	0,01 \$	(0,01) \$

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2019 (42 % du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 9 août 2018 et 15 % suivant l'acquisition d'une participation supplémentaire de 30 % dans les activités australiennes le 10 août 2018; 42 % au 31 mars 2018).

3) Les frais de restructuration comptabilisés au T1/19 et au T4/19 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi et à des coûts immobiliers liés à la restructuration de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni. Les frais de restructuration comptabilisés pour le T2/18 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la clôture de certaines transactions de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni, ainsi qu'à des réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis. En outre, des coûts immobiliers liés à l'acquisition de Hargreave Hale ont été comptabilisés aux deuxième et quatrième trimestres de l'exercice 2018.

4) Les coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition de Hargreave Hale sont déterminés en fonction de l'atteinte de cibles financières et d'autres critères de rendement et comptabilisés dans les frais de développement.

5) Frais liés à des coûts directement attribuables au développement d'un logiciel en interne employé dans le cadre de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni.

6) Au T2/19, un montant de 13,5 millions \$ a été comptabilisé au titre d'une perte sur extinction de débetures convertibles subordonnées non garanties de 60,0 millions \$ émises en octobre 2016. Cette perte a fait l'objet d'un ajustement qui se reflète directement dans les capitaux propres. Une tranche de 4,9 millions \$ de cette perte se rapportait à l'option de conversion des débetures éteintes. Le rajustement n'a eu aucune incidence sur le calcul du résultat par action, de base ou après dilution.

7) En raison de l'arrondissement des montants du RPA trimestriel et du RPA depuis le début de l'exercice ou du calcul de l'effet dilutif des engagements d'émission d'actions sur ces montants, la somme des résultats par action ordinaire trimestriels pourrait ne pas correspondre au résultat par action depuis le début de l'exercice.

## Tendances et risques du trimestre

Les facteurs saisonniers n'ont généralement pas de répercussions importantes sur nos résultats trimestriels. Toutefois, les produits des activités ordinaires et le résultat de la Société peuvent connaître de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les affaires sont influencées par la conjoncture globale observée dans les marchés des capitaux mondiaux, les activités dans nos secteurs cibles et l'évolution du marché en ce qui concerne les sociétés de croissance et les sociétés des secteurs émergents. Les produits des activités ordinaires de la Société tirés d'une transaction de prise ferme ne sont comptabilisés qu'une fois une transaction pratiquement conclue ou conclue. Par conséquent, le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Groupe Canaccord Genuity Inc.

En raison de la hausse des activités de mobilisation de capitaux et de consultation dans nos secteurs cibles au Canada et aux États-Unis au cours des derniers trimestres et de la hausse de l'apport de nos activités de gestion de patrimoine mondiale, les produits des activités ordinaires et le résultat net, compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup>, générés à l'exercice 2019 ont beaucoup progressé par rapport à ceux de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires de quatre des huit derniers trimestres ont dépassé les 300,0 millions \$ pour s'établir à un sommet record de 331,6 millions \$ au T3/19. Malgré une diminution des produits des activités ordinaires de 14,1 % au T4/19 par rapport à ceux du trimestre précédent, le total des produits des activités ordinaires à l'exercice 2019 s'est dressé à 1,2 milliard \$, franchissant le cap du 1,0 milliard \$ pour un deuxième exercice consécutif.

Malgré le recul du cours des actions mondiales vers la fin de l'année civile 2018, jumelé aux perspectives toujours empreintes d'incertitude quant à l'économie mondiale, les activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity ont généré des produits des activités ordinaires annuels de 704,3 millions \$, soit une augmentation de 10,5 % par rapport à ceux de l'exercice précédent. Dans l'ensemble, les produits tirés de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont grimpé en regard de ceux de l'exercice 2018, reflet de notre participation active dans de nombreuses transactions réalisées dans le secteur du cannabis. Compte tenu de l'apport de Jitneytrade depuis le T1/19, les produits tirés des commissions et des honoraires se sont accrus depuis la conclusion de cette acquisition. Au T4/19, les produits des activités ordinaires ont affiché une baisse de 34,6 % comparativement à ceux exceptionnellement élevés dégagés au cours du T3/19, et ce, en raison de la déferescence du marché du financement et de la réalisation de moins de mandats de consultation. La région du Canada a toujours bien fait au cours des huit derniers trimestres, la marge bénéficiaire avant impôt, compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup>, atteignant un sommet de 32,5 % au T2/19.

Les produits trimestriels tirés de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis au cours de l'exercice 2019 ont nettement progressé par rapport à ceux des premiers trimestres de l'exercice 2018. Sur l'ensemble des huit derniers trimestres, c'est au T3/19 que nous avons établi un record, soit 81,2 millions \$, au titre des produits des activités ordinaires. Le bon rendement de notre groupe Actions internationales s'est maintenu, les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste atteignant les 27,0 millions \$ au cours des deux derniers trimestres de l'exercice 2019. L'accent mis sur la croissance de nos activités de consultation a permis de dégager des produits tirés des honoraires de consultation supérieurs à ceux générés au cours des plus récents trimestres. La conclusion de l'acquisition de Petsky Prunier au cours du T4/19 a également contribué aux produits tirés des honoraires de consultation de 15,6 millions \$ affichés au cours du dernier trimestre de l'exercice 2019. Compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup>, nos activités aux États-Unis se sont aussi avérées rentables au cours des six derniers trimestres.

En ce qui a trait à nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni, une période prolongée d'incertitude tant sur le plan politique que sur les marchés au Royaume-Uni a eu une incidence sur nos activités de mobilisation de capitaux, nos activités de consultation et nos activités connexes, entraînant la décroissance des produits des activités ordinaires et de la rentabilité. Au T4/19, la Société a annoncé qu'elle mettrait en œuvre un plan de restructuration afin que les activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni soient plus ciblées. Par suite de la restructuration, une charge de 11,8 millions \$ ayant trait à des indemnités de cessation d'emploi et à des coûts immobiliers a été comptabilisée au T4/19.

Les produits tirés de nos activités en Australie ont été élevés au cours du premier semestre de l'exercice 2019, mais ont subi l'incidence du ralentissement des activités de financement survenu au cours du deuxième semestre de l'exercice. Malgré une perte d'exploitation au T4/19, cette région est demeurée rentable dans son ensemble au cours de l'exercice 2019. La baisse des produits des activités ordinaires de cette région à l'exercice 2019 est attribuable aux bénéfices et aux profits latents comptabilisés au cours de l'exercice 2018, notamment au cours du T3/18 et du T4/18, sur certaines positions liées aux titres détenus et aux bons de souscription se rapportant aux activités de financement de sociétés.

Les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord ont subi l'incidence positive de la stabilisation de la conjoncture, de l'amélioration des activités de transaction et de la croissance des actifs gérés. Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 4,2 % au T4/19 par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent et se sont maintenus en regard du trimestre précédent. Les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté, à l'instar des produits attribuables aux activités de financement de sociétés de ce secteur qui ont également connu une hausse importante au cours des huit derniers trimestres, reflétant l'augmentation de la participation des particuliers dans les nouvelles émissions d'actions dans le cadre de nos activités au Canada, en raison de la hausse de l'activité associée à des secteurs nouveaux et en développement comme celui du cannabis. Cette région a eu une incidence positive sur la rentabilité de Groupe Canaccord Genuity au cours des derniers trimestres, conférant ainsi davantage de stabilité à son rendement global. Les actifs sous gestion ont progressé au T4/19, augmentant de 49,9 % par rapport à ceux du T4/18 pour s'établir à 4,2 milliards \$ en raison des actifs additionnels apportés par le recrutement de nouveaux conseillers en placement et de l'amélioration globale des valeurs de marché. Les actifs sous administration, y compris les actifs sous gestion, ont augmenté de 32,8 %, passant de 15,6 milliards \$ à la fin de l'exercice 2018 à 20,7 milliards \$ à la fin de l'exercice 2019. Les produits tirés des honoraires ont continué à progresser et ont atteint 38,4 % au T4/19.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Au cours de l'exercice 2018, les activités de la division Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe se sont élargies, par suite de la conclusion de l'acquisition de Hargreave Hale à la fin du T2/18 et de celle de McCarthy Taylor au T4/19. Les produits trimestriels générés par cette région ont augmenté, passant d'environ 38,0 millions \$ au cours du premier semestre de l'exercice 2018 à plus de 62,0 millions \$ depuis la conclusion de l'acquisition de Hargreave Hale. Malgré l'augmentation des charges d'exploitation de cette région du fait de l'expansion de ce secteur et de l'augmentation de nos effectifs, notre marge bénéficiaire avant impôt est demeurée solide à 18,0 % au T4/19, compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup>. À la fin du T4/19, les produits tirés des honoraires s'établissaient à 73,4 %, une hausse de 6,1 points de pourcentage par rapport à ceux du T4/18 du fait de la variation des activités de transaction pendant l'exercice. Les actifs sous gestion pour ce groupe ont diminué de 1,5 % à la fin du T4/19, comparativement à ceux inscrits à la fin du T4/18. Évalués en monnaie locale, les ASG ont augmenté de 2,6 %, passant ainsi à 25,4 milliards £ au 31 mars 2019.

La variation des produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres s'explique en grande partie par les profits et les pertes de change résultant des fluctuations du dollar canadien.

### Rendement du quatrième trimestre de 2019

Les produits des activités ordinaires pour le quatrième trimestre se sont inscrits à 284,8 millions \$, soit 37,3 millions \$, ou 11,6 %, de moins que ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Nos activités de gestion de patrimoine mondiale ont généré une hausse des produits des activités ordinaires de 0,8 million \$ par rapport au T4/18, du fait surtout de l'augmentation des produits de 2,2 millions \$ tirés des activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord, en partie contrebalancée par une baisse de 1,4 million \$ au titre de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe.

Le secteur Marché des capitaux Canaccord Genuity a affiché une diminution des produits des activités ordinaires de 40,6 millions \$, ou 20,3 %, par rapport à ceux du T4/18, des baisses ayant été constatées dans chacune de nos principales régions, à l'exception de celle des États-Unis. En effet, nos activités aux États-Unis ont présenté une augmentation des produits des activités ordinaires de 5,3 millions \$ ou 7,8 %, comparativement à ceux du T4/18, qui relève essentiellement de la hausse des produits tirés des honoraires de consultation découlant en partie de l'acquisition de Petsky Prunier réalisée en février 2019. La baisse des produits des activités ordinaires au titre de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada s'explique en grande partie par la diminution des produits tirés du financement de sociétés et des honoraires de consultation, en regard de ceux enregistrés au T4/18, qui s'est avéré un trimestre record. En Australie, les produits des activités ordinaires ont diminué de 16,8 millions \$, ou 83,7 %, par comparaison avec ceux du T4/18, en raison surtout de la baisse des produits tirés du financement de sociétés découlant du recul des activités de financement ainsi que de la diminution des profits sur certaines positions liées aux bons de souscription et aux titres détenus se rapportant aux activités de financement de sociétés au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de 5,9 millions \$, ou 17,0 %, des produits générés par nos activités au Royaume-Uni découle d'un ralentissement des activités de financement de sociétés dans cette région.

Sur une base consolidée, les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté de 2,4 millions \$, ou 1,8 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent pour s'établir à 137,6 millions \$, ce qui est surtout attribuable à nos activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord, comme il a été mentionné précédemment. Au T4/19, les produits tirés du financement de sociétés ont reculé de 35,2 millions \$, ou 36,9 %, pour s'établir à 60,3 millions \$ dans l'ensemble des principales régions où nous menons nos activités, compte tenu du ralentissement des activités de financement par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Au T4/19, les produits tirés des honoraires de consultation ont diminué de 8,7 millions \$, ou 21,3 %, par rapport ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, pour se fixer à 32,2 millions \$, baisse attribuable aux produits moins élevés générés par nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et au Royaume-Uni, en partie contrebalancés par la hausse des produits tirés des honoraires de consultation dégagée aux États-Unis. Comme il a été mentionné précédemment, la conclusion de l'acquisition de Petsky Prunier au cours du T4/19 dans le cadre de nos activités aux États-Unis a favorisé la hausse des produits tirés des honoraires de consultation observée dans cette région.

Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste ont chuté de 0,9 million \$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2019 par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de la baisse des produits des activités ordinaires générés dans nos activités de négociation aux États-Unis. Les produits d'intérêts se sont inscrits à 13,7 millions \$ au T4/19, en hausse de 3,7 millions \$ par rapport à ceux du T4/18, à la faveur principalement de nos activités de gestion de patrimoine au Canada découlant de l'augmentation du nombre de prêts sur marges et de l'accroissement des activités de prêt de titres. Les produits divers se sont établis à 5,8 millions \$, soit une augmentation de 1,4 million \$, ou 31,1 %, par rapport à ceux du T4/2018, attribuable à la hausse des produits tirés de Pinnacle Correspondent Services.

Les charges ont totalisé 279,3 millions \$, en baisse de 45,1 millions \$, ou 13,9 %, en regard de celles du T4/18, du fait surtout de la charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme (RILT) au T4/18, comme il est décrit dans le rapport de gestion et les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2018. Le total des charges compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup> s'est établi à 262,6 millions \$, en baisse de 7,3 millions \$, ou 2,7 %, en regard de celui de la période correspondante de l'exercice précédent.

La charge de rémunération au rendement a diminué de 16,5 millions \$, ou 10,3 %, par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est conforme à la diminution des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. Les charges salariales ont augmenté de 2,7 millions \$, ou 9,5 %, par rapport à celles du T4/18, du fait surtout d'une augmentation de l'effectif. La charge de rémunération totale (la charge de rémunération au rendement et les charges salariales) exprimée en pourcentage des produits

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

des activités ordinaires a augmenté de 2,8 points de pourcentage pour s'établir à 61,5 % au T4/19 par rapport à celle du T4/18, en raison de la hausse des coûts fixes du personnel, amplifiée par la diminution des produits des activités ordinaires.

Compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup>, les charges indirectes autres que de rémunération exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires ont augmenté de 5,6 points de pourcentage au T4/19 en regard de celles du T4/18, ce qui reflète la baisse des produits des activités ordinaires et la nature fixe de certaines charges. Les hausses les plus importantes dans les charges indirectes par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent concernent les frais d'administration et les frais liés aux communications et à la technologie. Ces hausses ont été compensées par la diminution de 2,4 millions \$ des frais de négociation, découlant d'une variation dans les activités de négociation à l'échelle internationale.

La hausse de 5,0 millions \$ des frais d'administration découle essentiellement des frais plus élevés liés à nos activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord, à l'appui de la croissance dans cette région. Les frais liés à la communication et à la technologie ont progressé de 3,2 millions \$, du fait de l'augmentation de l'effectif dans les différentes régions, l'augmentation la plus importante s'inscrivant dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada.

Au T2/19, un montant de 13,5 millions \$ a été comptabilisé au titre d'une perte sur extinction de débetures convertibles subordonnées non garanties de 60,0 millions \$ émises en octobre 2016. Cette perte a fait l'objet d'un ajustement qui se reflète directement dans les capitaux propres. Une tranche de 4,9 millions \$ de cette perte se rapportait à l'option de conversion des débetures éteintes. Le rajustement n'a eu aucune incidence sur le calcul du résultat par action, de base ou après dilution.

Les frais de restructuration de 11,8 millions \$ comptabilisés ont trait à des indemnités de cessation d'emploi et à des coûts immobiliers liés à la restructuration de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni annoncés au T4/19. Les frais connexes aux acquisitions se sont chiffrés à 1,7 million \$ au T4/19 et se rapportent aux acquisitions de McCarthy Taylor et de Petsky Prunier réalisées avant le 31 mars 2019 et aux frais liés à l'acquisition de Thomas Miller annoncée en mai 2019.

La charge d'impôt sur le résultat s'est élevée à 3,1 millions \$ au T4/19 par rapport à celle de 7,4 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2018. Compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup>, le taux d'impôt effectif pour le T4/19 s'est établi à 25,3 %, comparativement à 28,5 % pour le T4/18.

Le résultat net pour le quatrième trimestre de l'exercice 2019 s'est élevé à 2,5 millions \$, comparativement à une perte nette de 9,7 millions \$ au T4/18. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires s'est établi à 0,3 million \$ au T4/19, comparativement à celui de 14,0 millions \$ au T4/18. Le résultat par action ordinaire après dilution pour le trimestre considéré s'est établi à 0,00 \$, par rapport à celui de 0,15 \$ au T4/18. Compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup>, le résultat net a atteint 16,6 millions \$ au T4/19 en regard de 37,3 millions \$ au T4/18, soit une diminution de 20,7 millions \$, ou 55,5 %, ce qui découle surtout de la baisse des produits des activités ordinaires par rapport à ceux inscrits au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup> s'est élevé à 14,5 millions \$ par rapport à 33,0 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Le RPA après dilution, compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup>, s'est établi à 0,12 \$ au T4/19 par rapport à 0,28 \$ au T4/18.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

## Résultats par secteur d'activité<sup>1, 2</sup>

Pour les exercices clos les 31 mars								
(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	2019				2018			
	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total
<b>Produits des activités ordinaires</b>								
Canada	260 665 \$	204 420 \$	24 430 \$	489 515 \$	216 106 \$	165 891 \$	15 056 \$	397 053 \$
Royaume-Uni et Europe	108 789	254 985	—	363 774	128 458	201 383	—	329 841
États-Unis	303 587	2 406	—	305 993	235 942	2 991	—	238 933
Australie	31 366	—	—	31 366	57 022	—	—	57 022
Autres établissements à l'étranger	(81)	—	—	(81)	28	—	—	28
<b>Total des produits des activités ordinaires</b>	<b>704 326</b>	<b>461 811</b>	<b>24 430</b>	<b>1 190 567</b>	<b>637 556</b>	<b>370 265</b>	<b>15 056</b>	<b>1 022 877</b>
<b>Charges</b>	<b>622 760</b>	<b>388 741</b>	<b>86 410</b>	<b>1 097 911</b>	<b>607 906</b>	<b>320 737</b>	<b>58 488</b>	<b>987 131</b>
Imputations intersectorielles	18 689	14 467	(33 156)	—	16 524	15 529	(32 053)	—
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat	62 877 \$	58 603 \$	(28 824) \$	92 656 \$	13 126 \$	33 999 \$	(11 379) \$	35 746 \$
<b>Compte non tenu des éléments importants<sup>3</sup></b>								
Produits des activités ordinaires	704 326	461 811	24 430	1 190 567	637 556	370 265	15 056	1 022 877
Charges	605 218	371 961	77 802	1 054 981	558 486	297 194	56 590	912 270
Imputations intersectorielles	18 689	14 467	(33 156)	—	16 524	15 529	(32 053)	—
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat	80 419 \$	75 383 \$	(20 216) \$	135 586 \$	62 546 \$	57 542 \$	(9 481) \$	110 607 \$
Nombre d'employés	832	995	308	2 135	730	938	288	1 956

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14. Les résultats financiers détaillés des secteurs d'activité sont présentés à la note 23 des états financiers consolidés audités à la page 113.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2019 (42 % du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 9 août 2018 et 15 % suivant l'acquisition d'une participation supplémentaire de 30 % dans les activités australiennes le 10 août 2018; 42 % au 31 mars 2018).

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity sont divisées en trois secteurs : Marchés des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity sont les principaux secteurs d'exploitation, tandis que le secteur Non sectoriel et autres est principalement un secteur administratif.

### MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

#### Aperçu

Marchés des capitaux Canaccord Genuity fournit des services de financement de sociétés, de consultation, de recherche sur les actions, de vente et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements, et il exerce des activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, et dans la région de l'Asie-Pacifique. Marchés des capitaux Canaccord Genuity compte des établissements dans 21 villes réparties dans neuf pays à l'échelle mondiale.

Nos résultats d'exploitation témoignent de la force de notre entreprise mondiale et du succès de nos initiatives visant à diversifier nos sources de produits des activités ordinaires et à améliorer l'alignement dans l'ensemble de nos activités et de nos régions. Pour l'exercice 2019, 63,0 % du total des produits des activités ordinaires de Marchés des capitaux Canaccord Genuity ont été tirés d'activités à l'extérieur du Canada.

Les initiatives d'harmonisation mondiales mises en œuvre par Marchés des capitaux Canaccord Genuity permettent à la Société de se tailler une place solide à titre de banque d'investissement indépendante mondiale chef de file tournée vers le marché intermédiaire.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity a participé à un total de 344 transactions, mobilisant ainsi un produit brut de 31,1 milliards \$<sup>1</sup> au cours de l'exercice 2019. Au nombre de celles-ci, Marché des capitaux Canaccord Genuity a été chef de file ou cochef de file pour 176 transactions à l'échelle mondiale, mobilisant un produit total de 7,0 milliards \$.

#### Perspectives

Marchés des capitaux Canaccord Genuity demeure très bien positionnée dans bon nombre des principaux marchés de la Société. Pour l'exercice à venir, la direction prévoit mettre l'accent sur les gains d'efficacité opérationnelle et l'accroissement de la rentabilité en intégrant davantage sa plateforme mondiale des marchés des capitaux et en encourageant une plus grande coordination transfrontalière entre nos bureaux partout dans le monde.

Selon nous, la plateforme mondiale intégrée de Marchés des capitaux Canaccord Genuity procure un avantage concurrentiel à notre entreprise par rapport à quantité de sociétés axées sur le marché national auxquelles nous livrons concurrence. Les plus petits courtiers régionaux ou locaux sont de plus en plus poussés à se diversifier, et les concurrents internationaux de plus grande envergure affectent des ressources limitées au service des sociétés de croissance. Nous croyons que ce paysage concurrentiel procure à Marchés des

1) Transactions de plus de 1,5 million \$ CA.

capitaux Canaccord Genuity d'importantes possibilités dans le marché intermédiaire mondial, qui est relativement négligé à l'heure actuelle par d'autres banques d'investissement mondiales. Grâce à sa stratégie à l'égard du marché intermédiaire et à l'accent mis sur des secteurs de croissance clés, Marchés des capitaux Canaccord Genuity se distingue de ses concurrents.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity demeure déterminée à exercer ses activités aussi efficacement que possible pour soutenir sa plateforme mondiale pendant les périodes de ralentissement des activités sur les marchés des capitaux. La culture de compression des coûts continue d'être renforcée dans l'ensemble de la Société, et cette dernière continue d'évaluer des stratégies de réduction des coûts d'exploitation à long terme.

Bien que nous ayons confiance en l'avenir, la Société a pris la décision prudente d'équilibrer les investissements dans les initiatives de croissance et sa capacité à générer des profits dans la conjoncture. En raison de la nature dynamique de notre environnement d'exploitation, nous devons continuer d'afficher une certaine agilité dans la composition de nos activités afin de rester concurrentiels et de répondre aux besoins changeants de nos clients. Pour cette raison, la Société continuera d'investir de manière disciplinée dans l'ajout de petites équipes dans des marchés verticaux précis ou des gammes de services clés afin de renforcer nos activités dans des régions où nous croyons pouvoir accroître notre part de marché.

L'équipe de direction croit que les investissements réalisés par la Société pour améliorer la présence de Marchés des capitaux Canaccord Genuity dans le monde et affiner son offre de services l'ont très bien positionnée pour l'avenir.

Les résultats d'exploitation de Jitneytrade et de Petsky Prunier sont pris en compte depuis leurs dates de clôture respectives, soit le 6 juin 2018 et le 13 février 2019.

## RENDEMENT FINANCIER<sup>1, 2</sup>

Pour les exercices clos les 31 mars

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	2019						2018					
	Canada	Royaume-Uni <sup>5</sup>	États-Unis	Australie	Autres établissements à l'étranger	Total	Canada	UK <sup>5</sup>	États-Unis	Australie	Autres établissements à l'étranger	Total
Produits des activités ordinaires	260 665 \$	108 789 \$	303 587 \$	31 366 \$	(81) \$	704 326 \$	216 106 \$	128 458 \$	235 942 \$	57 022 \$	28 \$	637 556 \$
Charges												
Rémunération au rendement	128 206	73 028	160 215	18 017	248	379 714	112 655	80 023	128 023	30 754	3	351 458
Charges salariales	6 356	5 250	10 403	1 964	560	24 533	5 381	5 672	11 890	1 881	688	25 512
Autres charges indirectes	53 052	38 333	101 533	9 407	690	203 015	45 875	40 621	87 565	9 195	577	183 833
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	—	—	—	—	—	11 657	12 870	17 872	—	—	42 399
Frais de développement	72	96	284	—	—	452	—	—	—	—	—	—
Frais connexes aux acquisitions	1 173	—	803	—	—	1 976	—	—	—	—	—	—
Frais de restructuration	—	13 070	—	—	—	13 070	2 366	448	1 890	—	—	4 704
Total des charges	188 859	129 777	273 238	29 388	1 498	622 760	177 934	139 634	247 240	41 830	1 268	607 906
Imputations intersectorielles <sup>3</sup>	12 458	2 908	3 037	286	—	18 689	10 159	2 969	3 113	283	—	16 524
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat <sup>3</sup>	59 348 \$	(23 896) \$	27 312 \$	1 692 \$	(1 579) \$	62 877 \$	28 013 \$	(14 145) \$	(14 411) \$	14 909 \$	(1 240) \$	13 126 \$
<b>Compte non tenu des éléments importants<sup>4</sup></b>												
Total des produits des activités ordinaires	260 665	108 789	303 587	31 366	(81)	704 326	216 106	128 458	235 942	57 022	28	637 556
Total des charges	185 194	116 707	272 431	29 388	1 498	605 218	161 599	126 316	227 473	41 830	1 268	558 486
Imputations intersectorielles <sup>3</sup>	12 458	2 908	3 037	286	—	18 689	10 159	2 969	3 113	283	—	16 524
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat <sup>3</sup>	63 013 \$	(10 826) \$	28 119 \$	1 692 \$	(1 579) \$	80 419 \$	44 348 \$	(827) \$	5 356 \$	14 909 \$	(1 240) \$	62 546 \$
Nombre d'employés	255	197	308	68	4	832	189	214	256	68	3	730

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2019 (42 % du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 9 août 2018 et 15 % suivant l'acquisition d'une participation supplémentaire de 30 % dans les activités australiennes le 10 août 2018; 42 % au 31 mars 2018).

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 44.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

5) Comprend les activités à Dubaï.

## PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

### PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2019	2018	Variation entre l'exercice 2019 et l'exercice 2018
Produits des activités ordinaires générés dans les régions suivantes :			
Canada	37,0 %	33,9 %	3,1 p.p.
Royaume-Uni et Europe <sup>1</sup>	15,4 %	20,2 %	(4,8) p.p.
États-Unis	43,1 %	37,0 %	6,1 p.p.
Australie	4,5 %	8,9 %	(4,4) p.p.
Autres établissements à l'étranger	0,0 %	0,0 %	(0,0) p.p.
	100 %	100,0 %	

p.p. : points de pourcentage

1) Comprend les activités à Dubaï.

Marché des capitaux Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 704,3 millions \$, en hausse de 66,8 millions \$, ou 10,5 %, par rapport à ceux de l'exercice 2018, compte tenu de l'accroissement des activités de financement et de consultation au cours de l'exercice. Les produits des activités ordinaires ont augmenté davantage aux États-Unis, où ils ont progressé de 67,6 millions \$, ou 28,7 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent. La hausse des produits des activités ordinaires de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis est surtout attribuable à une hausse des produits tirés du financement de sociétés et des honoraires de consultation. Au Canada, les produits des activités ordinaires ont grimpé de 44,6 millions \$, ou 20,6 %, en regard de ceux de l'exercice 2018, ce qui découle en partie de notre participation active dans de nombreuses transactions réalisées dans le secteur du cannabis. Les produits des activités ordinaires tirés de nos activités au Royaume-Uni ont fléchi de 19,7 millions \$, ou 15,3 %, pour s'établir à 108,8 millions \$ à l'exercice 2019, du fait du recul des produits tirés des activités de financement lié à l'incertitude du marché dans cette région. Nos activités en Australie ont généré des produits des activités ordinaires de 31,4 millions \$, soit une baisse de 25,7 millions \$, ou 45,0 %, par rapport à ceux de l'exercice 2018, sous l'effet d'un ralentissement des activités de financement au cours du deuxième semestre de l'exercice 2019 ainsi que des profits moins élevés comptabilisés sur certaines positions liées aux bons de souscription et aux titres détenus et reçus à titre d'honoraires se rapportant aux activités de financement de sociétés au cours de la période considérée et des périodes précédentes.

#### Activités de financement de sociétés

Au cours de l'exercice 2019, la Société a continué de diversifier ses secteurs cibles. L'apport de nos activités de mobilisation de capitaux dans le secteur soins de santé et sciences de la vie comprend les produits tirés des activités liées au cannabis, et nous constatons que nos activités de financement de sociétés aux États-Unis ont constitué un vecteur important de la croissance des produits tirés des sous-secteurs service de santé et technologie de l'information en santé. Les produits tirés des secteurs de la technologie et de l'industrie sont essentiellement attribuables à nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et au Canada et témoignent de l'accroissement soutenu de notre secteur de la technologie aux États-Unis.

Les transactions réalisées par Marchés des capitaux Canaccord Genuity par secteurs cibles, et les produits qui en sont tirés sont présentés en détail ci-après.

**MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY – VUE D'ENSEMBLE****Transactions et produits de financement de sociétés par secteur**

Secteurs	Pour l'exercice clos le 31 mars 2019	
	En % des transactions de financement des sociétés	En % des produits de financements des sociétés
Sciences de la vie	24,6 %	47,9 %
Technologie et industries	12,1 %	15,6 %
Industries	4,3 %	7,6 %
Produits financiers	9,0 %	7,6 %
Métaux et mines	15,6 %	6,4 %
Autres	16,4 %	3,8 %
Produits diversifiés	6,7 %	3,8 %
Produits de consommation et de détail	5,4 %	3,8 %
Immobilier	5,2 %	2,1 %
Développement durable	0,7 %	1,4 %
<b>Total</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>

**MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY – PAR RÉGION****Transactions de financement de sociétés par secteur (en % du nombre de transactions de financement de sociétés pour chaque région)**

Secteurs	Pour l'exercice clos le 31 mars 2019			
	Canada	Royaume-Uni	États-Unis	Australie
Sciences de la vie	23,1 %	10,0 %	45,6 %	10,0 %
Technologie et industries	7,4 %	4,3 %	32,5 %	6,7 %
Industries	0,3 %	8,6 %	14,9 %	0,0 %
Produits de consommation et de détail	3,5 %	5,7 %	6,1 %	13,3 %
Produits financiers	7,1 %	35,7 %	0,9 %	3,3 %
Produits diversifiés	11,9 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Métaux et mines	17,6 %	2,9 %	0,0 %	50,0 %
Autres	21,2 %	21,4 %	0,0 %	16,7 %
Immobilier	7,7 %	7,1 %	0,0 %	0,0 %
Développement durable	0,2 %	4,3 %	0,0 %	0,0 %
<b>Total</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>

**Produits tirés du financement de sociétés par secteur (en % des produits tirés du financement de sociétés par secteur pour chaque région)**

Secteurs	Pour l'exercice clos le 31 mars 2019			
	Canada	Royaume-Uni	États-Unis	Australie
Sciences de la vie	70,2 %	4,2 %	42,1 %	18,6 %
Technologie et industries	6,1 %	0,6 %	38,1 %	12,1 %
Industries	0,0 %	15,1 %	16,9 %	0,0 %
Produits financiers	1,3 %	44,5 %	0,0 %	0,6 %
Métaux et mines	6,8 %	1,3 %	0,0 %	48,7 %
Autres	3,4 %	11,6 %	0,0 %	6,1 %
Produits diversifiés	8,1 %	0,0 %	0,0 %	0,5 %
Produits de consommation et de détail	1,1 %	9,5 %	2,9 %	13,4 %
Immobilier	2,6 %	5,8 %	0,0 %	0,0 %
Développement durable	0,4 %	7,4 %	0,0 %	0,0 %
<b>Total</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>

Note : Dans les tableaux ci-dessus, les transactions avec les sociétés du secteur du cannabis au Canada sont incluses dans le secteur Soins de santé et sciences de la vie.

## CHARGES

Les charges de l'exercice 2019 se sont élevées à 622,8 millions \$, une hausse de 14,9 millions \$, ou 2,4 %, par rapport à celles de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup>, le total des charges pour l'exercice 2019 a été de 605,2 millions \$, une hausse de 46,7 millions \$, ou 8,4 %, comparativement à l'exercice 2018. En pourcentage des produits des activités ordinaires, le total des charges a diminué de 6,9 points de pourcentage par rapport à l'exercice clos le 31 mars 2018.

### Rémunération au rendement et charges salariales

Pour l'exercice 2019, la charge de rémunération au rendement a augmenté de 28,3 millions \$, ou 8,0 %, par rapport à celle de l'exercice 2018. La charge de rémunération au rendement exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 1,2 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2018, pour s'établir à 53,9 %. Les charges salariales pour l'exercice 2019 ont reculé de 1,0 million \$, ou 3,8 %, par rapport à celles de l'exercice 2018. La charge de rémunération totale (charge de rémunération au rendement et charges salariales) en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est élevée à 57,4 % pour l'exercice clos le 31 mars 2019, en baisse de 1,7 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2018.

Au Canada, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 3,0 points de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2018, du fait de la hausse des produits des activités ordinaires relativement aux coûts fixes du personnel. Le ratio de la rémunération de nos activités aux États-Unis s'est établi à 56,2 % pour l'exercice 2019, une baisse de 3,1 points de pourcentage par rapport à celui de l'exercice précédent, du fait d'une réduction des charges salariales. Dans nos activités au Royaume-Uni, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 5,3 points de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2018, du fait de la baisse des produits des activités ordinaires relativement aux coûts fixes du personnel. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires dans nos activités en Australie a représenté 63,7 %, soit une hausse de 6,5 points de pourcentage qui s'explique par la diminution des produits des activités ordinaires et la nature invariable de certains coûts fixes du personnel.

### Charge de rémunération totale (rémunération au rendement et charges salariales) en pourcentage des produits des activités ordinaires par région de Marchés des capitaux Canaccord Genuity

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2019	2018	Variation entre l'exercice 2018 et l'exercice 2019
Canada	51,6 %	54,6 %	(3,0) p.p.
Royaume-Uni et Europe	72,0 %	66,7 %	5,3 p.p.
États-Unis	56,2 %	59,3 %	(3,1) p.p.
Australie	63,7 %	57,2 %	6,5 p.p.
Autres établissements à l'étranger	négl.	négl.	négl.
<b>Marchés des capitaux Canaccord Genuity (total)</b>	<b>57,4 %</b>	<b>59,1 %</b>	<b>(1,7) p.p.</b>

p.p. : points de pourcentage  
négl. : négligeable

### Autres charges indirectes

Les autres charges indirectes ont été de 203,0 millions \$ pour l'exercice 2019 par rapport à 183,8 millions \$ pour celles de l'exercice 2018, ce qui représente une hausse de 19,2 millions \$, ou 10,4 %. Les frais de négociation, les frais liés aux communications et à la technologie et les frais d'administration figurent parmi les plus importantes hausses de charges indirectes par rapport à l'exercice précédent, contrebalancées par une baisse de la charge d'amortissement.

L'augmentation des frais de négociation s'expliquait principalement par l'accroissement des frais d'exécution et de règlement liés à nos activités aux États-Unis, ainsi que l'apport de Jitneytrade au Canada au cours du T1/19.

Les frais d'administration ont augmenté de 4,9 millions \$, ou 10,0 %, en comparaison de ceux de l'exercice 2018, en raison de l'augmentation des honoraires professionnels, des frais de promotion et de déplacement, et des autres frais de bureau à l'appui de la croissance de nos activités.

S'élevant à 7,2 millions \$, la charge d'amortissement a reculé de 2,3 millions \$ en regard de celle de l'exercice précédent, par suite de la baisse de l'amortissement dans nos activités au Royaume-Uni relativement à certains logiciels développés en interne.

S'établissant à 38,3 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2019, les frais liés aux communications et à la technologie ont connu une hausse de 1,9 million \$, principalement attribuable à l'accroissement de nos activités au Canada et aux États-Unis en raison d'une augmentation de l'effectif.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, des frais de restructuration de 13,1 millions \$ ont été engagés relativement à des indemnités de cessation d'emploi et à des coûts immobiliers dans le cadre de la restructuration de nos activités au Royaume-Uni au

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

T1/19 et au T4/19. Les frais de restructuration de 4,7 millions \$ comptabilisés pour l'exercice 2018 avaient trait à des réductions du personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis et à des coûts liés à certaines activités de négociation à Dublin.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, des frais connexes aux acquisitions de 2,0 millions \$ ont été comptabilisés relativement aux acquisitions de Jitneytrade et de Petsky Prunier.

## RÉSULTAT AVANT IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 62,9 millions \$ pour l'exercice 2019, une augmentation de 49,8 millions \$ par rapport à celui de l'exercice 2018. Compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup>, le résultat avant impôt sur le résultat, y compris les charges indirectes imputées, a augmenté pour passer de 62,5 millions \$ à 80,4 millions \$ à l'exercice 2019. L'augmentation du résultat avant impôt sur le résultat, compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup>, est attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires générés par nos secteurs d'exploitation au Canada et aux États-Unis, combinée à la compression des charges indirectes.

## GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

### Aperçu

La division de gestion de patrimoine de Groupe Canaccord Genuity offre une gamme étendue de services financiers et de produits de placement aux particuliers, institutions, intermédiaires et organismes de bienfaisance. Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts liés aux clients et des honoraires et commissions gagnés par les conseillers en placement au Canada pour des transactions de financement de sociétés et des transactions mettant en jeu du capital de risque. La Société mène maintenant des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, ainsi qu'en Australie. En plus de l'acquisition de Hargreave Hale au T2/18, la Société a fait l'acquisition de McCarthy Taylor au T4/19, élargissant davantage ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe.

Au Royaume-Uni et en Europe, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity compte 12 bureaux au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey et à l'île de Man. Les produits des activités ordinaires de cette entreprise proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille. L'entreprise offre des services aux clients au Royaume-Uni, à l'international et en Europe et leur offre des options de placement dans des produits financiers exclusifs ou de tierces parties, y compris des fonds de placement gérés par les gestionnaires de portefeuille de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Au 31 mars 2019, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity avait 12 bureaux dans l'ensemble du Canada, y compris trois bureaux de gestion de patrimoine indépendante. La Société se concentre sur l'embauche d'équipes de conseillers d'expérience afin d'accélérer la croissance au sein de ces activités.

### Perspectives

Notre virage stratégique visant à accroître l'apport du rendement de nos activités de gestion de patrimoine mondiale demeure une priorité pour la Société. Les priorités de la direction en ce qui concerne Gestion de patrimoine Canaccord Genuity consisteront à accroître les actifs sous administration et sous gestion et à augmenter la proportion des produits tirés des honoraires en pourcentage du total des produits des activités ordinaires. En disposant d'un plus grand nombre de sources récurrentes de produits, nous nous attendons à réduire considérablement notre dépendance aux produits tirés des transactions au cours des années à venir, ce qui rendra notre entreprise moins sensible aux variations des conditions de marché et aux activités de négociation.

La division tirant 72,6 % de ses produits des activités donnant droit à des honoraires récurrentes, les sources de produits générées par les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe contribuent à améliorer la stabilité de son rendement global. Les avoirs des clients dans nos produits de gestion de placement internes se chiffrent à plus de 1 milliard \$ et suscitent un intérêt de plus en plus marqué chez les sociétés de fonds intermédiaires nationales et internationales. La Société continuera à saisir des occasions de croissance stratégiques afin d'accroître la présence de son entreprise de gestion de patrimoine au Royaume-Uni.

Au Canada, la Société continue de mettre l'accent sur l'amélioration des marges, la gestion des coûts et la croissance de l'entreprise grâce à un recrutement et à une formation ciblés. Bien que le contexte d'embauche demeure compétitif, nous nous attendons à avoir du succès à long terme en la matière dans des marchés choisis, grâce aux avantages tirés de notre plateforme mondiale indépendante. La Société prévoit également investir davantage dans ses programmes de formation pour les conseillers en placement, nouveaux et actuels, afin de poursuivre et d'approfondir le perfectionnement de nos équipes de conseillers et de soutenir la croissance des services tarifés de notre entreprise canadienne. Nous restons fortement déterminés à attirer et à retenir des conseillers compétents, à investir dans des programmes de formation et à bâtir une gamme complète de produits de qualité visant à attirer des investisseurs fortunés et à aider nos conseillers à élargir leurs activités.

Les activités de gestion de patrimoine de la Société en Australie sont toujours relativement modestes. Toutefois, il devrait y avoir une expansion grâce à un recrutement ciblé et au développement de services et de produits de gestion de patrimoine dans ce marché.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

RENDEMENT FINANCIER – AMÉRIQUE DU NORD<sup>1, 2</sup>

(en milliers \$ CA, sauf les ASA et les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers, et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2019	2018	Variation entre l'exercice 2018 et l'exercice 2019	
Produits des activités ordinaires	206 826 \$	168 882 \$	37 944 \$	22,5 %
Charges				
Rémunération au rendement	104 768	86 382	18 386	21,3 %
Charges salariales	14 092	11 315	2 777	24,5 %
Autres charges indirectes	47 968	36 795	11 173	30,4 %
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	668	(668)	(100,0) %
Total des charges	166 828	135 160	31 668	23,4 %
Imputations intersectorielles <sup>3</sup>	13 152	14 200	(1 048)	(7,4) %
Résultat avant impôt sur le résultat <sup>3</sup>	26 846 \$	19 522 \$	7 324	37,5 %
ASG – Canada (discrétionnaires) <sup>4</sup>	4 221	2 815	1 406	49,9 %
ASA – Canada <sup>5</sup>	20 674	15 567	5 107	32,8 %
Nombre d'équipes de conseillers – Canada	155	142	13	9,2 %
Nombre d'employés	430	379	51	13,5 %
<b>Compte non tenu des éléments importants<sup>6</sup></b>				
Total des charges	166 828 \$	134 492 \$	32 336 \$	24,0 %
Imputations intersectorielles <sup>3</sup>	13 152	14 200	(1 048)	(7,4) %
Résultat avant impôt sur le résultat <sup>3</sup>	26 846	20 190	6 656	33,0 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, des ASA, des ASG, du nombre d'équipes de conseillers et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Comprends les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada et aux États-Unis.

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 44.

4) Les ASG représentent les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes généralement appelés Programme de conseils en placement CT et Programme de gestion des placements des particuliers CT.

5) Les ASA représentent la valeur de marché des biens du client qui sont administrés par la Société et dont celle-ci tire des commissions ou des honoraires. Les ASA englobent les ASG.

6) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

négl. : négligeable

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) se sont chiffrés à 206,8 millions \$, soit une hausse de 37,9 millions \$, ou 22,5 %, par rapport à ceux de l'exercice 2018, attribuable à la hausse des produits tirés des commissions et des honoraires, ainsi qu'à l'augmentation de l'intérêt sur les activités de prêt de titres et sur les comptes sur marge.

Les ASA – Canada ont affiché un accroissement de 32,8 %, passant de 15,6 milliards \$ au 31 mars 2018 à 20,7 milliards \$ au 31 mars 2019, qui s'explique par nos initiatives de développement dans ce secteur et par l'amélioration des valeurs de marché au cours de l'exercice. On comptait 155 équipes de conseillers au Canada, soit treize de plus qu'il y a un an. Les produits tirés des honoraires au titre de nos activités en Amérique du Nord ont augmenté de 1,4 point de pourcentage par rapport à ceux de l'exercice précédent et ont représenté 34,9 % des produits de gestion de patrimoine générés au Canada au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019.

Pour l'exercice 2019, les charges se sont élevées à 166,8 millions \$, en hausse de 31,7 millions \$, ou 23,4 %, par rapport à celles de l'exercice 2018. Le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a légèrement augmenté de 0,6 point de pourcentage par rapport à celui de l'exercice précédent.

La charge de rémunération au rendement a augmenté de 18,4 millions \$, ou 21,3 %, par rapport à celle de l'exercice précédent, ce qui est conforme à l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. Les charges salariales ont augmenté de 2,8 millions \$ par rapport à celles de l'exercice clos le 31 mars 2018, du fait de l'augmentation de l'effectif. La charge de rémunération totale (charge de rémunération au rendement et charges salariales) exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 0,4 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice précédent, pour s'établir à 57,5 % à l'exercice 2019.

Les autres charges indirectes exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires ont légèrement augmenté de 1,0 % comparativement à celles de l'exercice 2018. Les frais de négociation ont augmenté de 0,8 million \$, en raison de l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires. Les frais liés aux communications et à la technologie ont augmenté de 1,2 million \$, ou 27,8 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent par suite de l'accroissement de l'effectif. Les frais d'administration ont augmenté de 6,0 millions \$, ou 71,9 %, en raison d'une augmentation des frais liés aux conférences et des honoraires de transfert associés aux nouveaux comptes et aux provisions pour les frais juridiques et les règlements. Les frais de développement se sont accrus de 3,9 millions \$, par rapport à ceux de l'exercice 2018, par suite de la hausse des primes de recrutement comptabilisées à l'exercice considéré. Ces augmentations au titre des charges indirectes ont été contrebalancées en partie par une diminution de 1,1 million \$ des frais liés aux locaux et au matériel.

Le résultat avant impôt sur le résultat pour l'exercice 2019 s'est inscrit à 26,8 millions \$, une hausse de 7,3 millions \$ qui reflète la hausse nette des produits des activités ordinaires compte tenu des coûts de nature variable.

**RENDEMENT FINANCIER – ROYAUME-UNI ET EUROPE<sup>1, 5</sup>**

(en milliers \$ CA, sauf les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2019	2018	Variation entre l'exercice 2018 et l'exercice 2019	
Produits des activités ordinaires	254 985 \$	201 383 \$	53 602 \$	26,6 %
Charges				
Rémunération au rendement	96 005	77 303	18 702	24,2 %
Charges salariales	48 822	36 214	12 608	34,8 %
Autres charges indirectes	75 998	58 999	16 999	28,8 %
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	3 390	(3 390)	(100,0) %
Frais de restructuration	—	2 939	(2 939)	(100,0) %
Frais connexes aux acquisitions	1 088	6 732	(5 644)	(83,8) %
Total des charges	221 913	185 577	36 336	19,6 %
Imputations intersectorielles <sup>2</sup>	1 315	1 329	(14)	(1,1) %
Résultat avant impôt sur le résultat <sup>2</sup>	31 757 \$	14 477 \$	17 280 \$	119,4 %
ASG – Royaume-Uni et Europe <sup>3</sup>	44 195	44 877	(682)	(1,5) %
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds – Royaume-Uni et Europe	200	188	12	6,4 %
Nombre d'employés	565	559	6	1,1 %
<b>Compte non tenu des éléments importants<sup>4</sup></b>				
Total des charges	205 133 \$	162 702 \$	42 431 \$	26,1 %
Imputations intersectorielles <sup>2</sup>	1 315	1 329	(14)	(1,1) %
Résultat avant impôt sur le résultat <sup>2</sup>	48 537	37 352	11 185	29,9 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, des ASG, du nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 44.

3) Les ASG au Royaume-Uni et en Europe représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

5) Comprend les résultats d'exploitation de Hargreave Hale depuis la date de clôture du 18 septembre 2017.

Les résultats d'exploitation de Hargreave Hale et de McCarthy Taylor sont pris en compte dans Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) depuis les dates de clôture, soit respectivement le 18 septembre 2017 et le 29 janvier 2019.

Les produits des activités ordinaires générés par nos activités au Royaume-Uni et en Europe proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille et, par conséquent, sont peu sensibles aux variations des conditions du marché. Les produits des activités ordinaires se sont élevés à 255,0 millions \$ à l'exercice 2019, en hausse de 26,6 % par rapport à ceux de l'exercice 2018. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les produits des activités ordinaires se sont élevés à 148,1 millions £ à l'exercice 2019, en hausse de 30,1 millions £, ou 25,5 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Au 31 mars 2019, les ASG – Royaume-Uni et Europe se sont inscrits à 44,2 milliards \$, en baisse de 1,5 % par rapport à ceux au 31 mars 2018, alors qu'ils étaient de 44,9 milliards \$. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les ASG ont augmenté de 2,6 % comparativement à ceux du 31 mars 2018. Les produits tirés des honoraires dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont représenté 72,6 % du total des produits des activités ordinaires dans cette région à l'exercice 2019, une augmentation de 4,1 points de pourcentage par rapport à l'exercice précédent.

La charge de rémunération au rendement s'est inscrite à 96,0 millions \$, en hausse de 18,7 millions \$ par rapport à celle de l'exercice 2018 qui s'est inscrite à 77,3 millions \$, ce qui est conforme à l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires liés au rendement. Les charges salariales ont augmenté de 12,6 millions \$ par rapport à celles de l'exercice 2018 pour se chiffrer à 48,8 millions \$, en raison surtout de la prise en compte de la charge pour un exercice complet de Hargreave Hale par suite de son acquisition à la fin du T2/18, ainsi que de l'augmentation de l'équipe Infrastructure pour soutenir la croissance de nos activités de gestion de patrimoine existantes au Royaume-Uni et en Europe. La charge de rémunération totale (la charge de rémunération au rendement et charges salariales) en pourcentage des produits des activités ordinaires a légèrement augmenté de 0,4 point de pourcentage, passant de 56,4 % à l'exercice 2018 à 56,8 % à l'exercice 2019.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2019, les autres charges indirectes ont augmenté de 17,0 millions \$, ou 28,8 %, par rapport à celles de l'exercice précédent. L'accroissement de l'effectif et la prise en compte au cours de l'exercice considéré des résultats d'exploitation de Hargreave Hale pour un exercice complet, dont l'acquisition a été conclue à la fin du T2/18, se sont traduits par une augmentation de la plupart des charges indirectes dans cette région, surtout en ce qui a trait aux frais liés aux communications et à la technologie, ainsi qu'aux frais d'administration, à la charge d'amortissement et aux frais de développement.

Les frais liés aux communications et à la technologie ont augmenté de 4,6 millions \$, ou 41,8 %, par rapport à ceux de l'exercice 2018, surtout par suite de l'accroissement de l'effectif au cours de l'exercice considéré. Les frais d'administration ont augmenté de 1,9 million \$, ou 11,3 %, en raison principalement des réserves supplémentaires comptabilisées au titre de certaines questions d'ordre

juridique en cours. La hausse de la charge d'amortissement de 3,6 millions \$, ou 31,2 %, comparativement à l'exercice 2018, est attribuable à l'inclusion d'un exercice complet d'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale. Les frais de développement ont progressé de 4,2 millions \$ par rapport à ceux de l'exercice précédent en raison des coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition de Hargreave Hale.

Aucuns frais de restructuration n'ont été comptabilisés au cours de l'exercice 2019. Au cours de l'exercice 2018, les frais de restructuration se sont chiffrés à 2,9 millions \$ en raison de la rationalisation des locaux de bureaux liée à l'acquisition de Hargreave Hale.

La Société a également comptabilisé des frais connexes aux acquisitions de 1,1 million \$ relativement à l'acquisition de McCarthy Taylor au T4/19 et à l'acquisition de Thomas Miller annoncée en mai 2019. Les frais connexes aux acquisitions comprennent des honoraires de consultation et des honoraires professionnels engagés au cours de l'exercice. Au cours de l'exercice 2018, les frais connexes aux acquisitions de 6,7 millions \$ ont trait à l'acquisition de Hargreave Hale.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 31,8 millions \$, comparativement à 14,5 millions \$ à l'exercice précédent, ce qui s'explique surtout par l'augmentation des produits des activités ordinaires et la prise en compte des résultats d'exploitation de Hargreave Hale pour un exercice complet. Compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup>, le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 48,5 millions \$, soit une hausse de 11,2 millions \$, ou 29,9 %, par rapport à celui de l'exercice précédent, qui fait état de l'apport net de nos activités élargies.

## NON SECTORIEL ET AUTRES

### Aperçu

Le secteur Non sectoriel et autres comprend Pinnacle Correspondent Services, les intérêts, les produits liés au change et les charges qui ne sont pas spécifiquement imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Pinnacle Correspondent Services offre des services d'exécution d'ordres, de compensation, de règlement, de garde ainsi que d'autres services de suivi de marché et d'arrière-guichet à des remisiers, à des gestionnaires de portefeuille et à d'autres intermédiaires financiers. Cette division a été créée en guise de prolongement et d'application de l'investissement de taille que la Société a fait dans son infrastructure de technologie de l'information et d'exploitation.

Ce secteur comprend également les groupes de services d'administration, d'exploitation et de soutien de la Société, qui sont responsables des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des services juridiques, des finances et des autres fonctions administratives. La Société compte 308 employés dans le secteur Non sectoriel et autres. La plupart des fonctions de soutien administratif de la Société sont établies à Vancouver et à Toronto, au Canada.

Notre groupe de l'exploitation est responsable du traitement des transactions sur titres, dont la compensation et le règlement des transactions sur titres, la gestion de comptes ainsi que la garde des titres des clients. Le service des finances s'occupe de la comptabilité et des contrôles financiers internes et de la présentation de l'information financière et réglementaire externe; quant au service de la conformité, il est responsable de la surveillance de la solvabilité et des comptes de la clientèle conformément à certaines exigences réglementaires de nature juridique et financière. Les activités de gestion des risques et les activités de conformité de la Société incluent des procédures qui permettent de repérer, de contrôler, de mesurer et de surveiller l'exposition au risque de la Société à tout moment.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

**RENDEMENT FINANCIER<sup>1</sup>**

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2019	2018	Variation entre l'exercice 2018 et l'exercice 2019	
Produits des activités ordinaires	24 430 \$	15 056 \$	9 374 \$	62,3 %
Charges				
Rémunération au rendement	19 380	11 471	7 909	68,9 %
Charges salariales	29 311	26 198	3 113	11,9 %
Autres charges indirectes	28 807	18 623	10 184	54,7 %
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	1 898	(1 898)	négl.
Perte sur débetures convertibles	8 608	—	8 608	négl.
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	304	298	6	2,0 %
Total des charges	86 410	58 488	27 922	47,7 %
Imputations intersectorielles <sup>2</sup>	(33 156)	(32 053)	(1 103)	(3,4) %
Résultat avant recouvrement d'impôt sur le résultat <sup>2</sup>	(28 824)	(11 379)	(17 445)	négl.
Nombre d'employés	308	288	20	6,9 %
<b>Compte non tenu des éléments importants<sup>3</sup></b>				
Total des charges	77 802 \$	56 590 \$	21 212 \$	37,5 %
Imputations intersectorielles <sup>2</sup>	(33 156)	(32 053)	(1 103)	(3,4) %
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat <sup>2</sup>	(20 216)	(9 481)	(10 735)	(113,2) %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Le résultat avant le recouvrement d'impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 44.

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

Les produits des activités ordinaires pour l'exercice 2019 se sont chiffrés à 24,4 millions \$, une augmentation de 9,4 millions \$, ou 62,3 %, par rapport à ceux de l'exercice 2018 en raison de la hausse des produits d'intérêts engendrée par l'augmentation des soldes de trésorerie détenus au cours de l'exercice et de taux d'intérêt plus élevés, des profits de change, ainsi que de la hausse des produits tirés des Pinnacle Correspondent Services.

Le total des charges s'est élevé à 86,4 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2019, soit une augmentation de 27,9 millions \$, ou 47,7 %, comparativement à l'exercice précédent. La charge de rémunération au rendement a augmenté de 7,9 millions \$, ou 68,9 %, par rapport à celle de l'exercice précédent, ce qui s'explique par la rentabilité plus élevée de la Société. Les charges salariales ont augmenté de 3,1 millions \$ par rapport à celles de l'exercice 2018, du fait de l'augmentation de l'effectif à l'appui de la croissance de nos activités sur les marchés des capitaux et de gestion de patrimoine au Canada.

Les autres charges indirectes ont augmenté de 10,2 millions \$, ou 54,7 %, par rapport à celles de l'exercice précédent. Parmi les éléments qui ont le plus progressé, citons les frais d'administration, la charge d'intérêts ainsi que les frais liés aux locaux et au matériel. La charge d'intérêts a progressé de 4,8 millions \$, ou 77,5 %, au cours de l'exercice 2019, en raison de la charge d'intérêts plus élevée au titre des débetures subordonnées de premier rang non garanties convertibles émises au T2/19 et de la comptabilisation accélérée de la charge d'intérêts dans le cadre du rachat des débetures convertibles émises en octobre 2016 jusqu'alors en circulation. Par suite du rachat des débetures convertibles subordonnées non garanties de 60,0 millions \$ émises en octobre 2016, une perte de 8,6 millions \$ sur extinction de débetures a été comptabilisée à des fins comptables au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019.

La perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 28,8 millions \$ pour l'exercice 2019, contre 11,4 millions \$ pour l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup>, la perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 20,2 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2019 comparativement à une perte avant impôt sur le résultat de 9,5 millions \$ à l'exercice précédent en raison d'une augmentation de charges indirectes visant à soutenir la croissance de nos activités sur les marchés des capitaux et de gestion de patrimoine.

**FRAIS INSECTORIELS IMPUTÉS**

Le secteur Non sectoriel et autres comprend certains frais de services de soutien, de recherche et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada. Certains frais de négociation, de compensation et de règlement sont inclus dans les frais de négociation de la division applicable et comme recouvrement des frais de négociation dans le secteur Non sectoriel et autres. En outre, certaines charges indirectes sont facturées à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe par Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe et sont incluses dans les frais intersectoriels imputés pour ces divisions.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

## APERÇU DES EXERCICES PRÉCÉDENTS – EXERCICE 2018 PAR RAPPORT À L'EXERCICE 2017

Le total des produits des activités ordinaires pour l'exercice clos le 31 mars 2018 s'est élevé à 1,0 milliard \$, soit une hausse de 143,3 millions \$, ou 16,3 %, par rapport à celui de l'exercice clos le 31 mars 2017. L'augmentation des produits des activités ordinaires découle surtout des hausses de 86,1 millions \$ des produits tirés des activités de financement de sociétés et de 65,2 millions \$ des produits tirés des commissions et des honoraires. Du fait d'une augmentation des activités de mobilisation de capitaux dans nos secteurs de prédilection, particulièrement au cours du deuxième semestre de l'exercice 2018, les produits des activités ordinaires du secteur Marché des capitaux Canaccord Genuity se sont accrus de 39,2 millions \$, ou 6,5 %, comparativement à ceux de l'exercice 2017. En outre, dans le cadre de notre orientation stratégique visant à accroître l'apport de nos activités de gestion de patrimoine et par suite de la réalisation de l'acquisition de Hargreave Hale à la fin du T2/18, les produits des activités ordinaires de nos activités mondiales de gestion de patrimoine ont bondi de 103,2 millions \$, ou 38,6 %.

Groupe Canaccord Genuity a dégagé un résultat net de 17,1 millions \$ au cours de l'exercice 2018, comparativement à celui de 43,2 millions \$ à l'exercice 2017, en raison surtout de la charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du RILT liée à la modification apportée au régime, comme il est décrit dans le rapport de gestion et les états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2018. Compte non tenu des éléments importants<sup>1</sup>, le résultat net de l'exercice 2018 s'est établi à 81,7 millions \$ par rapport à 49,2 millions \$ à l'exercice 2017, augmentation essentiellement attribuable à une hausse des produits.

## Situation financière

Certains postes du bilan pour les cinq derniers exercices sont présentés ci-dessous.

(en milliers \$ CA)	Données de l'état de la situation financière aux 31 mars				
	2019	2018	2017	2016	2015
<b>Actifs</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	820 739 \$	862 838 \$	677 769 \$	428 329 \$	322 324 \$
Titres détenus	690 499	469 217	784 230	564 746	848 128
Créances clients	2 656 664	2 215 837	3 395 736	2 041 150	2 491 488
Impôt sur le résultat à recevoir	2 502	1 170	1 085	12 537	5 295
Actifs d'impôt différé	22 117	19 941	15 323	11 221	10 148
Placements	6 224	2 035	2 829	5 578	8 693
Matériel et aménagements des locaux loués	25 792	30 967	31 479	37 049	43 373
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	524 757	418 731	295 065	323 936	640 456
<b>Total de l'actif</b>	<b>4 749 294 \$</b>	<b>4 020 736 \$</b>	<b>5 203 516 \$</b>	<b>3 424 546 \$</b>	<b>4 369 905 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>					
Dettes bancaires	9 639 \$	— \$	25 280 \$	14 910 \$	20 264 \$
Titres vendus à découvert	373 419	301 006	645 742	427 435	654 639
Dettes fournisseurs et charges à payer	3 123 765	2 638 954	3 669 883	2 185 047	2 527 636
Provisions	18 212	8 428	11 793	18 811	14 320
Impôt sur le résultat à payer	5 415	7 851	10 093	4 242	8 172
Tranche à court terme d'un emprunt bancaire	9 294	9 679	—	—	—
Contrepartie différée	22 225	9 997	—	—	—
Contrepartie éventuelle	108 319	49 844	—	—	—
Billet payable	5 832	—	—	—	—
Autres passifs à long terme	1 741	—	—	—	—
Emprunt bancaire	50 370	61 758	—	—	—
Passifs d'impôt différé	7 978	13 715	140	450	2 057
Composante passif des débetures convertibles	127 225	57 081	56 442	—	—
Dettes subordonnées	7 500	7 500	7 500	15 000	15 000
Capitaux propres	876 363	841 352	764 785	749 929	1 117 542
Participations ne donnant pas le contrôle	1 997	13 571	11 858	8 722	10 275
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>4 749 294 \$</b>	<b>4 020 736 \$</b>	<b>5 203 516 \$</b>	<b>3 424 546 \$</b>	<b>4 369 905 \$</b>

### ACTIFS

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 820,7 millions \$ au 31 mars 2019, contre 862,8 millions \$ au 31 mars 2018. Pour plus de renseignements, se reporter à la section « Situation de trésorerie et sources de financement ».

Les titres détenus s'établissaient à 690,5 millions \$ au 31 mars 2019, en regard de 469,2 millions \$ au 31 mars 2018, en raison surtout d'une augmentation des titres de créance de sociétés et de gouvernements détenus.

Les créances clients s'inscrivaient à 2,7 milliards \$ au 31 mars 2019, en comparaison de 2,2 milliards \$ au 31 mars 2018, ce qui s'explique surtout par une augmentation des montants à recevoir des courtiers en valeurs mobilières.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Le goodwill atteignait 370,2 millions \$ et les immobilisations incorporelles, 154,5 millions \$, au 31 mars 2019. Au 31 mars 2018, le goodwill atteignait 258,0 millions \$ et les immobilisations incorporelles, 160,8 millions \$. Ces montants représentent le goodwill et les immobilisations incorporelles acquis dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity, de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP), d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de Jitneytrade, de McCarthy Taylor et de Petsky Prunier.

Les autres actifs, composés de l'impôt sur le résultat à recevoir, des actifs d'impôt différé, du matériel et des aménagements des locaux loués et des placements, atteignaient 56,6 millions \$ au 31 mars 2019, comparativement à 54,1 millions \$ au 31 mars 2018, principalement en raison d'une hausse de l'impôt sur le résultat à recevoir et des placements.

## PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par la Société peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont liés aux opérations sur titres. Au 31 mars 2019, Groupe Canaccord Genuity disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni et en Europe d'un montant total de 743,6 millions \$ (669,2 millions \$ au 31 mars 2018). Ces facilités de crédit, que la Société utilise pour faciliter les activités de règlement, sont constituées de prêts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, et sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2019, la Société avait une dette bancaire à 9,6 millions \$, comparativement à néant au 31 mars 2018.

Les titres vendus à découvert s'inscrivaient à 373,4 millions \$ au 31 mars 2019, contre 301,0 millions \$ au 31 mars 2018, essentiellement en raison d'une augmentation des positions vendeur sur les titres de créance de sociétés et de gouvernements.

Les dettes fournisseurs et charges à payer, y compris les provisions, s'établissaient à 3,1 milliards \$, une hausse par rapport à 2,6 milliards \$ au 31 mars 2018, attribuable principalement à une augmentation des sommes dues aux clients et aux courtiers en valeurs mobilières.

Les autres passifs, incluant la dette subordonnée, l'impôt sur le résultat à payer, d'autres passifs à long terme et les passifs d'impôt différé, étaient de 22,6 millions \$ au 31 mars 2019, comparativement à 29,1 millions \$ à l'exercice précédent. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse de l'impôt sur le résultat à payer.

Dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale par l'intermédiaire d'une filiale de la Société, cette filiale a contracté un emprunt bancaire de 40,0 millions £ pour financer une partie de la contrepartie au comptant. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, la Société a effectué un remboursement de 5,3 millions £ (9,3 millions \$). Au 31 mars 2019, le solde impayé, déduction faite des frais de financement non amortis, était de 34,3 millions £ (59,7 millions \$) (39,4 millions £ (71,4 millions \$ CA) au 31 mars 2018). L'emprunt est remboursable par versements de capital et d'intérêts sur la période qui prend fin en septembre 2021. L'emprunt portait intérêt au taux LIBOR annuel en vigueur majoré de 2,125 % au 31 mars 2019 (taux LIBOR annuel majoré de 3,375 % au 31 mars 2018).

Une contrepartie différée et une contrepartie éventuelle de respectivement 22,2 millions \$ et 108,3 millions \$ ont été comptabilisées au 31 mars 2019 dans le cadre des acquisitions de Hargreave Hale, de Jitneytrade, de McCarthy Taylor, et de Petsky Prunier. Il y avait également un billet payable de 5,8 millions \$ lié à l'acquisition d'une participation supplémentaire de 30 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019. Se reporter aux notes 7, 8 et 12 des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2019 pour de plus amples renseignements.

Les participations ne donnant pas le contrôle s'établissaient à 2,0 millions \$ au 31 mars 2019, en comparaison de 13,6 millions \$ au 31 mars 2018, ce qui représente 15 % de l'actif net de nos activités en Australie (42 % au 31 mars 2018).

## Arrangements hors bilan

Une filiale de la Société a obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables garanties auprès d'une institution financière totalisant 2,8 millions \$ (2,1 millions \$ US) (2,7 millions \$ (2,0 millions \$ US) au 31 mars 2018) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York.

## Dettes bancaires et autres facilités de crédit

La Société contracte des emprunts à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2019, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de 9,6 millions \$ (néant au 31 mars 2018).

Comme mentionné précédemment et compte non tenu de l'encours de l'emprunt bancaire de 34,3 millions £ dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale, les filiales de la Société disposent aussi d'autres facilités de crédit, dont des prêts remboursables à vue, des lettres de crédit et des facilités de découvert, auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni. Le montant total des autres facilités de crédit à la disposition de la Société s'établissait à 714,0 millions \$ au 31 mars 2019 (669,2 millions \$ au 31 mars 2018). Au 31 mars 2019, aucun solde n'était impayé sur les autres facilités de crédit.

Dans le cours normal des activités, la Société conclut des contrats qui donnent lieu à des engagements à l'égard de paiements minimaux futurs qui ont une influence sur sa situation de trésorerie.

Le tableau qui suit résume les obligations contractuelles à long terme de Groupe Canaccord Genuity au 31 mars 2019.

(en milliers \$ CA)	Total	Exercice 2020	Exercice 2021 – Exercice 2022	Exercice 2023 – Exercice 2024	Par la suite
Contrats de location simple relatifs aux locaux et au matériel	158 850	33 399	61 440	40 600	23 411
Emprunt bancaire <sup>1</sup>	63 833	10 945	52 888	—	—
Débiteures convertibles <sup>2</sup>	174 200	8 295	16 590	149 315	—
<b>Total des obligations contractuelles</b>	<b>396 883</b>	<b>52 639</b>	<b>130 918</b>	<b>189 915</b>	<b>23 411</b>

1) L'emprunt bancaire comprend la facilité de crédit de 40 000 000 £ obtenue pour financer une partie de la contrepartie au comptant liée à l'acquisition de Hargreave Hale. L'emprunt bancaire porte intérêt au taux LIBOR annuel majoré de 3,375 % et est remboursable en versements comprenant le capital et les intérêts sur une période de quatre ans, et vient à échéance en septembre 2021. Le solde actuel est de 34,3 millions £.

2) Les débiteures convertibles se composent de débiteures subordonnées de premier rang non garanties convertibles (débiteures) émises au T2/19. Les débiteures portent intérêt au taux annuel de 6,25 % et viennent à échéance le 31 décembre 2023. Dans certaines circonstances, la Société pourrait racheter les débiteures à compter du 31 décembre 2021.

## Situation de trésorerie et sources de financement

La structure du capital de la Société englobe la composante capitaux propres des débiteures convertibles, les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les bons de souscription, le déficit et le cumul des autres éléments du résultat global. Au 31 mars 2019, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 820,7 millions \$, en baisse de 42,1 millions \$ par rapport à 862,8 millions \$ au 31 mars 2018. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, un montant de 0,3 million \$ a été utilisé dans le cadre des activités de financement, en raison essentiellement de l'achat d'actions ordinaires dans le cadre du RILT (32,1 millions \$) et le versement de dividendes en espèces sur les actions privilégiées et ordinaires (25,9 millions \$), contrebalancé en partie par le produit tiré de l'émission de débiteures convertibles (56,7 millions \$) et l'augmentation de la dette bancaire (9,6 millions \$). Un montant de 76,3 millions \$ a été affecté aux activités d'investissement, essentiellement pour les acquisitions de Jitneytrade, de McCarthy Taylor et de Petsky Prunier au cours de l'exercice, et l'achat de participations ne donnant pas le contrôle dans nos activités en Australie. Les activités d'exploitation ont généré un montant de trésorerie de 42,1 millions \$, essentiellement attribuable aux variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement. Une baisse de 7,7 millions \$ de la trésorerie s'explique par l'incidence du change sur les soldes de trésorerie.

Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. Les actifs courants figurant aux états de la situation financière consolidés audités de la Société sont, en majeure partie, très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les titres vendus à découvert sont des titres hautement liquides. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans les conditions du marché, la conjoncture économique et les perspectives des investisseurs influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de deux jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

## Actions privilégiées

### ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE A

Au cours de l'exercice 2012, la Société a émis 4 540 000 actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série A) à un prix d'achat de 25,00 \$ l'action pour un produit brut de 113,5 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 110,8 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 5,5 % pour la période initiale de cinq ans close le 30 septembre 2016. Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2016 et pour une période prenant fin le 30 septembre 2021, les dividendes cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 3,885 %. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2016, les porteurs d'actions privilégiées de série A avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série B), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Au 15 septembre 2016, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série B n'a été émise. Les porteurs d'actions privilégiées de série B auront le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2016, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série A, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 septembre tous les cinq ans par la suite.

## ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE C

Au cours de l'exercice 2013, la Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série C à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série C) à un prix d'achat de 25,00 \$ l'action pour un produit brut de 100,0 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 97,5 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 5,75 % pour la période initiale de cinq ans prenant fin le 30 juin 2017. À compter du 1<sup>er</sup> juillet 2017, jusqu'au 30 juin 2022, les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 4,993 %. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2017, les porteurs d'actions privilégiées de série C avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série D à taux variable et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série D), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Au 30 juin 2017, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série D n'a été émise. Les actions privilégiées de série D donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2017, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série C, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 juin tous les cinq ans par la suite.

## DÉBENTURES CONVERTIBLES

Le 22 août 2018, la Société a réalisé la clôture de son placement par voie de prise ferme de débentures subordonnées de premier rang non garanties convertibles, mobilisant ainsi un produit brut de 59 225 000 \$ (débentures offertes). Parallèlement, la Société a réalisé la clôture de son placement privé sans courtier avec un important gestionnaire d'actifs canadien, mobilisant un produit brut de 73 500 000 \$, lequel, combiné avec le produit brut issu des débentures offertes, représente un montant en capital total de 132 725 000 \$ (conjointement avec les débentures offertes, les débentures convertibles). Le produit du placement privé sans courtier a servi à rembourser les débentures convertibles émises en octobre 2016 d'un montant en capital de 60 000 000 \$ et une prime de 13 500 000 \$ pour un total de 73 500 000 \$. Le montant résiduel du produit servira à financer la croissance des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe et là où se présentent des occasions.

Les débentures convertibles portent intérêt au taux annuel de 6,25 %, les intérêts étant payables semestriellement le dernier jour de décembre et de juin de chaque année à compter du 31 décembre 2018. Les débentures convertibles peuvent être converties, au gré du porteur, en actions ordinaires de la Société au prix de conversion de 10,00 \$ par action ordinaire. Les débentures convertibles viendront à échéance le 31 décembre 2023 et pourront être rachetées par la Société dans certaines circonstances à compter du 31 décembre 2021.

## Données sur les actions en circulation

	Actions en circulation aux 31 mars	
	2019	2018
<b>Actions privilégiées</b>		
Actions de série A émises et en circulation	4 540 000	4 540 000
Actions de série C émises et en circulation	4 000 000	4 000 000
<b>Actions ordinaires</b>		
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis <sup>1</sup>	97 580 334	93 053 875
Nombre d'actions émises et en circulation <sup>2</sup>	115 616 744	113 522 629
Nombre d'actions émises et en circulation – après dilution <sup>3</sup>	140 241 098	124 294 132
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	96 259 582	92 587 216
Nombre moyen d'actions en circulation – après dilution <sup>4</sup>	130 943 743	110 862 087
Nombre moyen d'actions en circulation – après dilution, compte non tenu des éléments importants <sup>4, 5</sup>	130 943 743	120 092 856

1) Exclut 346 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 18 036 064 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

2) Inclut 346 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 18 036 064 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

3) Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 24 624 354 actions, nets des renonciations.

4) S'entend du nombre d'actions diluées utilisé pour calculer le RPA après dilution.

5) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14. S'entend du nombre d'actions après dilution utilisé pour calculer le RPA après dilution, compte non tenu des éléments importants.

Le 10 août 2018, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui lui permet de racheter, du 15 août 2018 au 14 août 2019, jusqu'à concurrence de 5 677 589 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Au cours l'exercice clos le 31 mars 2019, 152 200 actions ont été rachetées et annulées dans le cadre de l'OPRCNA en

vigueur du 15 août 2017 au 14 août 2018. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, 1 226 800 actions ont également été achetées et annulées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle.

La Société a conclu un plan déterminé à l'avance avec un courtier désigné lui permettant de racheter des actions ordinaires dans le cadre de cette OPRCNA. Le courtier de la Société peut racheter les actions ordinaires conformément au plan n'importe quel jour de négociation dans le cadre de l'OPRCNA, y compris à tout moment pendant les périodes d'interdiction d'opérations internes de la Société. Le plan a été passé en revue par la Bourse de Toronto et prendra fin lorsque la Société y mettra fin selon ses conditions ou à la date d'expiration de l'OPRCNA, selon la première des deux éventualités.

La possibilité d'effectuer des achats aux termes de l'OPRCNA actuelle a commencé le 15 août 2018 et se poursuivra pendant un an (jusqu'au 14 août 2019) à l'appréciation de la Société. La contrepartie maximale sera le cours du marché des titres au moment de l'acquisition. Afin de se conformer aux règles de négociation de la Bourse de Toronto, les rachats quotidiens sont limités à 60 212 actions ordinaires de la Société (ce qui correspond à 25 % du volume de négociation quotidien moyen d'actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours de la période de six mois civile allant de février 2018 à juillet 2018 (25 % du volume de négociation quotidien moyen de 240 851 actions ordinaires).

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, la Société a émis 2 331 132 actions d'un capital de 16,8 millions \$ (17,5 millions \$ AU) à titre de contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition d'une participation en actions supplémentaire de 30 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited dont les activités sont axées sur les marchés des capitaux et la gestion de patrimoine en Australie. En outre, au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, à titre de contrepartie éventuelle pour l'acquisition de Petsky Prunier, la Société a émis 1 105 275 actions ordinaires d'un capital total de 6,6 millions \$ (5,0 millions \$ US).

Au 31 mai 2019, 115 616 744 actions ordinaires de la Société étaient émises et en circulation.

## ÉMISSION ET ANNULATION D' ACTIONS ORDINAIRES

Solde au 31 mars 2018	113 522 629
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions	36 708
Actions émises en lien avec l'achat de la participation ne donnant pas le contrôle	2 331 132
Actions émises en lien avec l'acquisition de Petsky Prunier	1 105 275
Actions annulées	(1 379 000)
<b>Solde au 31 mars 2019</b>	<b>115 616 744</b>

## Régimes de paiements fondés sur des actions

### RÉGIME D'INTÉRESSEMENT À LONG TERME

En vertu du RILT, des unités d'actions temporairement incessibles (UATI) dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, des États-Unis, des îles de la Manche, de l'Australie et du Royaume-Uni, des fiducies pour les avantages du personnel (fiducies) ont été constituées. La Société ou certaines de ses filiales, selon le cas, versent dans les fiducies des fonds que les fiduciaires utiliseront pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'ils détiendront en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI.

### PRÊTS-SUBVENTIONS DESTINÉS À L'ACHAT D' ACTIONS ORDINAIRES

La Société offre des prêts à certains employés (à l'exception des administrateurs et des membres de la haute direction) visant à financer partiellement l'achat d'actions de la Société et à accroître l'actionnariat des employés. La Société a offert ces prêts aux membres de la haute direction dans le passé, mais elle a dorénavant adopté une politique lui interdisant d'octroyer de tels prêts aux administrateurs et aux membres de la haute direction. Lorsqu'ils sont octroyés, ces prêts font l'objet d'une renonciation sur une période d'acquisition des droits. Aucun intérêt n'est imputé relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions.

### RÉGIMES DE REMPLACEMENT

Par suite de l'acquisition de Collins Steward Hawkpoint plc (CSHP), la Société a mis sur pied le régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement, qui remplaçait les régimes de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP existants à la date d'acquisition. Les employés admissibles qui participaient au régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP se sont vu attribuer des droits en vertu du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement. De plus, la Société a mis sur pied le régime d'intéressement à long terme (RILT) de remplacement, qui remplaçait les RILT de CSHP, pour les employés admissibles, existants à la date d'acquisition.

### UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES

À compter du 1<sup>er</sup> avril 2011, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (UAD) pour ses administrateurs indépendants. Les administrateurs indépendants peuvent choisir que les honoraires qui leur sont dus leur soient versés sous forme d'UAD ou de trésorerie. Les administrateurs doivent tous les ans indiquer s'ils souhaitent ou non que leur rémunération leur soit ainsi versée et peuvent préciser le pourcentage de leur rémunération qui sera versé sous forme d'UAD et de trésorerie. Lorsqu'un administrateur quitte le conseil

d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie, le montant équivalant au nombre d'UAD octroyées étant multiplié par le cours de clôture de l'action à la fin du trimestre suivant immédiatement la fin de l'emploi. En vertu du régime, les administrateurs n'ont pas le droit de recevoir d'actions ordinaires de la Société et en aucun cas les UAD ne confèrent au titulaire les droits ou privilèges d'un porteur d'actions ordinaires.

#### **UNITÉS D' ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT**

À compter du 31 mars 2018, la Société a adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement (UALR) pour certains membres de la haute direction. Les UALR sont des instruments notionnels de capitaux propres liés à la valeur des actions ordinaires de la Société. À la fin d'une période d'acquisition des droits de trois ans, le nombre d'UALR dont les droits sont acquis est déterminé en fonction de l'atteinte de certaines cibles prédéterminées. Les droits rattachés aux UALR sont acquis en bloc à la date du troisième anniversaire de l'attribution. Les UALR sont réglées en trésorerie, en fonction du cours des actions de la Société au moment de l'acquisition des droits.

#### **OPTIONS SUR ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT**

Le 6 juin 2018, la Société a créé un régime d'options sur actions liées au rendement qui a été approuvé à l'assemblée générale annuelle de la Société tenue le 2 août 2018. Le 14 juin 2018, la Société a attribué 5 620 000 options aux termes du régime d'options sur actions liées au rendement. Le prix d'exercice est de 6,73 \$. En outre, la Société a attribué 600 000 options le 16 août 2018 avec un prix d'exercice de 7,067 \$. Les options sur actions liées au rendement ont une durée de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées au rendement sur le marché (cours de l'action), et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à quatre fois le prix d'exercice (c'est-à-dire que le profit à l'exercice des options est limité à trois fois le prix d'exercice). Les options sur actions liées au rendement viendront à échéance le 14 juin 2023.

#### **AUTRES RÉGIMES DE PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS**

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, la Société a octroyé une attribution fondée sur des actions à un membre de la haute direction. Les droits seront acquis le 31 mars 2021, acquisition qui peut être reportée au gré du porteur au 31 mars 2022.

#### **AUTRE PROGRAMME DE MAINTIEN EN FONCTION ET RÉGIME D'INTÉRESSEMENT**

D'autres programmes de maintien en fonction et régimes d'intéressement ont été offerts à certains employés, y compris le régime d'actionnariat des employés, dont le coût total n'était pas important.

## Transactions avec des parties liées

Les parties liées à la Société comprennent les personnes ou entités suivantes : a) les entités contrôlées ou sous influence notable de la Société, et b) les principaux dirigeants, dont les administrateurs de la Société, et les membres de la direction qui participent aux décisions d'ordre stratégique de la Société.

Les filiales agissant à titre de contrepartistes et les sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société figurent dans le tableau qui suit :

	Pays de constitution en société	Participation en %	
		31 mars 2019	31 mars 2018
Corporation Canaccord Genuity	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc.	Canada	100 %	100 %
CG Investments III Inc.	Canada	100 %	100 %
Jitneytrade Inc.	Canada	100 %	s. o.
Finlogik Inc.	Canada	100 %	s. o.
Finlogik Inc. Tunisia	Tunisie	75 %	s. o.
Canaccord Genuity SAS	France	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Limited	Guernesey	100 %	100 %
Canaccord Genuity Financial Planning Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Holdings Limited	Guernesey	100 %	100 %
Hargreave Hale Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
McCarthy Taylor Ltd.	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth & Estate Planning Services Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Petsky Prunier LLC	États-Unis	100 %	s. o.
Canaccord Asset Management Inc.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Collins Stewart Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Adams BC ULC	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Finance Corp.	Canada	100 %	s. o.
Canaccord Adams Finance Company ULC	Canada	100 %	s. o.
Canaccord Adams Finance Company LLC	États-Unis	100 %	s. o.
Canaccord Adams (Delaware) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Securities LLC	États-Unis	100 %	100 %
Stockwave Equities Ltd.	Canada	100 %	100 %
CLD Financial Opportunities Limited	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd*	Australie	80 %	50 %
Canaccord Genuity (Australia) Limited*	Australie	80 %	50 %
Canaccord Genuity Asia (Beijing) Limited 加通贝祥(北京)投资顾问有限公司	Chine	100 %	100 %
The Balloch Group Limited	Îles Vierges britanniques	100 %	100 %
Canaccord Genuity Asia (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Dubai) Ltd.	Émirats arabes unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity SG Pte. Ltd.	Singapour	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited	Jersey	100 %	100 %
Canaccord Genuity Hawkpoint Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Management Company Limited	Irlande	100 %	100 %

\* La Société détient 80 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. et de Canaccord Genuity (Australia) Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 85 % au 31 mars 2019, en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (58 % au 31 mars 2018).

Les opérations sur titres effectuées pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Groupe Canaccord Genuity Inc. se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le produit tiré des commissions sur ces transactions n'est pas important par rapport à celui provenant de l'ensemble des activités de Groupe Canaccord Genuity Inc.

La Société offre divers régimes de paiements fondés sur des actions à ses principaux dirigeants, incluant des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires, un régime d'intéressement à long terme, un UALR et un régime d'options sur actions liées au rendement. Les administrateurs indépendants ont également reçu des UAD.

Les montants figurant dans le tableau ci-dessous sont les montants comptabilisés à titre de charges relativement à des personnes qui font partie des principaux dirigeants, aux 31 mars 2019 et 2018.

(en milliers)	31 mars 2019	31 mars 2018
Avantages du personnel à court terme	10 167 \$	10 515 \$
Paiements fondés sur des actions	2 656	4 933
<b>Rémunération totale versée aux principaux dirigeants</b>	<b>12 823 \$</b>	<b>15 448 \$</b>

Les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants se rapportant aux principaux dirigeants :

(en milliers)	31 mars 2019	31 mars 2018
Créances clients	837 \$	969 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	942 \$	1 527 \$

## Méthodes comptables critiques et estimations

La présente section est un sommaire des estimations comptables critiques de Groupe Canaccord Genuity. Les principales méthodes comptables de la Société sont conformes aux IFRS et sont présentées à la note 5 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2019. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2019 et 2018 ont aussi été préparés conformément aux IFRS.

La préparation des états financiers consolidés audités au 31 mars 2019 selon les IFRS exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et des passifs et sur l'information à fournir à l'égard des actifs éventuels et des passifs éventuels à la date des états financiers. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat et l'évaluation des actifs d'impôt différé, la dépréciation du goodwill, les immobilisations incorporelles et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, l'incorporation dans le coût des immobilisations incorporelles des coûts liés aux logiciels ainsi que les provisions. Des modifications peuvent être apportées aux estimations liées à l'actif net acquis dans le cadre d'une acquisition ainsi qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée ou déterminée. Des jugements, des estimations et des hypothèses ont également été utilisés dans le cadre de l'évaluation du goodwill et des immobilisations incorporelles acquis en lien avec l'acquisition de McCarthy Taylor et de Petsky Prunier.

Les méthodes comptables significatives et les méthodes qui exigent le jugement et les estimations de la direction sont présentées dans les notes 2 et 5 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

## CONSOLIDATION

Au 31 mars 2019, la Société détenait 80 % des actions avec droit de vote de Canaccord Genuity (Australia) Limited (CGAL). La Société a aussi évalué ses ententes contractuelles avec les autres actionnaires de CGAL et le contrôle qu'elle détient sur les politiques financières et opérationnelles de CGAL et elle a déterminé qu'elle devait procéder à la consolidation en vertu de l'IFRS 10, *États financiers consolidés* (IFRS 10), aux 31 mars 2019 et 2018. La situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de CGAL ont donc été consolidés. Même si la Société détenait 80 % des actions émises de CGAL au 31 mars 2019, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 85 % en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. Par conséquent, la Société a consolidé l'entité et comptabilisé une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % (42 % avant la date de clôture du 10 août 2018 et pour l'exercice clos le 31 mars 2018) depuis la date de clôture le 10 août 2018 de l'acquisition par la Société d'une participation supplémentaire de 30 %, ce qui représente la portion de l'actif net identifiable de CGAL qui n'appartient pas à la Société. Le résultat net et chaque composante des autres éléments du résultat global sont attribués à la participation ne donnant pas le contrôle et aux propriétaires de la société mère.

La Société a constitué des fiducies pour les avantages du personnel, qui sont considérées comme des entités ad hoc, afin de satisfaire à ses obligations envers ses employés qui découlent des régimes de paiements fondés sur des actions de la Société. Les fiducies pour les avantages du personnel ont été consolidées conformément à l'IFRS 10 puisque leurs activités sont menées au nom de la Société et que la Société conserve la majorité des avantages et des risques liés à ces fiducies.

## IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à leur juste valeur à la date d'acquisition. Par suite de la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

La Société doit apprécier si la durée d'utilité des immobilisations incorporelles identifiables est déterminée ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée sont amorties sur leur durée de vie économique et soumises à des tests de dépréciation chaque fois qu'il y a une indication que l'immobilisation incorporelle identifiable peut s'être dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle identifiable sont passés en revue au moins une fois l'an à la clôture de chaque exercice. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties, mais sont soumises annuellement à un test de dépréciation.

Les dépenses de développement des technologies d'un projet individuel sont comptabilisées à titre d'immobilisations incorporelles lorsque la Société peut démontrer la faisabilité technique de l'actif en question. L'actif est comptabilisé au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement de l'actif commence lorsque le développement est terminé et que l'actif est prêt à être mis en service. L'actif est amorti sur la durée des avantages futurs prévus.

## DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

La Société évalue chaque date de clôture s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, ou si un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (UGT). La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris isolément à moins que l'actif ne génère pas des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable et la perte de valeur est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Afin de déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les calculs de dépréciation de la Société sont fondés sur les calculs budgétaires annuels, qui sont préparés individuellement pour chacune des UGT de la Société auxquelles les actifs isolés sont attribués. Ces calculs budgétaires couvrent généralement une période de cinq ans. Pour les périodes plus longues, un taux de croissance à long terme est calculé et appliqué aux projections de flux de trésorerie futurs après la cinquième année.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés dans les catégories de charges qui correspondent à la fonction de l'actif déprécié.

Pour les actifs autres que le goodwill, la Société effectue une évaluation chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe une indication que les pertes de valeur comptabilisées antérieurement n'existent plus ou ont diminué. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou des UGT. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise seulement si les hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable de l'actif ont changé depuis la comptabilisation de la plus récente perte de valeur. La reprise est limitée afin que la valeur comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable ou n'excède pas la valeur comptable qui aurait été calculée, nette de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours des exercices antérieurs. Une telle reprise est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés sauf si l'actif est comptabilisé à son montant réévalué, auquel cas la reprise est traitée comme une réévaluation positive.

Les actifs suivants ont des caractéristiques précises pour les tests de dépréciation :

### Goodwill

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation au moins une fois par an, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

Une perte de valeur est calculée pour le goodwill en évaluant la valeur recouvrable de chaque UGT (ou groupe d'UGT) à laquelle se rapporte le goodwill. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures.

### Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation au niveau de l'UGT chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

## COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés au moment où une obligation de prestation unique est remplie ou progressivement au cours de la période pendant laquelle une obligation de prestation est remplie et que le client peut s'en prévaloir. La Société évalue ses ententes génératrices de produits des activités ordinaires pour déterminer si elle agit à titre de contrepartiste ou d'intermédiaire. Les principales catégories de produits tirés de contrats sont les suivantes :

Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission, qui sont comptabilisés à la date de la transaction, et ceux générés par la vente de produits et services donnant droit à des honoraires, qui sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement. Les profits et les pertes réalisés et latents sur les titres achetés aux fins des transactions liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés après déduction des produits tirés des commissions. Les pertes de facilitation pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ont été de 6,4 millions \$ (8,4 millions \$ en 2018). Les produits tirés des commissions sont comptabilisés au moment où l'obligation de prestation est remplie (à la date de transaction).

Les produits tirés des services de financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. La prise ferme de titres constitue la seule obligation de prestation, et les produits sont comptabilisés au moment de la clôture de la transaction de prise ferme.

Les honoraires de consultation se composent des honoraires de gestion et de consultation courants qui sont comptabilisés au cours de la période pendant laquelle l'obligation de prestation est remplie. Ils comprennent également les produits tirés des activités de fusions et acquisitions, qui sont comptabilisés lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste englobent les résultats enregistrés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste et sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15.

Les produits d'intérêts sont constitués de l'intérêt gagné sur les comptes sur marge des particuliers, de l'intérêt gagné sur la trésorerie de la Société, de l'intérêt gagné sur la trésorerie livrée à l'appui des activités d'emprunt de titres et des dividendes gagnés sur les titres détenus. Les produits d'intérêts et de dividendes sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15.

Les produits divers comprennent les profits ou les pertes de change, les produits tirés des services de courtage de correspondance et les produits tirés des honoraires.

## IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

### Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible pour la période considérée sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer auprès des administrations fiscales ou qui leur sera versé. Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour calculer les montants sont ceux qui étaient adoptés ou quasi adoptés à la date de présentation de l'information financière dans les pays où la Société exerce ses activités et génère un résultat fiscal.

La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations fiscales à l'égard de situations pour lesquelles les réglementations fiscales applicables prêtent à interprétation, et établit des provisions le cas échéant.

L'impôt exigible lié à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les comptes de résultat consolidés.

### Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable. Cette méthode exige que l'impôt différé reflète les effets de l'impôt différé attendu des différences temporaires à la date de clôture entre la valeur comptable des actifs et passifs aux fins des états financiers et leur base fiscale.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires imposables, sauf dans le cas où ces différences sont générées par des participations dans des filiales si la Société est capable de contrôler la date à laquelle les différences temporaires s'inverseront et s'il est probable qu'elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et le report en avant de pertes fiscales non utilisées, dans la mesure où il est probable que l'on disposera d'un bénéfice imposable auquel ces différences temporaires déductibles et le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et de pertes fiscales non utilisées pourront être imputés. La valeur comptable d'un actif d'impôt différé est revue à la date de clôture et est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de la totalité ou d'une partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont évalués chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des lois fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'impôt différé est passé à titre de charges ou de produits dans les comptes de résultat, sauf s'il concerne des éléments directement crédités dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt différé est imputé directement aux capitaux propres.

### Taxe sur les ventes

Les produits des activités ordinaires, les charges et les actifs sont comptabilisés nets du montant de la taxe sur les ventes, sauf si le montant de la taxe sur les ventes engagée n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale. Dans ce cas, la taxe sur les ventes est comptabilisée à titre de partie du coût d'acquisition de l'actif ou à titre de partie d'un élément de la charge. Le montant net de la taxe sur les ventes recouvrable auprès de l'administration fiscale ou exigible par celle-ci est inclus dans les créances clients ou les dettes fournisseurs dans les états de la situation financière consolidés.

### PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les employés (y compris les membres de la haute direction) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles les employés rendent des services en contrepartie d'instruments de capitaux propres (transactions réglées en instruments de capitaux propres). Les employés participants peuvent recevoir des unités d'actions temporairement incessibles (UATI) dont les droits sont généralement acquis sur trois ans. Ce programme est connu sous le nom de RILT (ou le régime).

Les administrateurs indépendants reçoivent également, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions différées (UAD). Pour l'exercice clos le 31 mars 2018, certains membres de la haute direction avaient reçu, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions liées au rendement (UALR) qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (transactions réglées en trésorerie).

L'effet dilutif, le cas échéant, des options en cours et des paiements fondés sur des actions est pris en compte à titre de dilution additionnelle dans le calcul du résultat par action ordinaire après dilution.

### Transactions réglées en instruments de capitaux propres

Dans le cas des transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution.

Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de sorte que l'acquisition des droits rattachés à certaines UATI n'est plus nécessairement conditionnée par un emploi continu. À la suite de ce changement, les droits rattachés aux UATI continueront d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. En raison de ce changement, la Société a déterminé que les attributions ne répondent pas, en substance, au critère de condition de service, tel qu'il est défini par l'IFRS 2. Par conséquent, les UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement sont passées en charge au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Pour certaines attributions, en général les attributions à l'embauche ou de maintien en poste, l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu, et ces attributions sont par conséquent assujetties à une exigence de service continu. Par conséquent, la Société comptabilise graduellement les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport. La Société estime le nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront ultimement acquis lorsqu'elle calcule la charge attribuable aux transactions réglées en instruments de capitaux propres. Aucune charge n'est comptabilisée pour les attributions d'instruments de capitaux propres dont les droits ne sont pas ultimement acquis.

Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

### Transactions réglées en trésorerie

Le coût des transactions réglées en trésorerie est évalué initialement à la juste valeur à la date de l'attribution. La juste valeur des UAD et des UALR est passée à titre de charge au moment de l'attribution, étant donné qu'il n'existe pas de conditions d'acquisition des droits. Le passif est réévalué à la juste valeur chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat.

### CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES ET DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société. Chaque filiale de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers de chaque filiale sont évalués au moyen de la monnaie fonctionnelle.

### Transactions et soldes

Les transactions en monnaies étrangères sont initialement comptabilisées par la Société et ses filiales au cours de change de leur monnaie fonctionnelle respective en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective au cours de change en vigueur à la date de clôture. Toutes les différences de conversion sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs et les passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective aux cours historiques. Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

### Conversion des filiales étrangères

Les actifs et les passifs des filiales étrangères ayant une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens au cours en vigueur à la date de clôture, et les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux cours de change moyens en vigueur pendant la période. Les profits latents ou pertes latentes découlant de la conversion des filiales étrangères sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global. En cas de cession d'un établissement à l'étranger, la composante des autres éléments du résultat global liée à cet établissement est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

La Société a également des actifs et des passifs monétaires qui sont des montants à recevoir des établissements à l'étranger ou à payer à ceux-ci. Si le règlement de ces montants à recevoir ou à payer n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible, les écarts de change sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global, ces montants à recevoir et à payer représentant une partie de l'investissement net dans les établissements à l'étranger.

### PROVISIONS

Lorsque la Société a une obligation actuelle découlant d'un événement passé, des provisions sont comptabilisées s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge connexe aux provisions est présentée dans les comptes de résultat, nette de tout remboursement. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision est actualisé au moyen d'un taux courant avant impôt reflétant, le cas échéant, les risques spécifiques à ce passif. Lorsque les provisions sont actualisées, l'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

### Instruments financiers

Les instruments financiers représentent une partie importante de l'actif et du passif de la Société. Celle-ci a recours aux instruments financiers dans le cadre de ses activités de négociation et autres que de négociation. Les activités de négociation de la Société comprennent l'achat et la vente de titres à des fins de facilitation de transactions pour le compte de clients et la prise de positions de négociation à titre de contrepartiste dans le but de dégager un profit.

L'utilisation d'instruments financiers peut entraîner ou atténuer l'exposition aux risques de marché, de crédit ou de liquidité. Pour de plus amples renseignements sur la façon dont ces risques sont gérés, se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du présent rapport de gestion. Pour connaître les principales hypothèses qui ont été formulées pour évaluer les instruments financiers et autres instruments, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables critiques et estimations » du présent rapport de gestion. Pour de plus amples renseignements sur les instruments financiers de la Société, se reporter à la note 7 des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2019.

### CHANGE

La Société gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements de titres en monnaie étrangère en attente. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces transactions sont constatés dans les résultats au cours de la période. Au 31 mars 2019, les contrats à terme en cours visant la vente de dollars américains avaient un notionnel de 0,2 million \$ US, une diminution de 17,5 millions \$ US par rapport au 31 mars 2018. Les contrats à terme en cours visant l'achat de dollars américains avaient un notionnel de 5,7 millions \$ US, une augmentation de 3,6 millions \$ US par rapport au 31 mars 2018. La juste valeur de ces contrats était négligeable. Certaines activités de la Société aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie, à Hong Kong et en Chine se déroulent en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces activités est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de la transaction se font habituellement dans la monnaie locale.

Ces contrats ont été conclus afin d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure les contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations.

### CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie divers contrats à terme standardisés afin d'essayer d'atténuer le risque de marché, le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Les contrats à terme standardisés sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'un actif sous-jacent, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négociait traditionnellement des contrats à terme standardisés sur des obligations des gouvernements du Canada et des États-Unis afin d'atténuer ses risques. Au 31 mars 2019, le notionnel des contrats à terme standardisés sur des obligations en cours s'établissait à une position acheteur de 0,1 million \$ (position acheteur de 0,1 million \$ au 31 mars 2018).

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie également des contrats à terme standardisés sur des obligations du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Aux 31 mars 2019 et 2018, il n'y avait aucun contrat à terme standardisé sur des bons du Trésor américain en cours.

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de la période considérée.

## Adoption de nouvelles normes et de normes révisées

### IFRS 9, INSTRUMENTS FINANCIERS

Le 1<sup>er</sup> avril 2018, la Société a adopté l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9) qui remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39). La Société a adopté la norme selon l'approche rétrospective modifiée. L'adoption de l'IFRS 9 n'a pas eu d'incidence significative sur l'évaluation des actifs et passifs financiers de la Société.

L'incidence de l'IFRS 9 sur les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2019 se résume ainsi :

#### Classement des actifs et passifs financiers

L'IFRS 9 définit les exigences de comptabilisation et d'évaluation des actifs et passifs financiers. L'IFRS 9 établit une nouvelle approche de classement et d'évaluation pour les actifs financiers qui reflète le modèle économique suivi pour les gérer ainsi que les caractéristiques de leurs flux de trésorerie.

À la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés comme des instruments évalués au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) et à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN). Le classement repose sur deux critères : le modèle économique que suit la Société pour la gestion des actifs financiers; et si les flux de trésorerie contractuels des instruments donnent lieu à des flux de trésorerie qui représentent uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû (le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels). Le modèle économique tient compte de l'objectif de la Société, soit de percevoir des flux de trésorerie en détenant les actifs financiers, soit en vendant les actifs ou en optant pour une combinaison des deux.

- Coût amorti – Un actif financier est évalué au coût amorti s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de détenir les actifs financiers afin de percevoir des flux de trésorerie contractuels, et que les modalités contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des flux de trésorerie qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels. Les éléments de cette catégorie comprennent la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les créances clients.
- JVAERG – Un actif financier est évalué à la JVAERG s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs financiers, et que les modalités contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des flux de trésorerie qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels. Les éléments de cette catégorie comprennent le placement de la Société dans Euroclear, qui était auparavant classé comme étant disponible à la vente selon l'IAS 39. Il n'y a aucun autre actif financier évalué à la JVAERG.
- Tous les autres actifs financiers sont évalués à la JVRN et sont des titres négociables détenus et vendus à découvert.

La Société reclasse les actifs financiers seulement lorsque le modèle économique qu'elle suit pour les gérer change.

#### Dépréciation d'actifs financiers

L'adoption de l'IFRS 9 a modifié la méthode de comptabilisation de la perte de valeur des actifs financiers de la Société en remplaçant l'ancien modèle de l'IAS 39 fondé sur les pertes subies par un nouveau modèle prospectif fondé sur les pertes de crédit attendues.

Selon le modèle des pertes de crédit attendues, la Société doit comptabiliser une provision pour les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir ou pour la durée de vie. Les pertes de crédit attendues sont comptabilisées en fonction de ce qui suit :

- Une provision pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir est comptabilisée au moment de la comptabilisation initiale et représente la portion des insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie qui surviendrait advenant une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture, pondérée par le risque qu'il y ait défaillance.
- Une provision pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie est comptabilisée lorsqu'une augmentation importante du risque de crédit est détectée après la comptabilisation initiale des instruments et représente les insuffisances de flux de trésorerie qui surviendraient au cours de la durée de vie attendue de l'instrument financier.
- Une provision pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie est comptabilisée pour les instruments financiers dépréciés.

L'IFRS 9 fournit également une méthode simplifiée à l'égard des pertes de crédit attendues liées aux créances clients, qui repose sur l'adoption d'une politique en matière d'évaluation fondée sur l'historique des pertes d'une entité selon la tranche d'âge, ajustée en fonction d'estimations prospectives et d'autres considérations, le cas échéant.

Les créances clients de la Société sont classées comme des actifs financiers évalués au coût amorti et sont assujetties au nouveau modèle fondé sur les pertes de crédit attendues. Les créances client incluent les montants à recevoir des clients et des courtiers en valeurs mobilières. Tous les montants à recevoir liés aux transactions de financement de sociétés et aux clients ont une échéance de moins de 12 mois à compter de la comptabilisation initiale et par conséquent, la provision se limite aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir. La Société a établi une politique en matière d'évaluation fondée sur l'historique des pertes de crédit et ajustée en fonction de facteurs prospectifs ou d'autres considérations, le cas échéant. La provision n'est pas considérée comme ayant une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

## Comptabilité de couverture

L'IFRS 9 offre davantage de flexibilité à l'égard des types d'opérations admissibles à la comptabilité de couverture. Comme la Société ne détient actuellement aucune position importante admissible à la comptabilité de couverture selon l'IAS 39 et l'IFRS 9, l'adoption de l'IFRS 9 n'a pas d'incidence significative sur ses états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

## IFRS 15, PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

Le 1<sup>er</sup> avril 2018, la Société a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15) selon l'approche rétrospective modifiée. L'IFRS 15 remplace l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires* (IAS 18), et établit un modèle unique en cinq étapes pour déterminer la nature, le montant, le calendrier et le degré d'incertitude des produits des activités ordinaires et des flux de trésorerie provenant d'un contrat conclu avec un client.

Selon l'IFRS 15, les premières étapes à suivre dans le cadre de la comptabilisation des produits des activités ordinaires consistent à identifier les contrats conclus avec des clients qui sont pertinents et à définir les obligations de prestation découlant de ces contrats. Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque les obligations de prestation sont remplies, c'est-à-dire lorsque le client obtient le contrôle des biens ou des services. Selon l'IFRS 15, le prix de transaction doit également être réparti entre chaque obligation de prestation distincte proportionnellement aux prix de vente spécifiques. En outre, la contrepartie variable doit uniquement être comptabilisée dans la mesure où il est hautement probable que le dénouement ultérieur de l'incertitude relative à la contrepartie variable ne donnera pas lieu à un ajustement à la baisse important du montant cumulatif des produits des activités ordinaires comptabilisés.

L'incidence de l'adoption de l'IFRS 15 sur les produits des activités ordinaires tirés des contrats standard de la Société se résume ainsi :

- Commissions et honoraires – Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission et ceux générés par la vente de produits et services tarifés. Comme il a déjà été mentionné, l'IFRS 15 exige des entités qu'elles comptabilisent les produits des activités ordinaires lorsque le client obtient le contrôle des biens ou des services, alors que l'IAS 18 exige des entités qu'elles comptabilisent les produits des activités ordinaires lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des biens ou des services sont transférés au client. L'obligation de prestation liée à la comptabilisation des produits tirés des commissions et des honoraires est remplie par le règlement des transactions pour les clients. Il n'y a pas de changement important dans le montant ni le calendrier des produits des activités ordinaires comptabilisés en vertu de l'IFRS 15 par rapport à l'IAS 18, étant donné que le transfert des risques et des avantages liés aux services et le transfert du contrôle surviennent au même moment. Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent également les produits générés au titre des services de recherche de la Société, qui sont comptabilisés progressivement à mesure que l'obligation de prestation est remplie.
- Financement de sociétés – Les produits tirés du financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. L'IFRS 15 n'a pas d'incidence importante sur la comptabilisation des produits tirés du financement de sociétés par rapport à l'IAS 18. Selon l'IAS 18, les produits étaient comptabilisés à la clôture de la transaction de prise ferme, ce qui correspond également au moment où l'obligation de prestation est remplie selon l'IFRS 15.
- Honoraires de consultation – Les honoraires de consultation comprennent les honoraires de gestion et de consultation, y compris les produits tirés des activités de fusions et acquisitions. L'obligation de prestation liée à la comptabilisation des produits tirés des honoraires de consultation est remplie lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis. Dans certains cas, les honoraires sont perçus selon les progrès réalisés et ne répondent pas aux exigences d'une obligation de prestation distincte. Selon l'IFRS 15, de tels paiements pourraient être différés ou comptabilisés selon la méthode de l'amortissement jusqu'à ce que l'obligation de prestation soit remplie. L'incidence de ce changement sur les résultats non distribués d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2018 et pour l'exercice clos le 31 mars 2019 n'est pas significative.
- Les catégories de produits des activités ordinaires suivantes sont exclues du champ d'application de l'IFRS 15 : les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste, qui comprennent les produits gagnés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste, les produits d'intérêts, ainsi que les produits divers qui comprennent les profits ou pertes de change et les produits tirés des services de courtage de correspondance.

## Modifications futures des méthodes comptables et des estimations

La Société surveille les modifications potentielles qui sont proposées par l'International Accounting Standards Board et analyse l'incidence qu'elles pourraient avoir sur ses activités.

### NORMES PUBLIÉES, MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR

La norme publiée qui pourrait raisonnablement avoir une incidence sur les états financiers de la Société, mais qui n'est pas encore en vigueur, est présentée ci-après.

### IFRS 16, CONTRATS DE LOCATION

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui remplace l'IAS 17, *Contrats de location* (IAS 17). La principale différence réside dans le fait que la comptabilisation par le preneur selon l'IFRS 16 ne distinguera plus les contrats de location simple des contrats de location-financement comme le faisait l'IAS 17, les traitant plutôt, pour la plupart, comme les contrats désignés comme des contrats de location-financement selon l'IAS 17. Selon la nouvelle norme, le preneur est tenu de comptabiliser des actifs et

des passifs à l'égard de la plupart des contrats de location, sauf si l'exemption relative avec contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur (inférieure à 5 000 \$ US) ou l'exemption relative aux contrats de location à court terme (dont la durée est de 12 mois ou moins) est appliquée.

Lorsqu'un contrat de location est conforme à la définition qui en est donnée dans l'IFRS 16, une obligation locative liée aux paiements de loyer futurs est comptabilisée à la date de début ainsi qu'un actif non courant d'un montant équivalent qui correspond au droit d'utilisation du bien sous-jacent pendant la durée du contrat de location. Plutôt que d'être inscrits en charges locatives dans les comptes de résultat consolidés, les coûts de location sont comptabilisés sous forme d'amortissement pour l'actif au titre du droit d'utilisation et d'intérêts sur l'obligation locative. L'IFRS 16 a également pour effet d'augmenter les charges sur les premières années du contrat de location, soit lorsque l'encours de l'obligation locative et, en l'occurrence, la charge d'intérêts sont plus élevés, et ce, même si le total des charges et des flux de trésorerie sur la durée du contrat sont identiques selon l'IFRS 16 et l'IAS 17.

La Société appliquera les dispositions de l'IFRS 16 à l'égard de l'exercice clos le 31 mars 2020 selon l'approche rétrospective modifiée sans retraitement des informations comparatives de l'exercice précédent. Par suite de l'adoption de l'IFRS 16 le 1<sup>er</sup> avril 2019, la Société est tenue de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative d'un montant correspondant pour chaque contrat de location (sous réserve de l'exemption relative aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur et de l'exemption relative aux contrats de location à court terme décrites précédemment). L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyer attendus et une disposition de transition permet de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation d'une valeur correspondante. La Société est en voie de finaliser son calcul de l'actif au titre du droit d'utilisation et de l'obligation locative correspondante qui seront comptabilisés dans les états de la situation financière consolidés à l'adoption de l'IFRS 16.

Se reporter à la note 4 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2019 pour de plus amples renseignements.

## Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

---

### CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

En date du 31 mars 2019, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le *Règlement 52-109*. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures étaient efficaces en date du 31 mars 2019 et pendant l'exercice clos à cette date.

### CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction, y compris le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, a conçu le contrôle interne à l'égard de l'information financière aux termes du *Règlement 52-109*, qui vise à donner une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers aux fins externes selon les IFRS. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était conçu et fonctionnait efficacement en date du 31 mars 2019 et pendant l'exercice clos à cette date, et qu'il n'y avait aucune lacune importante au niveau du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

### CHANGEMENT DANS LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucune modification au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019 qui a eu une incidence significative, ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

## Gestion des risques

---

### APERÇU

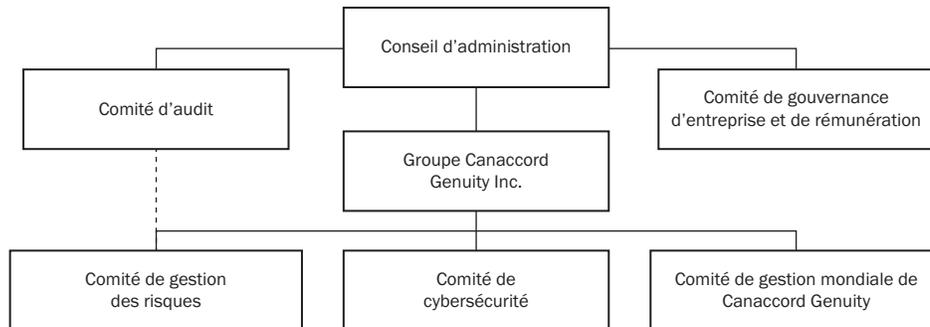
L'incertitude et le risque sont inhérents lorsque des activités sont menées sur les marchés financiers. À titre de participant actif aux marchés des capitaux canadien et international, la Société s'expose à des risques susceptibles d'entraîner des pertes financières. Les principaux risques de la Société sont le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel et d'autres risques. Par conséquent, la gestion des risques et la maîtrise de l'équilibre entre le risque et le rendement sont des éléments essentiels au maintien de la stabilité financière et de la rentabilité de la Société. Un cadre de gestion des risques efficace est donc partie intégrante du succès de Groupe Canaccord Genuity.

### STRUCTURE DE GESTION DES RISQUES ET GOUVERNANCE

Le processus de gestion des risques rigoureux de la Société s'applique à un certain nombre de secteurs fonctionnels et exige des communications fréquentes, du jugement et une bonne connaissance de l'entreprise et de ses produits et marchés. La haute direction de la Société participe activement à la gestion des risques et a élaboré des politiques, des procédures et des rapports qui permettent à la Société d'évaluer et de maîtriser ses risques. Ces politiques et procédures sont constamment révisées et modifiées, car les activités, les marchés et les circonstances changent.

Dans le cadre de la philosophie de la Société en matière de risque, le prolongement de la première ligne de responsabilité en gestion des risques incombe aux directeurs de succursale, aux chefs de service et aux directeurs des bureaux de négociation (à l'intérieur de limites prescrites). La surveillance et le contrôle de l'exposition au risque de la Société sont menés par un large éventail de systèmes distincts, mais complémentaires, de présentation d'informations sur les finances, le crédit, l'exploitation, la conformité et l'aspect juridique.

La structure de gouvernance de la Société comprend ce qui suit :



Le conseil d'administration (conseil) surveille le cadre de gestion des risques à l'échelle de la Société, dont la responsabilité est déléguée aux comités d'audit et de gestion des risques. Se reporter à la notice annuelle de l'exercice considéré de la Société pour de plus amples renseignements sur le mandat des comités d'audit en ce qui a trait à la gestion des risques.

Le comité d'audit aide le conseil à s'acquitter de sa responsabilité de surveillance en suivant de près l'efficacité des contrôles internes et de l'environnement de contrôle. En outre, il reçoit et examine diverses mises à jour trimestrielles et annuelles ainsi que des rapports sur les facteurs de risque importants et le programme général de gestion des risques.

Le comité de gestion des risques aide le conseil à s'acquitter de ses responsabilités de surveillance de l'exposition au risque par rapport à l'appétence pour le risque et, de manière générale, du processus de gestion des risques. Le comité de gestion des risques est dirigé par le chef de la gestion des risques de la Société et les membres du comité comprennent le chef de la direction, le chef des finances et des représentants de la haute direction des entreprises productrices de revenus clés et des secteurs fonctionnels de la Société. Le comité de gestion des risques identifie, évalue et surveille les principaux risques auxquels la Société est exposée en examinant et en approuvant l'appétence pour le risque de Canaccord, de même que les politiques, procédures et limites/seuils relatifs aux risques de la Société.

La séparation des tâches et la surveillance exercée par la direction sont des aspects importants du cadre de gestion des risques de la Société. Cette dernière compte un certain nombre de fonctions indépendantes des entreprises productrices de revenus qui effectuent des activités de gestion des risques, dont la surveillance, l'évaluation et l'analyse des risques. Ces fonctions comprennent la gestion des risques d'entreprise, la conformité, l'exploitation, l'audit interne, la trésorerie, les finances, les technologies de l'information de même que les questions juridiques.

Le comité mondial de cybersécurité de la Société a pour mission d'identifier, de surveiller et de gérer les risques propres aux réseaux informatiques, aux données et aux systèmes internes de la Société. Ce comité est présidé par le chef de la gestion des risques et les membres du comité comprennent des experts TI à l'échelle de la Société ainsi que des représentants des groupes des affaires juridiques, de la conformité, de l'audit interne et de l'exploitation. Le comité de cybersécurité se penche sur des questions comme l'évaluation du cyber-risque, les sauvegardes et contrôles informatiques, les risques liés aux tiers fournisseurs de services, la formation du personnel et les programmes de sensibilisation et plans d'intervention en cas d'incident.

## RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque qu'une variation des cours ou de tout facteur de marché sous-jacent entraîne des pertes. Il incombe à chaque secteur de l'entreprise de s'assurer que sa position est prudente par rapport au risque de marché dans les limites de risque fixées par le comité de gestion des risques et approuvées par le comité d'audit. En outre, la Société a établi des procédures visant à ce que les risques soient mesurés, étroitement surveillés, maîtrisés et communiqués à la haute direction.

La Société est exposée au risque sur actions, au risque de liquidité et au risque de fluctuation du fait qu'elle négocie en son nom propre les options boursières et les titres de capitaux propres. La Société est également exposée au risque de taux d'intérêt, au risque d'écart de taux et au risque de liquidité précis du fait qu'elle négocie en son nom propre les titres à revenu fixe. En plus de la supervision et de l'examen actifs de ses activités de négociation par sa haute direction, Groupe Canaccord Genuity atténue son exposition au risque par l'application de diverses limites pour contrôler la concentration, la répartition et l'utilisation du capital, ainsi que de politiques et directives en matière de négociation. La Société gère et surveille ses risques dans ce domaine en appliquant des mesures quantitatives et qualitatives, à l'échelle de la Société ainsi que par pupitre de négociation. Groupe Canaccord Genuity exploite un système d'analyse de scénarios et de mesure de la valeur à risque (VaR) pour son portefeuille de titres de participation et de titres à revenu fixe et d'instruments dérivés. De plus, la direction examine et surveille régulièrement le niveau des stocks et les positions, les résultats des transactions de négociation, la situation de trésorerie, l'âge des positions et les niveaux de concentration. Par conséquent, la Société s'assure qu'elle est bien diversifiée en ce qui a trait aux facteurs de risque de marché et que ses activités de négociation respectent les niveaux de tolérance au risque établis par la haute direction.

## RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Les activités de négociation des clients des secteurs d'activité Jitneytrade, récemment acquise, et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity, y compris les comptes de marge de particuliers, sont la principale source de risque de crédit pour Groupe Canaccord Genuity. Pour réduire au minimum son exposition financière dans ce domaine, la Société applique certaines normes de crédit et effectue des examens financiers à l'égard de clients et des nouveaux comptes.

La Société fournit à ses clients un financement sous forme de prêt sur marge. Dans le cadre d'un prêt sur marge, la Société consent un crédit pour une tranche de la valeur marchande des titres dans le compte d'un client, jusqu'à concurrence de certains plafonds. Les prêts sur marge sont garantis par ces titres dans le compte du client. Dans le cadre de ces activités de prêt, la Société est confrontée à un risque de perte financière dans le cas où un client ne répond pas à un appel de marge si les cours des titres détenus en garantie baissent et si la Société est dans l'impossibilité de tirer une valeur suffisante de ces titres. Aux fins des prêts sur marge, la Société a établi des plafonds fondés sur le risque qui sont généralement plus restrictifs que ceux qui sont exigés par les politiques réglementaires applicables. En outre, la Société a établi des limites à l'égard des prêts consentis sur un titre individuel ou un groupe de titres dans un seul secteur afin de restreindre le risque de concentration.

L'octroi des crédits au moyen de prêts sur marge est supervisé par le comité du crédit de la Société. Le comité se réunit régulièrement afin d'examiner et d'analyser les risques de crédit de la Société, dont les importants prêts aux particuliers, la qualité de la garantie, les ratios de couverture des prêts et le risque de concentration. Il se réunit également, au besoin, pour discuter de toute nouvelle entente de prêt proposée par la haute direction.

La Société est aussi exposée à un risque de perte financière lié aux activités de négociation de ses clients dans le cas où celles-ci se traduisent par des montants exigibles ou en souffrance dans les comptes au comptant partiellement garantis. La Société a conçu un certain nombre de contrôles dans son système de gestion des ordres d'achat et de vente automatisé afin que les transactions par compte individuel et par conseiller individuel soient faites en conformité avec les plafonds et les paramètres de risque établis.

La Société se livre à diverses activités de négociation et de courtage dans le cadre desquelles les contreparties sont principalement des courtiers en valeurs mobilières, des banques, des chambres de compensation, des Bourses, des intermédiaires financiers et d'autres institutions financières. Ces activités comprennent l'activité de placement pour compte, la négociation à titre de contrepartiste, l'emprunt et le prêt de titres de même que la signature de conventions de mise en pension et de prise en pension de titres. Lorsque les contreparties ne remplissent pas leurs obligations, la Société peut être exposée à un risque. Le risque de défaut d'exécution dépend de la solvabilité de la contrepartie ou de l'émetteur de l'instrument. La Société gère ce risque en imposant pour chaque contrepartie des limites de négociation et de position individuelles et générales, qu'elle surveille, au sein de chaque segment commercial, et elle passe régulièrement en revue le crédit des contreparties financières, examine les concentrations de titres et de prêts, détient et évalue à la valeur du marché la garantie sur certaines transactions et fait affaire avec certains organismes de compensation qui garantissent l'exécution.

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses dans les frais d'administration. Toute perte réelle découlant des activités de négociation de ses clients ou qui s'y rapporte, selon ce qui est exposé ci-dessus, est imputée à cette provision. Par le passé, cette provision a suffi à couvrir les pertes réelles.

## RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel est le risque de perte résultant de processus internes inadéquats ou ayant échoué, de gens et de systèmes, ou d'autres événements externes, comme des désastres ou des menaces pour la sécurité. Le risque opérationnel est présent dans l'ensemble des activités de la Société, y compris les processus, les systèmes et les contrôles utilisés pour la gestion d'autres risques. L'incapacité de gérer le risque opérationnel peut entraîner une perte financière, une atteinte à la réputation, des amendes réglementaires et l'incapacité à gérer les risques de marché, les risques de crédit ou d'autres risques.

La Société exerce ses activités sur différents marchés et s'en remet à ses employés et à ses systèmes pour traiter un nombre élevé de transactions. Pour atténuer ce risque, la Société a créé un système de contrôles internes et d'automatismes régulateurs aux niveaux appropriés qui comportent notamment le rapprochement des transactions au jour le jour, des procédures de contrôle liées à la compensation et au règlement, des transactions et des limites de valeur quotidiennes de toutes les applications de négociation, des contrôles des liquidités, de la sécurité physique, des procédures d'examen indépendant, des normes relatives à la documentation, des procédures de facturation et de perception ainsi que des contrôles d'autorisation et de traitement à l'égard des transactions et des comptes. De plus, la Société a mis sur pied un programme axé sur le risque opérationnel (se reporter à la rubrique « Contrôle et autoévaluation des risques » ci-après) qui aide Groupe Canaccord Genuity à mesurer, à gérer, à signaler et à surveiller les questions concernant le risque opérationnel. La Société a également des procédures de reprise après sinistre, des plans de poursuite des activités et des redondances intégrées en cas de panne de système ou de défaillance technique. En outre, la Société conclut des ententes de service avec des tiers et a recours à des audits de sécurité, le cas échéant.

## Contrôle et autoévaluation des risques

Le contrôle et l'autoévaluation des risques ont pour but :

- de recenser et d'évaluer les principaux risques inhérents à l'entreprise et de les catégoriser en fonction de leur gravité et de leur fréquence;
- d'évaluer l'efficacité des contrôles mis en place à l'égard de ces risques principaux;
- d'atténuer les risques par l'établissement de plans d'action visant à améliorer l'environnement de contrôle, au besoin;
- de fournir aux membres de la direction une approche uniforme pour articuler et communiquer les profils de risque de leur domaine de responsabilité;
- de satisfaire aux exigences réglementaires et aux normes sectorielles.

La Société a mis en place un processus visant à établir quels sont les objectifs stratégiques de chaque groupe, unité ou service et à recenser, à évaluer et à quantifier les risques opérationnels qui restreignent la capacité de la Société d'atteindre ces objectifs. Les résultats du contrôle et de l'autoévaluation des risques servent spécifiquement à calculer les exigences du capital de risque opérationnel réglementaire pour les activités au Royaume-Uni et l'exposition au risque opérationnel dans l'ensemble des régions. Le contrôle et l'autoévaluation des risques sont mis à jour périodiquement et les résultats sont présentés au comité de gestion des risques et au comité d'audit.

## AUTRES RISQUES

Les autres risques englobent les risques qui peuvent avoir une incidence importante défavorable sur les activités, mais qui sont de nature autre que le risque de marché ou de crédit ou le risque opérationnel.

### Risque réglementaire et risque juridique

Le risque réglementaire résulte de la non-conformité aux exigences réglementaires, ce qui pourrait entraîner des amendes ou des sanctions. La Société a établi des procédures afin de s'assurer de respecter toutes les exigences légales et réglementaires pertinentes de chaque territoire dans lequel elle exerce ses activités. Ces procédures comprennent le traitement de certaines questions comme les exigences en matière de capital réglementaire, les exigences d'information, les contrôles internes à l'égard de l'information financière, les pratiques en matière de vente et de négociation, l'utilisation et la garde des fonds de la clientèle, l'utilisation et la garde des données des clients, l'octroi de crédit, la perception, la lutte contre le blanchiment d'argent, les délits d'initiés, l'inconduite d'employés, les conflits d'intérêts et la tenue des comptes.

Le risque juridique découle des possibilités de poursuites au criminel ou de poursuites civiles ou réglementaires intentées contre la Société qui pourraient nuire considérablement aux affaires, aux activités ou à la situation financière de la Société. La Société compte un conseiller juridique en interne en plus d'avoir accès à un conseiller juridique externe pour l'aider à traiter des questions juridiques liées à l'exploitation et pour défendre ses intérêts dans le cadre de diverses poursuites.

Les pertes ou les coûts associés aux questions courantes d'ordre réglementaire et juridique sont inclus dans les frais d'administration dans les états financiers consolidés audités de la Société.

La Société fournit des services de consultation financière et en matière de prise ferme, ainsi que d'autres services à des émetteurs de secteurs nouveaux et émergents, dont le secteur américain du cannabis, et négocie leurs titres. Les activités de ces secteurs, y compris le secteur américain du cannabis, ne disposent généralement pas d'un historique de résultats d'exploitation positifs. Outre les incertitudes économiques associées aux nouveaux secteurs, aux nouvelles activités et aux nouveaux émetteurs, les lois applicables à ces secteurs ou activités, en particulier le secteur américain du cannabis et les activités des émetteurs de ce secteur, et l'incidence de ces lois et de leur mise en œuvre sont indéterminées, contradictoires et incertaines. En ce qui concerne le secteur américain du cannabis, le cannabis demeure une substance réglementée en vertu de la *United States Controlled Substances Act* et, par conséquent, il y a un risque que certains émetteurs, bien qu'ils se conforment aux lois étatiques applicables, puissent faire l'objet de poursuites en vertu de la loi fédérale. Par conséquent, la Société a adopté des directives et des procédures raisonnablement conçues pour assurer la conformité à la *United States Currency and Foreign Transactions Reporting Act of 1970 (Bank Secrecy Act)* et aux indications publiées par le Financial Crimes Enforcement Network du département du Trésor américain, FIN-2014-G001 (indications du FinCEN) portant sur la prestation de services financiers aux entreprises du secteur de la marijuana aux États-Unis (telles qu'elles sont désignées dans les indications du FinCEN). Bien que la Société prenne des mesures pour identifier les risques associés aux secteurs émergents, y compris le secteur américain du cannabis, et qu'elle offre uniquement des services aux émetteurs une fois qu'elle a déterminé que le risque posé à la Société est négligeable ou qu'il est peu probable que le risque entraîne des conséquences défavorables importantes pour la Société, il y a un risque que la Société fasse l'objet de poursuites intentées par des tiers qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les produits des activités ordinaires, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société de même que sur sa réputation, et ce, même si l'issue des telles procédures s'avérait favorable pour la Société. La Société a déterminé que ces procédures sont peu probables et, par conséquent, n'a pas comptabilisé de provision à cet effet.

### Risque de cybersécurité

Le risque de cybersécurité est le risque que les réseaux informatiques, les données ou les systèmes internes de la Société soient endommagés, sabotés, détournés ou volés, qu'on y accède sans autorisation ou qu'ils fassent l'objet d'attaques. Ce risque découle de l'interrelation existante entre les activités de la Société et les clients, les fournisseurs, les partenaires et le public par l'entremise d'Internet et d'autres réseaux. Étant donné cette interrelation, les tiers avec lesquels la Société fait des affaires ou qui favorisent les activités de la Société peuvent également être une source de risque de cybersécurité. La Société consacre beaucoup d'efforts et de ressources pour se défendre contre le risque de cybersécurité et l'atténuer, y compris en accroissant la sensibilisation au sein de la

Société en offrant un programme de formation sur la cybersécurité à l'ensemble du personnel. La gestion du risque de cybersécurité par la Société ainsi que les incidents signalés sont présentés régulièrement à la haute direction par l'entremise du comité de cybersécurité et du comité d'audit du conseil d'administration.

### Risque de réputation

Le risque de réputation est le risque qu'une activité entreprise, ou qu'une activité présumée avoir été entreprise par une société ou ses représentants ternisse son image au sein de la collectivité ou mine la confiance du public à son égard, entraînant un ralentissement des produits des activités ordinaires, des poursuites ou un accroissement de la surveillance réglementaire. Le risque de réputation peut découler de défaillances d'ordre opérationnel, de la non-conformité aux lois et aux règlements, d'une couverture médiatique traditionnelle ou en ligne défavorable, ou au fait d'agir comme chef de file dans le cadre d'une opération de financement non réussie. La Société pourrait faire face au risque de réputation découlant de son association avec des clients passés ou présents de ses activités de financement de sociétés qui sont visés par un examen réglementaire ou judiciaire. Le risque de réputation peut aussi se refléter dans la satisfaction de la clientèle et les notations externes, comme des rapports d'analystes de titres de participation. En plus de ses divers contrôles, politiques et procédures en matière de gestion des risques, la Société s'est dotée d'un code d'éthique et de conduite des affaires officiel et d'un programme intégré axé sur la commercialisation, la marque, les communications et les relations avec les investisseurs afin de l'aider à gérer et à soutenir la réputation de la Société.

### Risque de contrôle

Au 31 mars 2019, les hauts dirigeants et administrateurs de la Société détenaient collectivement environ 10,4 % des actions ordinaires émises et en circulation de Groupe Canaccord Genuity Inc. (16,3 % des actions ordinaires après dilution). Si un nombre suffisant de ces actionnaires agissent ou votent ensemble, ils pourront exercer une influence importante sur toute question qui nécessite l'approbation des actionnaires, y compris l'élection des administrateurs de la Société, les modifications à ses statuts, les fusions et les plans d'arrangement en vertu des lois canadiennes, les fusions ou la vente d'une partie importante de ses actifs. Cela pourrait empêcher Groupe Canaccord Genuity de conclure des transactions qui pourraient être bénéfiques à la Société ou à ses autres actionnaires. De plus, des tierces parties pourraient ne pas être intéressées à présenter une offre publique d'achat visant l'acquisition d'une partie ou de la totalité des actions ordinaires en circulation de la Société.

Tout changement marqué de ces participations par suite de la vente ou d'une autre cession, ou toute acquisition importante par d'autres des actions ordinaires sur le marché libre ou dans le cadre de transactions de gré à gré, pourrait entraîner un changement de contrôle et des modifications dans les objectifs ou les pratiques de l'entreprise, ce qui pourrait influencer sur la rentabilité de la Société.

### Restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires

Les restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires énoncées dans les statuts de Groupe Canaccord Genuity Inc. pour empêcher des changements de contrôle non autorisés sans le consentement des autorités de réglementation pourraient, dans certains cas, influencer sur la négociabilité et la liquidité des actions ordinaires.

### Facteurs de risque

Pour plus de renseignements sur chacun des facteurs de risque qui s'applique aux activités de la Société et au secteur dans lequel elle exerce ses activités, se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de l'exercice considéré de la Société. Ces risques englobent, sans s'y restreindre nécessairement, ceux qui sont décrits dans la notice annuelle. Les investisseurs devraient examiner attentivement les renseignements sur les risques ainsi que d'autres renseignements présentés dans le présent document avant de prendre des décisions de placement. Il convient de noter que la liste n'est pas exhaustive, mais elle répertorie les risques que la Société juge d'une pertinence particulière. D'autres facteurs de risque peuvent exister.

Un rapport sur les risques figure dans la notice annuelle.

## Politique en matière de dividendes

Des dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

## Déclaration de dividende

Le 5 juin 2019, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,17 \$ par action ordinaire payable le 2 juillet 2019 aux actionnaires inscrits le 21 juin 2019. Ce dividende est composé d'un dividende trimestriel de base de 0,01 \$ et d'un dividende supplémentaire de 0,16 \$, comme indiqué ci-après.

La politique en matière de dividendes, qui a été adoptée à l'égard de l'exercice clos 31 mars 2017, est fondée sur un dividende trimestriel de 0,01 \$ par action ordinaire, et sur un dividende supplémentaire payable à la fin de chaque exercice. Les dividendes supplémentaires, si la Société en déclare, peuvent varier d'un exercice à l'autre. Conformément à cette politique, un dividende supplémentaire a été déclaré à pour l'exercice 2019, comme il est mentionné précédemment.

Le 5 juin 2019, compte tenu de la stabilité accrue du secteur de gestion de patrimoine de la Société et de son profil de croissance attendue, le conseil d'administration a mis en place une nouvelle politique en matière de dividendes selon laquelle la Société prévoit

verser un dividende trimestriel d'au moins 0,05 \$ par action, sous réserve des conditions ci-après. La nouvelle politique prendra effet au premier trimestre de l'exercice 2020. Dans le cadre de la politique, la Société ne versera plus un dividende supplémentaire à la fin de chaque exercice et procédera plutôt au rajustement du dividende trimestriel habituel, s'il y a lieu, conformément aux facteurs décrits à la rubrique « Politique en matière de dividendes » qui précède et à la mise en place d'une stratégie susceptible, à son avis, de favoriser la croissance du montant de dividende trimestriel.

Le 5 juin 2019, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A, payable le 2 juillet 2019 aux actionnaires inscrits le 21 juin 2019, et un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C, payable le 2 juillet 2019 aux actionnaires inscrits le 21 juin 2019.

## Renseignements supplémentaires

---

D'autres renseignements concernant le Groupe Canaccord Genuity Inc., y compris notre notice annuelle, se trouvent sur notre site Web à l'adresse [www.canaccordgenuitygroup.com/FR/IR/FinReports/Pages/default.aspx](http://www.canaccordgenuitygroup.com/FR/IR/FinReports/Pages/default.aspx) et sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).